

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

LE COURS DU CAPITALISME MONDIAL

LE COURS DU CAPITALISME MONDIAL.....	1
Ce qui distingue notre parti :.....	1
LE COURS DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL - 6.....	1
LA BAISSÉ TENDANCIÉLLÉ DU TAUX DE PROFIT.....	1
Les Cycles.....	1
La Rupture.....	2
La Mort annoncée !.....	4
Origine de la baisse tendancielle du taux de profit.....	5
Comment contrecarrer la baisse ?.....	7
L'inexorable déclin.....	8
Le Nouveau Rapport de Force.....	12
LE COURS DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL - 7.....	18
LE COURS CATASTROPHIQUE DU CAPITALISME.....	18
LE TAUX DE PROFIT CHUTE, MAIS LA MASSE DE PLUS-VALUE CROÎT EXPONENTIELLEMENT.....	23
LE MARCHÉ GOULOT D'ÉTRANGLEMENT.....	24
LE POIDS CROISSANT DE L'ASIE.....	27
LE DÉCLIN DES VIEUX IMPÉRIALISMES ET LA MONTÉE DES NOUVEAUX.....	29
LE COURS DU CAPITALISME MONDIAL – 8.....	32
Etat de la production industrielle mondiale.....	32
Et les Etats-Unis.....	35
Passons maintenant à la Chine !.....	38
Rapide tour d'horizon du commerce international.....	42
BILAN DU CAPITAL FINANCIER.....	44
CONCLUSION.....	53
LE COURS DU CAPITALISME MONDIAL – 9.....	55
LES REBOUTEUX A L'ŒUVRE !.....	55
OÙ EN EST-ON AUJOURD'HUI ?.....	60
Bien travaillé la vieille taupe !.....	60
La montagne russe.....	61

Ce qui distingue notre parti :

- *la ligne de Marx à Lénine à la fondation de la III Internationale et du Parti Communiste d'Italie à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche Communiste Italienne contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des fronts populaires et de blocs partisans;*
- *la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors du politiquantisme personnel et électoralesque.*

Pour tout contact nous écrire : à Edizioni « il Partito Comunista » casella postale 1157, 50121 Firenze. Ou consulter le site : www.international-communist-party.org e-mail : icparty@international-communist-party.org

LE COURS DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL - 6

RG Florence 24-25/05/2014

Nous allons essayer de donner une vue d'ensemble du cours de l'impérialisme mondial depuis la grande crise de 1974 - 1975 et d'expliquer de manière plus approfondie la crise de surproduction dans laquelle le capitalisme mondial se trouve plongé depuis mi-2008.

Deux contradictions fondamentales rongent le capitalisme ; la baisse tendancielle du taux de profit et l'impossibilité d'un équilibre entre production, qui se présente comme une immense accumulation de marchandises, et le marché qui doit absorber une quantité croissante de marchandises, en réalisant la valeur, afin de permettre à l'accumulation du capital de recommencer un nouveau cycle. La baisse tendancielle du taux de profit condamne à mort le capitalisme en niant son fondement, l'accumulation de la valeur, et l'ensemble de ces deux contradictions conduisent aux crises périodiques de surproduction. Crises qui montrent l'étroitesse du mode de production capitaliste qui n'est plus à même de permettre le libre développement des forces productives, sinon à travers des crises périodiques de surproduction de plus en plus graves et catastrophiques. La loi de la valeur, fondement de l'accumulation du capital, est devenue une entrave au développement des forces productives et de l'humanité. Cette contradiction ne peut se résoudre que dans la révolution communiste, qui abolira les rapports de production fondés sur la loi de la valeur – le capital et le salariat – et la loi de la valeur elle-même, en passant à une gestion sociale de la production, dont les bases ont été jetées par le capitalisme lui-même, ou par une troisième guerre impérialiste mondiale.

LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT.

Les Cycles.

La baisse tendancielle du taux de profit se traduit par un ralentissement de l'accumulation du capital et donc de la croissance de la production industrielle. Ce qui ne veut pas dire que la croissance s'arrête ou qu'elle diminue, mais qu'elle augmente de moins en moins vite d'un cycle à l'autre pour tendre vers zéro.

Chaque cycle a pour point de départ le maximum atteint avant la crise de surproduction, cette dernière se traduisant par une chute brutale de la production durant une ou plusieurs années, suivant la gravité de la crise, et pour point d'arrivée le nouveau maximum atteint après la reprise de la production, juste avant la nouvelle récession. Ainsi le capitalisme d'un cycle à l'autre va de crise en crise de surproduction.

A ces cycles courts se superposent des cycles moyens et longs qui ont pour délimitation des crises qui ont constituées des tournants historiques. Dans le tableau ci-dessous, la période 1900 – 2007 est divisée en 5 cycles d'accumulation du capital. Les années de départ et d'arrivée de chaque cycle peut varier d'un pays à l'autre, aussi en avons nous tenu compte dans le calcul des incréments. Tous ces calculs se fondent sur les indices de production industrielle donnés par l'ONU à partir de 1937. Et pour les années antérieures il s'agit des indices fournis par la Société des Nations d'avant guerre et par de grands économistes, comme Kuscinsky qui se réclamait de l'école marxiste.

Le premier cycle part de 1900, année de maturité de l'ère impérialiste au sens moderne du terme, et finit en 1913 à la veille de la guerre de 1914. Le deuxième cycle va de 1913 jusqu'en 1929, où un nouveau maximum est atteint par la production industrielle, juste avant l'effondrement de la grande récession. Le troisième court de 1929 à 1937, qui correspond au nouveau maximum atteint juste avant

la deuxième guerre mondiale. Le quatrième cycle, à cheval sur la 2ème guerre mondiale, court de 1937 à 1973. Cette longue période se caractérise par des rythmes d'accumulation du capital nettement plus élevés, dus au rajeunissement de la composition organique du capitalisme mondial, surtout là où les destructions ont été massives, et par une quasi absence de récessions, ou des récessions de faibles ampleurs avec inflation – États-Unis, Angleterre – qui sont restées localisées. 1973 clôt définitivement ce long cycle avec la première grande récession d'après guerre à l'échelle internationale de 1974-1975.

CYCLES D'ACCUMULATION DU CAPITAL

incrément de la production industrielle

	1900-1913	1913-1929	1929-1937	1937-1973	1973-2007
ANGLETERRE	2,3%	0,8%	2,0%	2,5%	0,8%
FRANCE	3,6%	0,7%	-4,0%	3,0%	1,2%
ALLEMAGNE	4,1%	0,2%	0,8%	4,3%	1,8%
ITALIE	-	2,7%	2,3%	5,1%	1,4%
ÉTATS-UNIS	6,7%	4,6%	0,9%	4,6%	2,5%
RUSSIE	-	19,5%		7,1%	-1,2%
JAPON	-	7,6%	6,0%	8,6%	1,9%
CHINE	-	-	-	12,7%	10,7%
CORÉE DU SUD	-	-	-	17,6%	8,7%

Ce tableau est trié sur le cycle 1900-1913, d'après les taux de croissance annuels moyens de la production industrielle, qui coïncide avec le classement par âge. Le tri est ascendant, c'est-à-dire que l'on va du taux de croissance le plus bas vers le plus haut. L'Angleterre, terre où est apparu le capitalisme industriel, a le taux le plus bas. Elle est suivie chronologiquement par la France, puis par l'Allemagne, l'Italie, les États-Unis, la Russie, cette dernière a connu une renaissance du capitalisme dans les années vingt, après les terribles destructions de la guerre civile, puis par le Japon, la Chine et enfin la Corée du Sud.

Comme on peut le voir les pays de vieux capitalisme ont les rythmes de croissance les plus lents et au contraire, les pays de capitalisme jeune ont les rythmes les plus élevés. Ce tableau se lit verticalement, mais aussi horizontalement. D'un cycle à l'autre le fort ralentissement de la croissance industrielle ressort nettement.

La première guerre mondiale qui a été arrêtée par la révolution russe et par la guerre civile en Allemagne, n'a pas permis un rajeunissement du capital. On peut constater pour certains pays une légère remontée des incréments lors du cycle 1929-1937. Cycle qui a connu une très forte récession, suivie d'une forte reprise dans les pays préparant la guerre : Angleterre, Allemagne, Italie. Le Japon qui se préparait activement à la guerre depuis de longues années n'aura pas d'inversion, mais maintiendra un rythme soutenu. Pour les États-Unis, l'effort de guerre qui sera gigantesque, se fera sentir à partir de 1940, c'est-à-dire durant la guerre. Pour la France, les incréments de 1930 à 1937 resteront négatifs.

Afin de mieux mettre en évidence le rajeunissement de la composition organique du capital par la guerre, nous présentons un autre tableau, où le cycle de 1937 – 1973 est divisé en deux : 1937-1950 et

1950-1973. Suivant les pays la date réelle du nouveau maximum se trouve avant ou après 1950. Pour l'Allemagne et l'Italie, 1950 est l'année de récupération du maximum atteint avant guerre. Pour les autres pays, chacune des récessions a été de faible ampleur et a duré tout au plus une année.

Le cycle 1950 – 1973 fait ressortir le rajeunissement de la composition organique du capital par la guerre. Ce rajeunissement entraîne des rythmes de croissance inconnus pour les pays concernés, lors des cycles précédents et notamment durant le premier cycle de 1900 -1913 !

CYCLES D'ACCUMULATION DU CAPITAL			
incrément de la production industrielle			
	1937 – 1950	1950-1973	1973-2007
ANGLETERRE	1,7%	3,0%	0,8%
FRANCE	0,2%	5,9%	1,2%
ALLEMAGNE	0,8%	7,2%	1,8%
ITALIE	0,6%	7,3%	1,4%
ÉTATS-UNIS	4,5%	4,2%	2,5%
RUSSIE	2,0%	8,2%	-1,2%
JAPON	1,5%	13,5%	1,9%
CORÉE DU SUD	-	17,6%	8,7%
CHINE	-	12,7%	10,7%

Angleterre 3 % contre 2,3 % ; France 5,9 % contre 3,6 % ; Allemagne 7,2 % contre 4,1 % ; Italie 7,3 % contre 2,7 % et 2,3 % pour les deux cycles précédents. Et le Japon 13,5 % contre 7,6 % et 6 %. Le seul pays qui fait exception dans ce tableau sont les États-Unis, puisque l'indice passe de 4,5 % pour le cycle 1937-1950, à 4,2 % pour le cycle 1950 – 1973. Bien qu'ayant participé à l'effort de guerre, de par sa position géographique, les États-Unis n'ont pas subi de destruction. De plus chaque guerre mondiale a été pour eux une grande affaire ; la machine productive américaine y a alors donné toute sa puissance : de 1913 à 1917, l'incrément moyen annuel a été de 7,2 % et durant la deuxième guerre mondiale, où les États-Unis combattaient sur deux fronts et où ils ont non seulement ravitaillé leur propres armées sur les différents fronts, mais fournis en armes et en matériels l'Union Soviétique, l'Angleterre et la Chine, l'incrément annuel moyen de 1937-1943 a été de 13,3% ! A la fin de la guerre, la demande chutant, ils connaîtront une récession. Cependant l'impérialisme américain bénéficiera du rajeunissement du capitalisme mondial en ayant des taux de croissances plus élevés que ceux d'avant guerre : 4,2 % contre 0,9 % pour le cycle 1929-1937. Mais lorsque l'on regarde le tableau 1, la décroissance de cycle en cycle ressort nettement, même si cette décroissance a connu un fort ralentissement grâce à la deuxième guerre mondiale. En sautant le cycle court de 1929-1937, l'on a : 6,7 ; 4,6 ; 4,6 et 2,5.

La Rupture.

1973 marque une rupture, il signe la fin d'une accumulation euphorique et presque sans crise de surproduction. Bien que cette vitalité retrouvée du capital était fondée sur les destructions massives et l'immonde massacre de la deuxième guerre mondiale, et que cette période ait été caractérisée par ce

que l'on a appelé la guerre froide et par des guerres ininterrompues entre deux grands blocs impérialistes sur les continents africain et asiatique, cette accumulation frénétique du capital a créé l'illusion d'un progrès continu sur le plan scientifique, technique et social, alors que les masses tombaient dans un état d'abrutissement comparable aux périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité.

Si aujourd'hui, en 2014, le prolétariat n'est pas encore sorti de cette état d'abrutissement, pour le moins bien des illusions sont tombées, y compris au sein de la petite bourgeoisie et à l'euphorie de l'après guerre a succédé la désillusion.

Le grand cycle de 34 ans de 1973 à 2007 se caractérise par un net ralentissement de l'accumulation du capital dont la croissance tend vers zéro. On y remarque aussi un bouleversement dans le classement des différents pays en fonction du taux d'incrément. Dans le cycle 1950 – 1973 l'ordre croissant des taux va de l'Angleterre, qui est suivie des États-Unis, puis de la France, de l'Allemagne, etc..., pour finir par la Corée du sud qui a un taux moyen record de 17,6 %.

	1950-1973		1973-2007
ANGLETERRE	3,0%	RUSSIE	-1,2%
ÉTATS-UNIS	4,2%	ANGLETERRE	0,8%
FRANCE	5,9%	FRANCE	1,2%
ALLEMAGNE	7,2%	ITALIE	1,4%
ITALIE	7,3%	ALLEMAGNE	1,8%
URSS	8,2%	JAPON	1,9%
CHINE	12,7%	ÉTATS-UNIS	2,5%
JAPON	13,5%	CORÉE DU SUD	8,7%
CORÉE DU SUD	17,6%	CHINE	10,7%

Dans le cycle suivant la Russie, après la terrible récession des années 90, qui a vu une chute de la production de 56 %, soit supérieure à celle déjà balaisée des années trente aux États-Unis, se retrouve en tête des mauvais élèves avec un incrément moyen de -1,20 % ! Sans surprise l'Angleterre se trouve en deuxième position, mais l'Italie, un capitalisme plus jeune que celui allemand se retrouve en 4^{ème} position des mauvais. Une des raisons de la faiblesse de l'impérialisme italien tient à son faible nombre de multinationales : dans le global 500 de 2010 on en trouve 10 contre plus de 30 pour l'Allemagne, l'Angleterre ou la France. Cela indique une faible concentration du capital industriel et bancaire et à l'ère de l'impérialisme c'est rédhibitoire. Autre surprise les États-Unis font mieux que tous les autres vieux États impérialistes avec un taux d'incrément de 2,50 %. On en verra la raison plus loin. Quant à la Corée du Sud, qui s'achemine comme tous les autres vers une très grave crise de surproduction, elle a vu son incrément moyen tomber de 17,6 % à 8,7 %. La Chine ferme la marche en faisant dorénavant mieux que la Corée avec 10,7 %, contre 12,7 % précédemment.

Cependant en ce qui concerne la Chine, il est à remarquer que pour le calcul des indices de la production industrielle elle ne suit pas la méthodologie internationale qui consiste à comptabiliser la valeur ajoutée dans chaque branche, mais qu'elle part du chiffre d'affaire qui contient le capital constant et l'usure du capital fixe qui ont été produits dans d'autres branches de production et dans des procès de production antérieurs, ce qui gonfle les chiffres, d'autant plus que la branche industrielle se trouve en aval de l'ensemble du processus de production. Par exemple, en calculant l'indice de la

branche électronique grand public, qui assemble des smartphones ou des téléviseurs, en partant du chiffre d'affaire, on ajoute la valeur ajoutés des composants électroniques qui sont fabriqués dans un procès de production antérieur et notamment au Japon, en Allemagne ou aux États-Unis. Donc en réalité l'incrément industriel moyen est plus bas, peut-être de 2 ou 3 points. Auparavant l'office de statistique chinois faisait intervenir une correction dans le calcul de l'indice annuel, par rapport à l'indice mensuel, mais depuis la récession de 2007, cette correction a été supprimée. Cette correction ne permettait pas de supprimer l'erreur de calcul, mais au moins elle la réduisait.

La Mort annoncée !

Le grand cycle de 1973 – 2007 se subdivise en 4 cycles courts bornés par 5 grandes crises de surproduction internationale.

CYCLES D'ACCUMULATION DU CAPITAL						
incrément de la production industrielle						
	1950 – 1973	1973-1979	1979-1989	1989-2000	2000-2007	2007 – 2015
ANGLETERRE	3,0%	1,2%	1,0%	1,1%	-0,5%	-1,0%
ÉTATS-UNIS	4,2%	2,7%	2,0%	3,8%	1,2%	0,3%
FRANCE	5,9%	1,6%	1,2%	1,5%	0,4%	-1,6%
ALLEMAGNE	7,2%	1,8%	1,9%	0,9%	2,5%	0,2%
ITALIE	7,3%	2,7%	1,5%	1,3%	0,2%	-3,1%
RUSSIE	10,6%	5,6%	3,6%	-8,6%	-1,2%	-0,8%
JAPON	13,5%	2,2%	4,0%	-0,1%	1,3%	-1,9%
CHINE	12,7%	8,3%	10,5%	12,5%	11,8%	8,9%
CORÉE DU SUD	17,6%		9,4%		7,5%	3,3%

En faisant une lecture horizontale, d'un cycle à l'autre on voit nettement la tendance irrésistible à un fort ralentissement, y compris pour des capitalismes jeunes comme la Corée du Sud. Pour le dernier cycle l'on a même des incréments négatifs pour 2 pays : l'Angleterre et la Russie. Quant à la France et l'Italie, avec respectivement 0,4 % et 0,2 %, les incréments ne sont pas loin de zéro.

On a ajouté la période 2007 – 2015, qui n'est pas un cycle puisque 2015 ne correspond pas à un maximum qui précéderait une nouvelle récession. Les grands pays impérialistes, à part les États-Unis et l'Allemagne, ne sont pas encore sortis de la récession et n'en ressortiront pas. Son intérêt est de montrer le fort ralentissement de la production industrielle de la Corée qui annonce une prochaine grave crise de surproduction. Ce net ralentissement de cycle en cycle est comparable à celui qu'a connu l'Union Soviétique avant son éclatement et la grande récession des années 90.

Toutes les attaques frontales contre le prolétariat menées par la bourgeoisie après la grande crise de 1974-1975, la soi-disant politique économique libérale initiée par Thatcher et Reagan, n'ont pas

permis un renversement de la tendance. On voit bien un léger redressement sur le cycle 1989-2000, pour les États-Unis, la France et un frémissement pour l'Angleterre, mais ce n'est que pour mieux retomber lourdement dans le cycle suivant : 1,2 % de croissance moyenne pour les États-Unis, 0,4 % pour la France et -0,5 % pour l'Angleterre. Quant à l'Italie elle continue son inexorable déclin : 2,7 ; 1,5 ; 1,3 ; 0,2. Parmi les pays affichés, elle est celle qui connaît la plus forte récession depuis 2007. L'Allemagne, après les « réformes » de Gerhard Schröder, a connu un « spectaculaire » renversement en voyant son incrément moyen passé de 0,9 % (1989 – 2000) à 2,5 % durant le cycle 2000 – 2007. Mais c'est pour mieux retomber ensuite avec un incrément moyen de 0,2 % de 2007 à 2015.

En résumer, toutes les mesures dites libérales prises par les différentes bourgeoisies au prix de grandes souffrances pour la classe ouvrière, pour sauver leur mode de production, conduisent à un résultat minable. Mais la classe dominante pour sauver ses privilèges de classe n'est pas à une ignominie près. Et l'on en n'est qu'au début !

Le capitalisme allemand a connu un redressement lors du dernier cycle avec une remontée de l'incrément à 2,50 % contre 0,9 % dans le cycle précédent. Ce redressement est le résultat de la politique économique menée par le chancelier Gerhard Schröder au début des années 2000 et qui a conduit à une paupérisation et une précarisation de toute une partie de la population et des travailleurs salariés. En Allemagne 20 % de la population active est précarisée et paupérisée. En 2010 près de 4 millions de salariés travaillaient pour un salaire horaire brut de moins de 7€. Malgré cela l'on peut prédire sans difficulté que l'incrément annuel moyen pour le cycle en cours sera au ras des pâquerettes et que le capitalisme allemand va tout droit vers une récession qui sera bien plus terrible que celle que l'Espagne ou la Grèce connaissent actuellement.

On reparlera plus loin du cas de la Chine.

Origine de la baisse tendancielle du taux de profit.

Pour comprendre ce qui suit, il faut savoir ce qui détermine la valeur des marchandises et par quelle loi elle est régie. Sur le marché la vente de x marchandises m_1 permet d'acheter avec l'argent de la vente, y marchandises m_2 . A travers la vente, x marchandises m_1 s'échangent donc contre y marchandises m_2 . Ou encore x m_1 est équivalent à y m_2 . C'est-à-dire que x m_1 vaut y m_2 , ou encore que x m_1 à la même valeur que y m_2 . L'échange, à travers les oscillations de prix, sur une longue durée se fait toujours entre équivalent. Mais qu'est-ce qui détermine la valeur d'une marchandise ? L'offre et la demande, comme le croit l'économie vulgaire ? Non, ce qui détermine sa valeur et donc son prix¹, c'est la quantité de travail social moyen qui a été nécessaire à sa production. Sa valeur est donc non pas produite dans le procès de circulation, l'échange ne crée aucune valeur, mais dans le procès de production.

La valeur des marchandises, quelles qu'elles soient, est toujours du travail social cristallisé dans la matière au cours du procès de production. Et les marchandises s'échangent entre elles d'après ce quantum de travail. Une heure de travail social s'échange contre une autre heure de travail social.

Lors du procès de production², l'ouvrier ajoute de la valeur au produit qu'il transforme par son travail, de même un artisan, ou le paysan qui cultive la terre ou élève des animaux. Mais pour en venir à l'accumulation du capital et à la baisse du taux de profit, partons de la La formule générale qui représente un cycle d'accumulation du capital, soit : $A \rightarrow M \rightarrow A'$.

A représente le capital monétaire investi dans l'achat des matières premières à transformer, auxquelles s'ajoutent les dépenses pour l'énergie plus la somme à mettre de côté pour l'usure et l'entretien des machines et du local. Cet ensemble acheté avec A constitue ce qu'en langage marxiste

1 En économie le prix est à la valeur, comme le poids à la masse en physique.

2 Le procès de production est l'ensemble du processus qui transforme la matière première en produit fini en mettant en action les moyens de production – machines et les outils – et en consommant l'énergie requise.

l'on appelle le capital constant (C). Constant car sa valeur reste inchangée au cours du procès de production ; elle est entièrement transmise dans la valeur du produit final.

Avec A le capitaliste achète aussi une autre marchandise, une marchandise particulière : la force de travail des ouvriers. Durant le procès de production, le capitaliste fait travailler cette force de travail de telle sorte qu'elle produise plus de valeur qu'elle en a coûté à l'achat. Par exemple si dans une journée de travail de 8h, l'ouvrier produit en 4h une valeur équivalente à l'achat de sa force de travail, les 4 heures restantes seront du sur-travail, c'est-à-dire une plus-value qui ira dans la poche du capitaliste.

Le capital monétaire dépensé pour l'achat de la force de travail, laquelle va ajouter une valeur en transformant le produit, est le capital variable : V. Variable parce qu'il génère durant le processus de production une plus-value (P), ou sur-valeur par rapport à son coût. Donc pour résumer, A après achat se transforme en C + V. La somme de ces deux derniers terme est égal à M ; M pour marchandise. Au cours du procès de production une plus-value, ou P, est ajoutée. La formule générale devient :

$$A \rightarrow C + V \{M\} \rightarrow (\text{procès de production}) \rightarrow C + V + P \{M'\} \rightarrow A'$$

A' est le capital monétaire retiré de la vente du produit final (M'³) lorsqu'il a été porté sur le marché. A' > A car P a été ajouté à A. Et le travail social moyen qui a été nécessaire pour transformer C en produit final se décompose en capital variable V et en plus-value, P. Ce travail social moyen est celui qui est propre à la branche industrielle à laquelle appartient l'entreprise.

Alors en résumé l'on a 3 catégories économiques : le capital constant (C), le capital variable (V) et la plus-value (P). Au départ l'on a seulement C+V et au final, dans le produit fini, C+V+P. Le capitaliste à la fin du cycle vend son produit et réinvestit P pour augmenter le volume de la production, si bien que de cycle en cycle (A → M → A') la valeur du capital s'accumule et la production matérielle s'accroît régulièrement. Tout du moins dans une vision idyllique de la production capitaliste à la Ricardo⁴.

Regardons de plus près le processus : la partie de la plus-value produite qui est réinvestie constitue ce que l'on appelle le profit. Dans notre schéma nous ne tiendrons pas compte de la part de la plus-value qui sert à l'entretien du capitaliste, que l'on peut considérer comme négligeable. De même nous ne tiendrons pas compte de la part de la plus-value qui sert à engraisser toute une couche de parasites, qui là est loin d'être négligeable, nous voulons parler des intérêts reversés au capital financier pour rembourser les crédits auprès des banques et autres institutions financières, de la rente versée au propriétaire foncier et des dividendes, de plus en plus considérables, versés à cette autre couche de parasites que sont les actionnaires. Donc pour la simplicité de l'explication nous considérons que toute la plus-value est réinvestie. Mais que toute la plus-value, ou seulement une partie soit réinvestie ne change rien à la démonstration qui est d'expliquer l'origine de la baisse tendancielle du taux de profit.

Considérons une entreprise donnée qui pour une journée de travail a investi 9000 de capital constant (C) et 1000 de salaire (V) pour payer la force de travail des ouvriers – peu importe pour la démonstration que cet investissement soit en dollars, en euro ou yuans. Et disons que ces 1000 de salaires correspondent au travail d'une demi journée. C'est-à-dire que sur une journée de 8 heures, en 4 heures de travail les ouvriers produisent 1000 de valeur qui rembourse leur salaire au capitaliste et sur les 4 heures restant ils produiront de nouveau 1000 de valeur qui sera cette fois entièrement de la plus-value, c'est-à-dire un sur-travail par rapport au coût de la force de travail qui permet au capitaliste d'empocher un profit.

La valeur du produit final sera donc : **C + V + P, soit 9000 + 1000 + 1000 = 11000**. Et le taux de profit comment se calcule-t-il ? En rapportant la plus-value sur C + V, soit :

3 M' représentent l'ensemble des marchandises produites auxquels s'est ajouté P, par rapport à M du départ.

4 David Ricardo (1772- 1823), est le dernier représentant de l'économie classique. Son œuvre théorique en représente le couronnement. L'économie classique correspond à la période révolutionnaire de la bourgeoisie. Ensuite avec Malthus l'économie bourgeoise constituera ce que nous marxiste appelons l'économie vulgaire.

$$1000/(9000 + 1000) = 10 \%$$

Le taux de profit est donc de 10 %. Cependant notre capitaliste qui est soumis à une rude concurrence réorganise la production et achète des machines plus efficaces qui lui permettent de doubler sa productivité. Si bien que pour transformer 9000 de capital constant la moitié des ouvriers suffisent. Le coût unitaire des marchandises produites a baissé puisque il faut deux fois moins d'ouvriers pour transformer un même capital constant et donc deux fois moins de travail⁵. La valeur ajoutée est divisée par deux, deux fois moins de salaire et deux fois moins de plus-value. Le coût final est non plus 11000, mais 9000 (C), plus 500 de capital variable (V), plus 500 de plus-value (P), soit en tout 10.000.

Cependant comme notre capitaliste est seul pour le moment à avoir introduit cette innovation technique, il va, non pas vendre ses marchandises à leur nouvelle valeur qui est beaucoup plus basse, mais légèrement en dessous du prix des ses concurrents, forçant ainsi ces derniers à vendre les leurs en dessous de leur valeur. Il va donc faire un sur-profit et ses concurrent vont voir leur profit au contraire diminuer. On aura ainsi un transfert de valeur de ses concurrents vers sa poche qui alimentera son sur-profit. Il pourra même s'offrir le luxe d'embaucher des ouvriers pour augmenter sa production.

Cependant, ceux de ses concurrents qui n'auront pas été ruinés réagiront en adoptant ces nouveaux procédés de production. Si bien que la nouvelle productivité se diffusant dans toute la branche industrielle au niveau de la société, la nouvelle composition organique du capital deviendra la règle et le travail social moyen nécessaire pour transformer 9000 de capital constant sera divisé par deux. La valeur du produit final pour toute la branche sera donc, non plus 11000, mais 10.000. Le capitaliste ne pourra plus vendre ses marchandises au-dessus de leur valeur, mais sera contraint de les vendre à leur valeur exacte. Alors qu'elle est le résultat pour le taux de profit correspondant à la nouvelle composition organique du capital ?

$$500/(9000 + 500) = 5,3 \%$$

C'est-à-dire que le taux de profit a diminué presque de moitié ! Dans le même temps que la productivité du travail doublait, le taux de profit chutait lui de presque 50%! **Plus la productivité du travail augmente, et moins le capital est « productif », moins il rapporte de profit.** A mesure que la productivité du travail s'accroît, pour obtenir une même masse de profit, le Capital constant à avancer devient toujours plus considérable. Dans notre exemple le capital constant à avancer pour obtenir la même masse de profit doit être augmenté de 100 %. Pour compenser cette chute du taux de profit, les capitalistes augmentent la production en embauchant des ouvriers ce qui permet d'augmenter la masse du profit. Processus qui est rendu possible par la ruine des concurrents et la concentration du capital en des mains toujours plus restreintes. Ce qui conduit à la formation des cartels et des monopoles.

Mais le fait est là, **plus le travail est productif, plus la productivité sociale augmente** et moins le capital est productif, **ralentissant d'autant son accumulation** et donc la croissance industrielle qui est déterminée par le réinvestissement de la plus-value, et donc par le taux de profit. C'est la limite insurmontable à laquelle se heurte l'accumulation du capital dont la croissance tend vers zéro.

Comment contrecarrer la baisse ?

Le seul moyen de contrecarrer la baisse du taux de profit, tout du moins momentanément, est d'augmenter le taux de plus-value. On a vu que l'augmentation de la productivité du travail diminuait la valeur des marchandises produites. Ce qui fait que lorsque la productivité du travail s'étend à la

⁵ L'on va dire ; mais et le coût des machines ? Justement les machines, qui permettent des gains de productivité importants, sont amorties sur 10 ans en moyenne. Et leur amortissement représentent une faible part dans le capital constant. A cause de la forte productivité de l'industrie, le capital constant est essentiellement composé par la valeur des matériaux qui servent à l'élaboration du produit final. L'énergie aussi tient une part non négligeable.

production des biens qui interviennent dans l'entretien et la reproduction de la force de travail, la valeur de la force de travail elle-même diminue, puisqu'il faut moins de temps de travail social pour satisfaire ses besoins.

Si au 19^e siècle, il fallait peut être une demi journée de travail pour subvenir aux besoins d'un ouvrier, aujourd'hui, ce temps est sûrement tombé à 1 heure, voir peut-être moins. Le taux de plus-value relative, c'est-à-dire le rapport de P sur V, est augmenté d'autant. Ainsi d'un $\frac{1}{2}$, dans notre exemple précédent, si il faut une heure journalière pour subvenir aux besoins de la force de travail, le taux passe alors à $\frac{7}{8}$. Cette remontée du taux de plus-value, en accroissant P, contrecarre la baisse tendancielle du taux de profit, et ce malgré la diminution du temps de travail, qui est passé de 14 heures par jour au 19^e siècle à 8 heures aujourd'hui, voir même 7h30.

Toutefois : « Par ailleurs, nous avons déjà démontré – et c'est là le vrai mystère de la baisse tendancielle du taux de profit – que les procédés destinés à produire de la plus-value relative tendent en somme à ceci : d'une part, sur une quantité de travail donné, en transformer le plus possible en plus-value, d'autre part, utiliser somme toute le moins de travail possible par rapport au capital avancé, de sorte que les mêmes raisons qui permettent d'augmenter le degré d'exploitation du travail interdisent d'exploiter autant de travail qu'auparavant avec le même capital total. Voilà les tendances antagonistes qui, dans le même temps qu'elles poussent à une augmentation du taux de plus-value, agissent dans le sens d'une baisse de la masse de plus-value produite par un capital donné et donc d'une baisse du taux de profit. » (Marx, le Capital, livre troisième, tome 1, p 246. éditions sociale 1974.)

L'augmentation de la productivité du travail, qui entraîne la baisse de la valeur de la force de travail, **conduit dans le même temps à la baisse historique du taux de profit** : c'est le serpent qui se mord la queue.

Toutes les mesures prises par les capitalistes pour « rationaliser » la production, comme la fermeture des entreprises peu rentables, l'abaissement des coûts par l'externalisation avec la sous-traitance, la réduction du personnel en augmentant la productivité, etc, si elles permettent dans un premier temps d'augmenter le taux de profit en diminuant les coûts de production, comme disent les bourgeois et les économistes, elles conduisent finalement une fois qu'elles se sont généralisées à une nouvelle réduction du taux de profit.

Comme cela ne suffit pas, il faut coûte que coûte abaisser les salaires. C'est pourquoi tous les États des grands centres impérialistes, à la fois augmentent le taux de chômage pour faire pression sur les salaires⁶ et recourent massivement à la main d'œuvre immigrée à bon marché. A cela s'ajoute la précarisation croissante et la paupérisation de la force de travail. Au Japon 30 % de la force de travail est précarisée et paupérisée. En Allemagne c'est 20 %, en France, d'après les dernières statistiques de l'INSEE qui remontent à 2010, le taux serait de 15 %, et il doit maintenant avoisiner les 20 %.

A cela s'ajoute la diminution des charges patronales pour la retraite et les dépenses de santé, et la modification incessante de la législation du travail pour permettre plus de souplesse dans le marché du travail : embaucher quand on a besoin, aux salaires les plus bas, et licencier avec un minimum de frais quant c'est nécessaire pour les besoins du capital. Un de leur plus grand vœu est de réduire la différence entre CDI (contrat à durée indéterminée) et CDD (contrat à durée déterminée), c'est-à-dire rapprocher le plus possible les CDI des CDD. En un mot généraliser la précarité. L'Espagne, la Grèce et le Portugal sont des laboratoires pour le reste de l'Europe.

L'inexorable déclin.

Pour mieux suivre le cours du capitalisme mondial, nous avons cherché à créer un indice de la production industrielle mondiale afin de comparer les grands centres industriels et impérialistes entre

⁶ Pour les économistes bourgeois, il y a un taux de chômage structurel en dessous duquel il ne faut pas descendre, sous peine de voir remonter les salaires. Combien sont payés ces crapules pour défendre une position aussi cynique ?

eux, tant du point de vue du rythme de la croissance industrielle, que du poids relatif des uns et des autres du point de vue industriel. Si il est possible de compiler les indices de la production industrielle pour obtenir un indice de la production mondiale, le plus difficile est de calculer les coefficients de pondérations pour chaque pays, qui varie de cycle en cycle.

Pour contourner cette difficulté, nous sommes partis de la production d'électricité qui est aujourd'hui une énergie très utilisée, tant dans l'industrie que par l'ensemble de la société. Ce qui fait de cette source d'énergie, qui réclame pour sa production et sa distribution plusieurs branches industrielles⁷, un assez bon critère du degré de développement du capitalisme. La construction des indices ainsi obtenus et le poids relatif de chaque pays, basé sur sa production d'électricité, donne un reflet pas trop déformé du rythme de l'accumulation du capital et partant du vieillissement du capitalisme suivant les pays tout en mesurant leur poids respectif.

INCRÉMENTS ANNUELS MOYENS DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ MONDIALE					
(source ONU)					
	1950 – 1973		1973 – 2007		
LE MONDE	8,3%		3,5%		
	1973 – 1979	1979 – 1989	1989 – 2000	2000 – 2007	2007 – 2018
ÉTATS-UNIS, EUROPE et le JAPON	3,3%	2,7%	2,2%	1,2%	
LE MONDE	4,6%	3,7%	2,5%	4,0%	
LA CHINE	9,1%	7,6%	7,9%	12,9%	7,0%
SANS L'EUROPE, LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON	6,4%	4,8%	2,9%	6,2%	
SANS L'EUROPE, LES ÉTATS-UNIS, SANS LA CHINE ET LE JAPON	6,2%	4,5%	2,1%	4,4%	

Dans ce tableau nous avons une première ligne divisée en deux longs cycles qui concernent la production d'électricité à l'échelle mondiale. On y voit clairement la chute des incréments, qui passent de 8,3 % pour le premier cycle (1950 – 1973) à 3,5 % pour le deuxième (1973 – 2007) et ce malgré le vigoureux développement du capitalisme en Asie du sud est et en particulier en Chine durant ces 34 dernières années.

Le ralentissement est indéniable. Ce que nous mesurons là, ce n'est pas directement la décroissance du taux de profit, mais comme ce dernier détermine la croissance industrielle, indirectement nous la mesurons bien.

⁷ La construction et l'entretien des centrales thermiques, nucléaires et des barrages fait appel à la sidérurgie, à la mécanique, à la construction électrique, au bâtiment, etc.

La partie en dessous est divisée suivant les 4 cycles courts d'après 1973, auxquels on a rajouté la période 2007 – 2018 pour la Chine, quoique le cycle ne soit pas terminé.

La première ligne représente les vieux centres impérialistes mondiaux, c'est-à-dire les États-Unis, l'Europe et le Japon. La décroissance et le vieillissement du capitalisme et sa fin prochaine y ressortent nettement. Cette décroissance est régulière et irréversible, à moins d'une troisième guerre impérialiste mondiale, qui si elle allait à son terme, pourrait apporter un vrai bain de jouvence au point de ressusciter ces cadavres qui cheminent encore.

La ligne suivante concerne le monde : il est à remarquer que si l'on a bien une décroissance régulière et nette de la production pour les 3 premiers cycles, l'on a une inversion pour le dernier. Et l'on verra pourquoi par la suite.

Vient ensuite la Chine : sur les 2 premiers cycles l'on a bien un ralentissement, avec un retournement à partir du troisième cycle (1989 – 2000) qui atteint son paroxysme durant le cycle 2000 - 2007 avec 12,9 %. La période suivante annonce un net ralentissement qui ne fait que commencer. Le fort redémarrage de la Chine lors de ces deux cycles est à comparer aux incréments des vieux pays industrialisés pour la même période. Alors que les vieux centres impérialistes déclinent totalement en tombant à des rythmes d'accumulation asthmatiques – 2,1 %, puis 1,2 % – non par hasard, la Chine voit rebondir les siens à 7,9 %, puis 12,9 %.

Nous avons rajouté deux autres lignes très importantes. La première concerne le monde sans les États-Unis, sans l'Europe et sans le Japon. Comme il se doit les incréments sont tout de suite plus élevés, le capitalisme y étant plus jeune. Toutefois cela n'a pas empêché la décroissance des incréments, expression du ralentissement de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. L'on a ainsi pour les trois premiers cycles : 6,4, 4,8 et 2,9. Mais ce qui est aussi intéressant, c'est le retournement pour le dernier cycle 2000 - 2007 : 6,2 % !

Enfin la dernière ligne, qui reprend la ligne précédente mais en ayant soustrait en plus la Chine. Les incréments y sont un peu plus bas, mais plus élevés sur les deux premiers cycles, que lorsque le monde comprend l'ensemble des pays et notamment les vieux centres impérialistes : on y a 6,2 et 4,5 contre 4,6 et 3,7. Mais la décroissance s'y manifeste aussi et le retournement est plus faible. Autre point, l'incrément pour le 3^{em} cycle (1989-2000) y est plus faible – 2,1 % contre 2,5 % – ce qui s'explique par l'absence de la Chine et par le fait qu'un certain nombre de ces pays ont subi une grave crise dans les années 1998-1999.

Comme on le voit sur ce tableau, sans minimiser le rôle de pays capitalistes comme le Brésil, l'Inde, et les nombreux États d'Asie du sud est, comme l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam, etc., le capitalisme mondial est surtout tiré par la Chine. Ce qui ressort, mais que l'on verra mieux dans les tableaux suivants, c'est le poids croissant du capitalisme chinois et le déclin inexorable des vieux centres impérialistes.

Cela nous amène à un autre aspect concernant la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit. Plus un capitalisme est jeune et plus le taux de profit est élevé. C'est pourquoi les vieux centres impérialistes, à travers leurs multinationales, ont tendance à investir dans les régions et les pays où le capitalisme d'origine récente connaît un développement impétueux, comme en Chine.

Ce phénomène se voit à l'intérieur des vieux centres impérialistes, où des régions autrefois agricoles deviennent aujourd'hui les nouveaux centres de développement industriel. C'est ce qui arrive en Belgique, où la Wallonie autrefois le centre industriel du pays, se trouve aujourd'hui en plein déclin et à sa place, les Flandres, naguère pays agricole, connaissent depuis plusieurs décennies un vigoureux développement industriel, remettant en cause l'équilibre politique entre bourgeoisie wallonne et flamande.

On retrouve le même phénomène en Allemagne, où la Bavière, hier agricole, a supplanté le Nord qui se transforme en désert industriel. Le même phénomène se répète aussi en France où le Nord Est,

autrefois la région industrialisée, s'est transformé en désert industriel avec sa cohorte de chômeurs, et l'Ouest agricole qui s'industrialise. On peut aussi citer le cas de l'Angleterre où le Sud prend la place du Nord.

Suivant les pays ce déplacement est plus ou moins important et permet plus ou moins de redonner une nouvelle vigueur au capitalisme national. Le cas le plus spectaculaire reste la Belgique avec les Flandres.

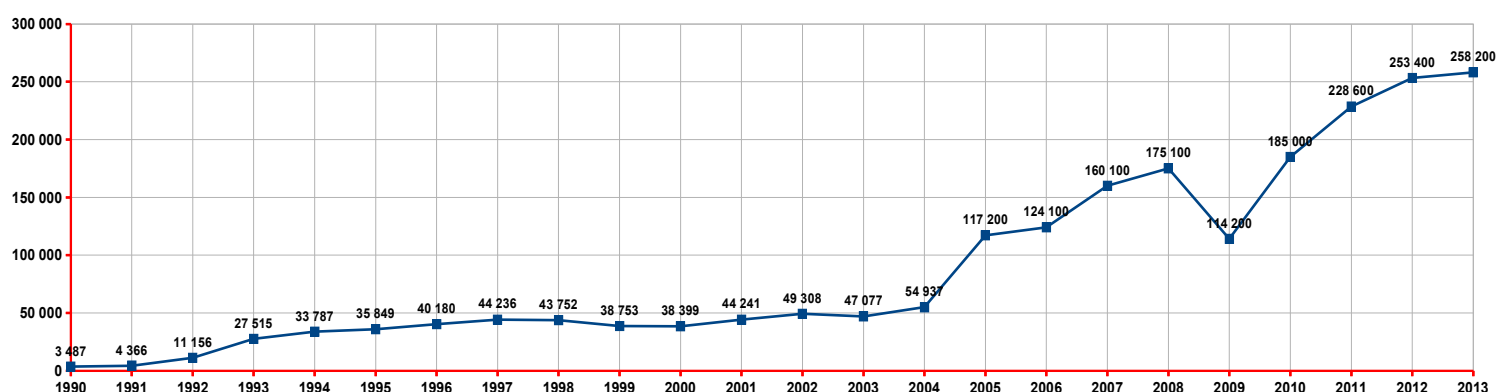
Les États-Unis, qui part leur dimension constituent un « continent », connaissent un phénomène analogue avec le déclin des vieilles régions industrielles de l'Est et du Nord, et le développement à leur place du Sud et de la côte Ouest qui fait face à l'Asie, tandis que le centre de gravité économique du monde se déplace de l'océan Atlantique vers l'océan Pacifique. On a pu remarquer dans le troisième tableau que les États-Unis, pour le long cycle de 1973 à 2007, avaient un taux d'incrément moyen plus élevé (2,4%) que tous les autres vieux pays impérialistes, dépassant même l'Allemagne et le Japon qui avaient eux connus un taux croissance famineux durant les « 30 glorieuses ».

Au niveau mondial le phénomène se répète mais à une plus grande échelle et ce d'autant plus, que plus les forces productives sont développées, et plus le développement du capitalisme dans les nouvelles régions et nouveaux pays est impétueux et le taux de croissance élevé. L'accumulation du capital est d'autant plus forte que des couches toujours plus larges de paysans et d'artisans sont prolétarisés. Avec le développement des forces productives, la prolétarianisation de la société se fait à une vitesse bien supérieure au 20^e siècle, qu'au 19^e et à fortiori qu'au 18^e siècle, d'où des taux d'incrément plus forts. Mais **la société bourgeoise vieillit beaucoup plus vite** et se **rapproche plus rapidement** de sa fin et du passage nécessaire à la société communiste.

Ce phénomène explique pourquoi la grande bourgeoisie industrielle et financière et ses propagandistes n'ont qu'un mot à la bouche : la mondialisation⁸ ! Il faut ouvrir toute grande les frontières, afin que les marchandises et les capitaux circulent librement à travers le monde. Les nations sont devenues trop étroites pour les machines productives nationales des grands centres impérialistes, mais surtout, là où il y a **encore** de la vie pour le capitalisme, ce n'est plus en Europe, ou en Amérique du Nord, mais en Asie et en Afrique. D'où la frénésie d'investissement vers ces continents et la tendance à la désindustrialisation des vieux pays européens.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS EN CHINE

1990 - 2013 (source OCDE) EN MILLIONS DE DOLLARS



Nous rapportons ci-dessus un graphique montrant le fulgurant développement des investissements directs en Chine depuis 1992 et surtout depuis 2004. A comparer avec la remontée des incréments lors des deux derniers cycles : 7,9 % et 12,9 % !

⁸ A en croire les journalistes et les économistes, la mondialisation serait un phénomène nouveau ! Or le capitalisme est né en Europe au XVI^e siècle avec justement la création du marché mondial. Un peu de connaissance marxiste ne leur ferait pas de mal et leur éviterait de dire et d'écrire des tonnes d'âneries. Mais de puissantes raisons de classe font que ces représentants de la bourgeoisie resteront toujours aussi bornés.

L'OCDE n'indique pas la part des capitaux qui vont dans l'industrie et celle qui s'investit dans les services, sûrement parce que la Chine ne le donne pas. Mais on peut penser que la part du lion revient à l'industrie. Les capitaux qui ne trouvaient pas à s'employer en Europe ou en Amérique du Nord, se sont investis dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, South Africa), et surtout en Chine.

Devant la perspective de fabuleux profits les multinationales ont investi massivement en Chine, contribuant à faire de ce pays le nouvel « atelier du monde ». Ce faisant ce développement fulgurant de la Chine a contribué à **ralentir** le déclin du capitalisme mondial et à reporter dans le temps l'inévitable crise de surproduction avec déflation, que nous attendons et que nous savons inévitable, qui fera sortir le prolétariat de son état d'abrutissement et le ramènera sur les rails de la lutte de classe.

Le Nouveau Rapport de Force.

Toujours en nous basant sur la production d'électricité nous avons créé un autre tableau qui indique le poids industriel en pourcentage des principaux pays, ainsi que le poids en pourcentage de leur population. En combinant ces deux données, c'est-à-dire en divisant le poids industriel par le poids de la population et en multipliant le tout par 100, nous avons calculé l'intensité industrielle qui indique le degré de développement de la forme capitaliste dans un pays donné.

En suivant les cycles de l'accumulation du capital, les années en tête de colonne correspondent à une fin de cycle.

Nous avons rapporté deux versions de ce tableau, l'une où les pays sont classés par ordre d'ancienneté décroissante du capitalisme, l'autre où les pays, sur la base de l'année 2007, sont classés par ordre décroissant en fonction de leur poids industriel et de l'intensité industrielle qualitative.

Pour la ligne concernant l'URSS/RUSSIE, jusqu'en 1979 il s'agit de l'URSS, puis à partir de 1989, les données concernent seulement la Russie.

Lorsqu'on lit le tableau horizontalement, l'on constate le déclin inexorable des vieux pays impérialistes, tandis que les pays de capitalisme jeune voient leur poids industriel augmenter régulièrement, surtout la Chine.

Le Royaume-Uni qui pesait encore presque 7 % dans les années 60, est tombé à 2 % en 2007. La France qui faisait 3,8 %, n'en pèse plus que 2,8 %. Et l'Allemagne avec ses 6,1 % en 1973, ne pèse plus que 3,2 % en 2007. La Russie de 9,2 % en 1989 est tombée à 5,1 %, et le déclin va continuer. La grande puissance Américaine, qui représentait 40 % de la production industrielle mondiale en 1960, voit sa part réduite de presque la moitié : 21,7 %. Ce qui est encore énorme. Aucun pays ne l'égalise. Seule la Chine s'en approche ; elle est passée de 2,7 % en 1973 à 8,9 % en 2000, et depuis en l'espace de 7 ans elle a presque doublé son poids industriel, ce qui est considérable !

L'impérialisme chinois compte justement sur le temps pour rattraper, puis dépasser les États-Unis : on a un effet de ciseaux, le poids industriel des États-Unis décline, tandis que celui de la Chine monte inexorablement. Dans ses calculs la bourgeoisie chinoise se dit qu'il arrivera un moment où l'industrie chinoise sera capable de produire plus d'armes que n'en peuvent produire les États-Unis. Ce qu'elle oublie, comme toutes les bourgeoisies du monde, c'est la crise ! Pour les bourgeois, quelque soit leur nationalité, les crises de surproduction n'interviennent jamais dans leurs calculs. Or le capitalisme chinois, tous comme ses concurrents japonais, américains et européens, est au bord d'une gigantesque crise de surproduction, dont l'ampleur dépassera celle de 1961-1962 qui avait pourtant été terrible. La production industrielle s'était alors effondrée de 48 % ! Et il se peut que sous l'effet de cette crise, dont on voit les nuages noirs s'accumuler à vue d'œil, que le régime lui-même s'effondre, tout comme l'Union Soviétique en 1991, où que cette crise donne le signal à la préparation de la 3^{ème} guerre mondiale.

POIDS INDUSTRIEL ET INTENSITÉ INDUSTRIELLE

Calculé d'après la production d'électricité brute (source ONU)

	1960	1973	1979	1989	2000	2007
POIDS INDUSTRIEL EN POURCENTAGE						
MONDE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
EUROPE	22,2%	19,2%	17,8%	15,6%	14,4%	12,2%
ROYAUME-UNI	6,9%	4,6%	3,7%	2,7%	2,5%	2,0%
FRANCE	3,8%	3,0%	3,0%	3,5%	3,5%	2,8%
ALLEMAGNE	5,9%	6,1%	5,8%	4,8%	3,8%	3,2%
ÉTATS-UNIS	40,0%	32,2%	29,4%	27,2%	26,6%	21,7%
ITALIE	2,8%	2,4%	2,2%	1,8%	1,8%	1,5%
URSS/RUSSIE	17,2%	15,0%	15,5%	9,2%	5,8%	5,1%
JAPON	5,8%	7,6%	7,3%	6,9%	6,9%	5,7%
CORÉE DU SUD	0,0%	0,2%	0,4%	0,8%	1,9%	2,1%
CHINE	0,0%	2,7%	3,5%	5,1%	8,9%	16,0%
INDE	0,0%	1,2%	1,4%	2,3%	3,7%	4,0%
POPULATION EN POURCENTAGE						
MONDE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
EUROPE	8,8%	7,6%	6,9%	6,0%	5,6%	5,4%
ROYAUME-UNI	1,7%	1,4%	1,3%	1,1%	1,0%	1,0%
FRANCE	1,5%	1,3%	1,2%	1,1%	1,0%	1,0%
ALLEMAGNE	2,3%	2,0%	1,7%	1,5%	1,4%	1,3%
ÉTATS-UNIS	5,7%	5,3%	5,0%	4,7%	4,8%	4,8%
ITALIE	1,6%	1,4%	1,3%	1,1%	1,0%	0,9%
URSS/RUSSIE	6,8%	6,2%	5,9%	2,8%	2,5%	2,2%
JAPON	3,0%	2,7%	2,6%	2,3%	2,2%	2,0%
CORÉE DU SUD	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
CHINE	21,2%	21,9%	21,7%	21,2%	21,6%	20,8%
INDE	13,8%	14,5%	15,0%	15,8%	17,4%	17,8%
INTENSITÉ INDUSTRIELLE						
EUROPE	252,4	253,4	257,0	258,8	255,6	225,8
ROYAUME-UNI	416,9	330,6	296,4	251,4	244,6	205,0
FRANCE	258,5	292,0	282,0	268,0	252,0	242,0
ALLEMAGNE	255,6	313,2	334,2	324,9	267,9	243,3
ÉTATS-UNIS	696,5	612,7	585,3	581,7	549,0	455,8
ITALIE	175,5	173,6	177,4	167,7	182,4	165,0
URSS/RUSSIE	252,1	241,9	262,6	331,8	230,5	226,7
JAPON	193,1	284,4	282,0	295,9	318,2	280,0
CORÉE DU SUD	0,0	28,9	53,0	101,5	236,2	279,4
CHINE	0,0	12,5	16,2	24,0	41,3	76,7
INDE	0,0	8,2	9,4	14,8	21,3	22,6

POIDS INDUSTRIEL ET INTENSITÉ INDUSTRIELLE						
Calculé d'après la production d'électricité brute (source ONU)						
	1960	1973	1979	1989	2000	2007
	POIDS INDUSTRIEL EN POURCENTAGE					
MONDE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
ÉTATS-UNIS	40,0%	32,2%	29,4%	27,2%	26,6%	21,7%
CHINE	0,0%	2,7%	3,5%	5,1%	8,9%	16,0%
EUROPE	22,2%	19,2%	17,8%	15,6%	14,4%	12,2%
JAPON	5,8%	7,6%	7,3%	6,9%	6,9%	5,7%
URSS/RUSSIE	17,2%	15,0%	15,5%	9,2%	5,8%	5,1%
INDE	0,0%	1,2%	1,4%	2,3%	3,7%	4,0%
ALLEMAGNE	5,9%	6,1%	5,8%	4,8%	3,8%	3,2%
FRANCE	3,8%	3,0%	3,0%	3,5%	3,5%	2,8%
CORÉE DU SUD	0,0%	0,2%	0,4%	0,8%	1,9%	2,1%
ROYAUME-UNI	6,9%	4,6%	3,7%	2,7%	2,5%	2,0%
ITALIE	2,8%	2,4%	2,2%	1,8%	1,8%	1,5%
	POPULATION EN POURCENTAGE					
MONDE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
CHINE	21,2%	21,9%	21,7%	21,2%	21,6%	20,8%
INDE	13,8%	14,5%	15,0%	15,8%	17,4%	17,8%
EUROPE	8,8%	7,6%	6,9%	6,0%	5,6%	5,4%
ÉTATS-UNIS	5,7%	5,3%	5,0%	4,7%	4,8%	4,8%
URSS/RUSSIE	6,8%	6,2%	5,9%	2,8%	2,5%	2,2%
JAPON	3,0%	2,7%	2,6%	2,3%	2,2%	2,0%
ALLEMAGNE	2,3%	2,0%	1,7%	1,5%	1,4%	1,3%
FRANCE	1,5%	1,3%	1,2%	1,1%	1,0%	1,0%
ROYAUME-UNI	1,7%	1,4%	1,3%	1,1%	1,0%	1,0%
ITALIE	1,6%	1,4%	1,3%	1,1%	1,0%	0,9%
CORÉE DU SUD	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
	INTENSITÉ INDUSTRIELLE					
ÉTATS-UNIS	696,5	612,7	585,3	581,7	549,0	455,8
JAPON	193,1	284,4	282,0	295,9	318,2	280,0
CORÉE DU SUD	0,0	28,9	53,0	101,5	236,2	279,4
ALLEMAGNE	255,6	313,2	334,2	324,9	267,9	243,3
FRANCE	258,5	292,0	282,0	268,0	252,0	242,0
URSS/RUSSIE	252,1	241,9	262,6	331,8	230,5	226,7
EUROPE	252,4	253,4	257,0	258,8	255,6	225,8
ROYAUME-UNI	416,9	330,6	296,4	251,4	244,6	205,0
ITALIE	175,5	173,6	177,4	167,7	182,4	165,0
CHINE	0,0	12,5	16,2	24,0	41,3	76,7
INDE	0,0	8,2	9,4	14,8	21,3	22,6

Quoi qu'il en soit, l'impérialisme chinois n'attend pas pour pousser ses pions et montrer les dents. Fort de sa puissance industrielle montante, il s'active à développer une flotte militaire et des bases maritimes en eau profonde au Pakistan et au Sri Lanka, afin de sécuriser ses voies d'approvisionnement maritimes tout étendant ses revendications au détriment de ses voisins en mer de Chine.

On a donc deux poids lourds : les États-Unis et la Chine. Suivie par l'Europe avec 12,2%, mais cette dernière ne constitue pas une unité politique et militaire ; elle est au contraire divisée en une multitude d'États aux intérêts divergents. Vient en quatrième position le Japon (5,7%), puis la Russie (5,1%) qui est suivie par l'Inde (4%).

Sans surprise la Chine avec 20,8 % et l'Inde avec 17,8 % concentrent une grande partie de la population mondiale. L'Europe et les États-Unis font à peu près poids égal avec respectivement 5,4 % et 4,8 %. La Russie et le Japon sont à égalité avec 2,2 et 2 %.

Autre partie importante du tableau pour apprécier non seulement le rapport des forces entre les différents États impérialistes, mais aussi le degré de maturité du développement capitaliste, l'intensité industrielle.

Tous les vieux pays impérialistes, tout en restant nettement en tête du point de vue de l'intensité industrielle, avec les États-Unis qui dépassent largement tous les autres (455,8), confirment leur déclin relatif. Après avoir atteint un maximum, depuis ils se mettent à reculer. Cette régression exprime le caractère parasitaire du capitalisme, qui après avoir permis aux peuples européens et nord-américains, dans sa phase révolutionnaire et progressiste, de faire un gigantesque saut en avant sur le plan social, économique, culturel et scientifique, les entraîne dans la régression, l'abrutissement et la déchéance morale.

À l'autre bout l'on a la Chine et l'Inde qui présentent une très faible intensité qualitative, ce qui indique que de larges secteurs de la société en sont encore au stade pré-capitaliste. À remarquer la différence entre la Chine avec 77, contre 23 pour l'Inde. Le développement capitaliste y est nettement plus important en Chine. Bien que l'intensité industrielle soit faible, cela n'empêche pas ces États de pouvoir concentrer entre leurs « mains » de gigantesques ressources, surtout pour la Chine, qui est capable de mobiliser des ressources bien supérieures à ce que peuvent faire l'Allemagne, la France ou même sûrement la Russie.

La Corée continue à voir son poids industriel et son intensité qualitative progresser, mais plus pour longtemps, si l'on se réfère aux incréments de la production industrielle qui sont en fort ralentissement, annonçant une crise prochaine (voir le quatrième tableau sur les cycles).

Durant ces trente quatre dernières années, depuis la première grande crise internationale de 1974, la situation mondiale a énormément changé : jusqu'à la fin des années 80 le monde se trouvait divisé entre le bloc occidental – Japon, Europe – derrière les États-Unis et le bloc soviétique. La Chine dans les années 60 n'avait aucun poids industriel et en 1973 elle dépassait tout juste l'Italie, depuis le Bloc soviétique s'est effondré et la Chine représente 16 % de la production industrielle mondiale, tandis que la Russie n'en représente plus que 5,1 %.

Tous les États aujourd'hui ne peuvent se ranger que derrière les États-Unis, ou la Chine. La Russie, qui comme tous les États a ses intérêts propres, veut faire jeu égal avec les deux grands, en espérant retrouver sa splendeur d'antan, mais elle s'illusionne.

Le tableau qui sert de base à notre analyse repose sur la production d'électricité. On pourrait objecter que cette base est trop étroite et qu'elle ne rend pas suffisamment compte de la réalité. Dans le passé nous avons eu la possibilité d'établir un tel tableau à partir des indices de la production industrielle, dont les données étaient fournies pour le premier par la Société de Nations et les 2 suivants par des économistes soviétiques.

Nos résultats ne diffèrent pas sensiblement de ces données ils s'y relient au contraire assez bien. Disons que les valeurs sont un peu plus élevées avec la production d'électricité. Pour que le lecteur

puisse s'en rendre compte nous republions le tableau de 1975 paru dans notre journal « Il Partito », n°15. Nous essayerons par la suite d'établir un tableau qui se basera sur les indices de la production industrielle d'ensemble. Mais toutefois cela ne changera pas l'analyse que nous venons de faire qui donne un vue d'ensemble suffisamment exacte de la réalité.

IL PARTITO COMUNISTA N° 15 (1975)

LES CYCLES D'ACCUMULATION ET DE CRISES DU CAPITALISME MONDIAL

PERIODES		UK	FRANCE	ALLEMAGNE	USA	ITALIE	URSS	JAPON	AUTRES	MONDE	MONDE Indice base 1929	
RÉPARTITION EN POURCENTAGE	DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	1870	31,8	10,3	13,2	23,3	2,4	3,7	-	15,3	100	
		1881 – 1885	26,6	8,6	13,9	28,6	2,4	3,4	-	16,5	100	
		1896 – 1900	19,5	7,1	16,6	30,1	2,7	5,0	0,6	18,4	100	
		1906 – 1910	14,7	6,4	15,9	35,3	3,1	5,0	1,0	18,6	100	
		1913	14,0	6,4	15,7	35,8	2,7	5,5	1,2	18,7	100	
		1913	14,1	7,0	14,3	35,8	2,7	4,4	1,2	20,5	100	75
		1926 – 1929	9,4	6,6	11,6	42,2	3,3	5,1	2,5	19,3	100	100
		1936 – 1938	9,2	4,5	10,7	32,2	2,7	7,0	3,5	30,2	100	130
		1956	5,7	3,2	8,4	36,4	2,5	13,3	2,5	28,0	100	316
		1971	3,6	3,2	8,2	25,6	2,9	20,5	6,8	29,2	100	748
	1974	3,2	3,1	7,3	24,7	2,8	20,9	6,9	31,1	100	914	
	DE LA POPULATION	1929	2,3	2,1	3,3	6,2	2,0	8,0	3,2	72,9	100	1,97
		1937	2,2	1,9	2,6	5,9	2,0	7,7	3,2	74,5	100	2,30
		1956	1,9	1,6	2,0	6,2	1,9	7,4	3,3	75,7	100	2,74
		1971	1,5	1,4	1,7	5,5	1,5	6,7	2,9	78,8	100	3,68
		1974	1,5	1,3	1,6	5,4	1,4	6,7	2,8	79,3	100	3,89
	INDICE DU RAPPORT	1929	409	314	352	681	165	64	78	26	1	100
		1937	418	237	412	546	135	91	109	41	1	111
		1956	300	200	420	587	132	180	76	37	1	227
1971		240	229	482	465	193	306	234	37	1	400	
1974		213	238	456	457	200	312	246	39	1	462	
QUOTE PART EN % DU COMMERCE EXTÉRIEUR	1929	13,0	6,2	9,3	13,8	2,8	1,4	2,9	50,6	100		
	1937	13,6	4,5	-	10,7	2,4	1,1	4,5	-	100		
	1956	9,9	5,2	7,2	16,4	2,8	3,7	3,0	51,8	100		
	1971	7,2	6,5	11,6	13,9	4,8	4,1	6,8	45,1	100		
	1974	6,0	6,3	10,5	13,3	4,6	3,4	7,7	48,2	100		

LES CYCLES D'ACCUMULATION ET DE CRISES DU CAPITALISME MONDIAL

PERIODES		UK	FRANCE	ALLEMAGNE	USA	ITALIE	URSS	JAPON	AUTRES	MONDE	MONDE Indice base 1929	
RÉPARTITION EN POURCENTAGE	DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	1870	31,8	10,3	13,2	23,3	2,4	3,7	-	15,3	100	
		1881 – 1885	26,6	8,6	13,9	28,6	2,4	3,4	-	16,5	100	
		1896 – 1900	19,5	7,1	16,6	30,1	2,7	5,0	0,6	18,4	100	
		1906 – 1910	14,7	6,4	15,9	35,3	3,1	5,0	1,0	18,6	100	
		1913	14,0	6,4	15,7	35,8	2,7	5,5	1,2	18,7	100	
		1913	14,1	7,0	14,3	35,8	2,7	4,4	1,2	20,5	100	75
		1926 – 1929	9,4	6,6	11,6	42,2	3,3	5,1	2,5	19,3	100	100
		1936 – 1938	9,2	4,5	10,7	32,2	2,7	7,0	3,5	30,2	100	130
		1956	5,7	3,2	8,4	36,4	2,5	13,3	2,5	28,0	100	316
		1971	3,6	3,2	8,2	25,6	2,9	20,5	6,8	29,2	100	748
	1974	3,2	3,1	7,3	24,7	2,8	20,9	6,9	31,1	100	914	
	DE LA POPULATION	1929	2,3	2,1	3,3	6,2	2,0	8,0	3,2	72,9	100	1,97
		1937	2,2	1,9	2,6	5,9	2,0	7,7	3,2	74,5	100	2,30
		1956	1,9	1,6	2,0	6,2	1,9	7,4	3,3	75,7	100	2,74
		1971	1,5	1,4	1,7	5,5	1,5	6,7	2,9	78,8	100	3,68
		1974	1,5	1,3	1,6	5,4	1,4	6,7	2,8	79,3	100	3,89
	INDICE DU RAPPORT	1929	409	314	352	681	165	64	78	26	1	100
1937		418	237	412	546	135	91	109	41	1	111	
1956		300	200	420	587	132	180	76	37	1	227	
1971		240	229	482	465	193	306	234	37	1	400	
1974		213	238	456	457	200	312	246	39	1	462	
QUOTE PART EN % DU COMMERCE EXTÉRIEUR	1929	13,0	6,2	9,3	13,8	2,8	1,4	2,9	50,6	100		
	1937	13,6	4,5	-	10,7	2,4	1,1	4,5	-	100		
	1956	9,9	5,2	7,2	16,4	2,8	3,7	3,0	51,8	100		
	1971	7,2	6,5	11,6	13,9	4,8	4,1	6,8	45,1	100		
	1974	6,0	6,3	10,5	13,3	4,6	3,4	7,7	48,2	100		

LE COURS DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL - 7

13 Janvier 2017

LE COURS CATASTROPHIQUE DU CAPITALISME

Le mode de production capitaliste a bouleversé les anciens rapports de production de l'économie marchande fondés sur l'économie familiale des paysans et la petite production artisanale des villes et villages. Il a ruiné et exproprié les anciens producteurs et les a prolétariés en les contraignant à vendre le seul bien qui leur restait, leur force de travail, en échange d'un salaire. Ce faisant en substituant à la production indépendante et dispersée du paysan et de l'artisan, la production collective et centralisée de l'agriculture mécanisée et de la grande industrie, le capitalisme a ruiné les fondements de la production marchande et socialisé les forces productives.

Dans les sociétés pré-capitalistes la production, tant agricole qu'artisanale, s'appuyait sur des connaissances empiriques acquises au fil des générations. A la différence du monde antique, qui avait recours quasi exclusivement au travail musculaire de l'esclave, la société féodale et l'ancien régime cherchèrent systématiquement à mécaniser la production. Mais cette mécanisation restait limitée tant par l'étroitesse de la production familiale du paysan que par la limite de l'entreprise artisanale et par le niveau empirique des connaissances qui en résultait. La nature elle-même des forces naturelles engagées – eau, air et traction animale – en était une autre limite.

La grande agriculture capitaliste mécanisée et la grande industrie en mobilisant d'immenses armées de travailleurs travaillant collectivement et de manière centralisée et en employant les derniers procédés mécaniques et d'automatisation, procédés qui ont recours aux dernières connaissances techniques et scientifiques, ont fait sauter l'étroitesse des anciens modes de production et libéré les forces productives.

L'accumulation forcenée du capital a exalté le développement des forces productives à une échelle sans précédent. Cependant, le capitalisme à son tour est devenu, depuis l'apparition des monopoles – aujourd'hui appelés multinationales – à la fin du 19^e siècle, une entrave au développement des forces productives. D'un côté l'accumulation meurtrière du capital – accumulation qui est incontrôlable – conduit à une socialisation toujours plus grande de la production, mais de l'autre l'appropriation reste privée. Cette contradiction fondamentale conduit régulièrement le capitalisme à des crises de surproduction.

L'accumulation du capital repose sur l'appropriation du travail non payé – la plus-value – du travailleur salarié dans la production. L'accumulation revient à une gigantesque accumulation de plus-value et donc de valeur. La valeur n'étant rien d'autre que la cristallisation du travail dans l'objet produit – qu'il soit agricole ou industriel. Or plus la productivité du travail social s'accroît, plus le taux de profit chute et donc plus le rendement du capital investi diminue. Pour tenter de résoudre ce dilemme, le capital cherche, quand il le peut, à s'investir dans de nouvelles branches de production où la composition organique⁹ du capital est plus basse et où donc le taux de profit qui en résulte est plus élevé. Ou mieux, sous d'autres cieux, où la composition organique du capital est non seulement plus basse, mais où les salaires et les charges sociales, lorsqu'elles existent, sont nettement inférieurs et où de ce fait le taux de plus-value est plus élevé. Alors le taux de profit bondit !

⁹ La composition organique du capital exprime le lien entre le rapport en valeur entre le capital constant et le capital variable et la productivité du travail social. Plus le travail de l'ouvrier est productif, à cause des machines et de l'organisation du travail, plus la masse de capital constant transformée en une heure de temps est considérable et donc, plus le capital constant est important par rapport au capital variable – les salaires des ouvriers.

C'est ce qui se passe par exemple au Mexique où les salaires des ouvriers sont inférieurs de 80 % à ceux des ouvriers des États-Unis. D'où la ruée des multinationales de l'industrie automobile. Ce qui fait qu'aujourd'hui, l'Allemagne mise à part – 4^{ème} producteur mondial d'automobiles après le Japon¹⁰ –, le Mexique produit plus de voitures que n'importe quel pays européen : une fois et demi la production française et le triple de celle de l'Italie.

Mais on peut donner bien d'autres exemples de pays qui offrent des conditions plus propices à l'accumulation du capital, et en particulier la Chine. Ce qui fait que les grands groupes investissent de moins en moins dans leur pays d'origine. En France par exemple, ils n'investissent plus depuis longtemps dans le capital fixe et se contentent de maintenir l'existant. Seules les petites et moyennes entreprises, ou de taille un peu supérieure tentent d'investir pour moderniser leur appareil productif et augmenter la productivité, car il n'ont pas le choix. Les autres délocalisent et maintiennent sur place le minimum.

Pour illustrer cette décroissance du taux de profit, nous reportons trois tableaux sur la croissance de la production industrielle dans les grands pays impérialistes. Notre point de départ est l'année 1900 et le point d'arrivée l'année 2007. Cette longue période est divisée en 5 cycles. Car l'antagonisme entre les forces productives déchaînées par l'accumulation du capital et ces mêmes rapports de productions capitalistes conduit à des crises cycliques de surproduction.

Ces crises sont le mode par lequel le capital résout temporairement l'accumulation de ses antagonismes. L'accumulation du capital est d'abord une immense accumulation de marchandises et la crise apparaît lorsque les méventes et les impayés s'accumulent. Les stocks se mettent à gonfler, les faillites s'accroissent et le bilan des banques se gonfle de traites douteuses¹¹ et d'impayés. Les faillites financières et industrielles finissent par éclater au grand jour. L'économie est paralysée : c'est la crise. Les entreprises restructurent et licencient en masse, le chômage prend alors des proportions gigantesques. Le capital fictif, qui résultait de la spéculation frénétique qui a précédé la crise, voit son cours s'effondrer. Le capital constant de nombres d'entreprises est dévalorisé, les institutions financières non rentables tombent en faillite et la masse de traites douteuses est peu à peu éclusée, en les revendant à un prix bien inférieur à des sociétés vautours spécialisées dans la récupération par tous les moyens des impayés. Les stocks finissent par être liquidés, le capital constant est en partie dévalorisé, les salaires sont au plus bas et le chômage au maximum ainsi que la précarité, le taux de profit remonte. Alors, la tension étant relâchée, peu à peu l'activité reprend.

Le chômage diminue et par suite la consommation augmente, la production industrielle passe du trot au galop, puis la production finit de nouveau par s'emballer. La spéculation, qui avait repris, bat alors son plein, le cours des matières premières, sous l'effet d'une forte demande et de la spéculation, monte en flèche, les salaires se mettent à monter à leur tour, et, pour forcer le marché à absorber la gigantesque quantité de marchandises, le crédit est poussé à son maximum. Sous l'effet conjugué de la spéculation et du crédit qui résultent de l'énorme accumulation de capital, les taux d'intérêt, qui avec la reprise s'étaient mis à remonter doucement, atteignent de nouveau des sommets. Puis vient de nouveau la crise. Ainsi se répètent, environ tous les 7 à 10 ans, ce cycle, où s'alternent tout à tour, expansions et récessions brutales. Mais d'un cycle à l'autre le taux de profit chute inexorablement, ce qui se traduit par un ralentissement de la croissance industrielle qui tend vers zéro. Par contre si le taux de profit chute, la masse de plus-value augmente toujours plus, si bien que l'accumulation du capital devient gigantesque. On y reviendra un peu après.

Ces tableaux représentent la croissance industrielle des 9 principaux pays industriels, qui sont en même temps des Nations impérialistes au sens de Lénine. La croissance industrielle est déterminée par

10 Les deux premiers sont dans l'ordre la Chine – 24.500.000 véhicules – et les États-Unis – 12.100.000. Quant à l'Angleterre et à l'Italie, elles sont respectivement à la 12^{ème} et 14^{ème} position mondiale pour la production de véhicules. Chiffres de 2015.

11 Les économistes bourgeois appellent cela des NPL (non performing loans), ou prêts non-performants, lorsque les crédits n'ont pas été payés depuis au moins trois mois.

le taux de profit. En effet, c'est ce dernier qui détermine les investissements en capital fixe et circulant¹² dans la production. La croissance industrielle est donc un reflet du taux de profit. Lorsque le taux de profit est élevé, la croissance est elle aussi élevée, lorsqu'au contraire le taux de profit est

CYCLES D'ACCUMULATION DU CAPITAL

incrément de la production industrielle (source ONU)

	1900-1913	1913-1929	1929-1937	1937-1973	1973-2007
ANGLETERRE	2,3%	0,8%	2,0%	2,5%	0,8%
FRANCE	3,6%	0,7%	-4,0%	3,0%	1,2%
ALLEMAGNE	4,1%	0,2%	0,8%	4,3%	1,8%
ITALIE	-	2,7%	2,3%	5,1%	1,4%
ÉTATS-UNIS	6,7%	4,6%	0,9%	4,6%	2,5%
RUSSIE	-	19,5%		7,1%	-1,2%
JAPON	-	7,6%	6,0%	8,6%	1,9%
CHINE	-	-	-	12,7%	10,7%
CORÉE DU SUD	-	-	-	17,6%	8,7%

source ONU	1950-1973
ANGLETERRE	3,0%
ÉTATS-UNIS	4,2%
FRANCE	5,9%
ALLEMAGNE	7,2%
ITALIE	7,3%
URSS	8,2%
CHINE	12,7%
JAPON	13,5%
CORÉE DU SUD	17,6%

source ONU	1973-2007
RUSSIE	-1,2%
ANGLETERRE	0,8%
FRANCE	1,2%
ITALIE	1,4%
ALLEMAGNE	1,8%
JAPON	1,9%
ÉTATS-UNIS	2,5%
CORÉE DU SUD	8,7%
CHINE	11,2%

bas, comme c'est le cas dans les vieux pays impérialistes, à cause d'une composition organique du capital élevée, la croissance industrielle est de ce fait, faible.

Ces taux de croissance, ou incréments, sont calculés à partir des indices de la production industrielle fournis par l'ONU dans son Annuaire Statistique. Ces indices sont élaborés à partir de la production en volume de chaque établissement industriel. Après avoir calculé un indice par branche, il

12 Dans la théorie marxiste, on appelle **capital fixe**, les machines, l'outillage et les bâtiments, qui ne sont consommés que partiellement au cours de la production, et de ce fait la valeur qu'ils ajoutent au produit correspond à leur usure, ou amortissement, et **capital circulant**, les matières premières – qui peuvent être des produits élaborés intermédiaires – et les produits auxiliaires, comme l'huile, l'essence, l'électricité, etc. Ce capital circulant est entièrement consommé dans le procès de production et donc sa valeur passe entièrement dans le produit final. La partie du capital fixe qui passe dans le produit et le capital circulant forment le **capital constant**.

faut ensuite calculer un indice pour l'ensemble des branches. Ceci se fait, comme pour le calcul par branche, en donnant un coefficient de pondération¹³ à chaque branche – chaque industrie pour une même branche – en fonction de son poids dans l'ensemble des branches industrielles – ou de l'entreprise au sein d'une même branche. Ainsi chaque indice particulier étant doté d'un coefficient, la sommation de tous les indices particuliers en un même indice peut se faire. Mais au cours du temps le poids des composants au sein d'une même industrie, ou d'une branche par rapport à l'ensemble de l'industrie, change par suite de faillites, d'une croissance plus faible, ou au contraire d'une croissance bien plus rapide que les autres. Aussi, régulièrement, environ tous les cinq ans, les coefficients sont modifiés et la base de l'indice, c'est-à-dire l'année qui sert de référence et à partir de laquelle sont introduits les nouveaux coefficients, change. L'indice pour cette année de référence est alors posé égal à 100.

Ce changement de base permet de tenir compte des modifications du poids relatif de chaque industrie et branche, mais en même temps il peut gommer des phénomènes de désindustrialisation, comme la disparition de l'industrie textile, l'effondrement de la sidérurgie, ou le fort tassement de l'industrie automobile, sans parler des chantiers navales, par exemple.

Quoi qu'il en soit, ce bricolage des instituts bourgeois nous permet de suivre le cours du capital à l'échelle mondiale. La Chine par contre ne suit pas la méthodologie préconisée par l'ONU : ses indices sont basés sur la production en valeur et non pas en volume. Ce qui fait qu'ils ne sont pas publiés par l'ONU. Nous nous les procurons dans l'annuaire publiés par Pékin, tout en sachant qu'ils sont surévalués par rapport à la réalité, même si Pékin introduit une correction pour les indices annuels par rapport à ceux qu'il publie mensuellement. Dans la mesure du possible, pour avoir une vue plus réaliste, on utilise alors en complément les productions physiques, comme la production d'électricité, de ciment, d'acier, d'immeubles, etc.

Pour revenir aux tableaux, ceux-ci se lisent verticalement et horizontalement. Verticalement les pays sont classés par indice croissant, ce qui correspond à un classement par ordre d'ancienneté décroissante, puisque les pays de plus vieux capitalismes sont ceux qui ont la composition organique la plus élevée, et partant le taux de profit le plus bas.

Et horizontalement, de cycle en cycle on peut voir la décroissance du taux de profit en constatant le ralentissement de la croissance industrielle, ce qui correspond à un ralentissement de l'accumulation du capital.

Ce qui est remarquable c'est le renversement de tendance avec la deuxième guerre mondiale. Le cycle 1937-1973, correspond à une nette remontée des incréments, grâce aux destructions massives de la deuxième guerre mondiale. Cette guerre a été un véritable bain de jouvence pour le capitalisme mondial. On le voit encore mieux, si l'on part, non pas de 1937, mais de 1950, année où les différents pays ont retrouvé le niveau de 1937, qui était le maximum atteint juste avant la guerre.

L'Angleterre retrouve presque un incrément de jeunesse avec une moyenne annuelle de 3 %. Quant à l'Allemagne, qui a connu d'effrayantes destructions, elle fait presque aussi bien que l'URSS, qui était un capitalisme plus jeune. Rappelons que le capitalisme russe, à la suite des destructions de la guerre civile, avait presque disparu et il dut renaître dans les années vingt avec la politique économique de la NEP. On a donc pour l'Allemagne 7,2 % d'incrément annuel contre 8,2 %, pour l'URSS.

13 Pour déterminer le poids de chaque industrie et branche de production, la valeur ajoutée est utilisée. Cela correspond approximativement au travail ajouté par les ouvriers lors du procès de production ; c'est-à-dire le travail payé et non payé, soit le salaire + la plus-value. Cependant la plus-value n'est que partiellement comptée, car c'est le profit moyen que l'industriel ajoute à son coût de production, ce qui donne le prix de production. Toutefois le fait de pondérer le volume produit par la valeur ajoutée permet d'éviter de comptabiliser plusieurs fois les produits intermédiaires. Par exemple la production des voitures utilise des plaques de tôle, du verre, etc., qui ont été produits dans d'autres branches.

Mais ce cycle d'après guerre, qui a vu une vigoureuse et prodigieuse accumulation du capital, et sur le plan matériel un formidable développement des forces productives, s'est définitivement clos en 1973-1974, avec la première crise mondiale de cet après guerre. Depuis, de cycle en cycle les incréments diminuent constamment. Alors que la période 1950 – 1973 n'a presque pas connu de récessions, ou tout du moins ces dernières sont restées purement nationales, le cycle 1973 – 2007 se subdivise en 5 cycles courts : 1973 – 1979, 1979 – 1989, 1989 – 2000, 2000 – 2007, le dernier 2007 ... n'est pas terminé. Chacun de ces cycles courts correspond à une période d'expansion, suivie d'une récession internationale.

On peut remarquer que le classement des pays change, lorsque l'on passe des trente « glorieuses » au cycle successif. L'URSS, qui caracolait avec un incrément de 8,2 % s'est effondrée et la Russie obtient le bonnet d'âne avec un incrément moyen de -1,2 %. Les États-Unis, qui se trouvaient juste derrière l'Angleterre avec 4,2 %, fait mieux que tous les autres vieux pays impérialistes avec seulement 2,5 %. Le Japon a disparu du peloton de tête avec 1,9 %, et la Chine est passée devant la Corée, avec 10,7 %, contre 8,7 %. Cependant comme on l'a écrit plus haut, il faut prendre avec précaution les indices industriels calculés par l'État chinois. Si l'on se réfère à la production d'énergie total, qui est utilisée par l'industrie chinoise tout comme par l'ensemble de la population, sur la période 1978 – 2007 (période pour laquelle nous avons des données), l'on obtient un incrément moyen de 5,1 %. Et si nous prenons maintenant la consommation totale d'énergie pour la même période, l'on a 5,6 % ! Soit quasiment la moitié de l'incrément de la production industrielle calculé à partir des indices fournis par Pékin. De quoi avoir des doutes sur le réalisme de ces indices.

Pour en finir avec ces tableaux, l'on peut remarquer la légère remontée des incréments pour l'Angleterre et l'Allemagne pour le cycle (1929 – 1937) qui précède la deuxième guerre mondiale. Cette remontée correspond à l'effort de guerre en vue de la deuxième guerre mondiale. Par contre on peut voir que la France ne s'y est pas vraiment préparée, ou en tout cas que son effort militaire est resté si faible qu'il n'a eu aucune influence sur la production industrielle. L'effort de guerre de l'Italie belliqueuse a juste maintenu son indice à un niveau proche de celui du cycle précédent. Quant aux États-Unis, c'est durant la guerre qu'ils ont fourni un gigantesque effort militaire avec un incrément moyen de 13,3 %; mieux que la Chine et aussi bien que le Japon, dans l'après guerre. Si la guerre a permis au capitalisme mondial de recommencer tout un long cycle d'accumulation, elle fut, comme on le sait, pour le capitalisme américain une formidable affaire, tandis que sur les champs de bataille, « ses » prolétaires en uniforme se faisaient massacrer.

Reste un point à éclaircir : le rajeunissement du capitalisme mondial par la guerre impérialiste. La guerre impérialiste produit de gigantesques destructions et conduit à de terrifiants massacres. Ces destructions massives entraînent, comme lors des crises de surproduction, mais à une échelle bien supérieure, non seulement une destruction massive de capitaux, mais une dévalorisation du capital constant à l'échelle de la société. A cela s'ajoute un abaissement considérable du salaire des ouvriers, lié à un chômage de masse et à une grande précarité, ce qui entraîne une forte augmentation du taux de plus-value. Ces deux facteurs conjugués provoquent une forte remontée du taux de profit, comme au temps des premiers âges du capitalisme, surtout pendant la période de reconstruction. Lorsque celle-ci se termine (1946-1950, dans le deuxième après guerre) et que la production industrielle a retrouvé son niveau d'avant-guerre, la nouvelle productivité acquise, liée à l'introduction de nouvelles technologies, abaisse les coûts de production du capital constant, maintenant ainsi une basse composition organique du capital.

Pour donner un exemple, admettons que le rapport en valeur entre le capital constant et le capital variable dans l'avant guerre, pour un pays X, soit de 99000 de capital constant pour 1000 de capital variable. Et que le taux de plus-value soit de 100 %. La plus-value (le travail non payé) sera alors de 1000, pour 1000 de capital variable. Et le taux de profit, c'est-à-dire $P/(C + V)^{14} = 1000/(99000 + 1000) = 1 \%$. Puis, dans l'après guerre, le même capital constant voit sa valeur divisée par 3. On a

14 P, pour la plus-value, C pour le capital constant et V pour le capital variable – le salaire des ouvriers.

donc 33000 de capital constant pour 1000 de capital variable. Le taux de profit est alors de $1000/(33000 + 1000) = 3\%$. Maintenant si le taux de plus-value est passé de 100 % à 400 %, le taux de profit passe à 11,7 % !

Dans la réalité, ce n'est pas toute la plus-value qui est investie, mais seulement une partie, disons la moitié. Sur l'autre moitié, une portion est utilisée comme revenu par le capitaliste industriel, le reste est partagé entre le capital commercial, le capital financier et le propriétaire foncier, sans oublier toute la plus-value qui sert au développement des services. Mais dans la période qui suit la guerre, y compris pour les années d'après la reconstruction, non seulement les services sont au minimum, car eux aussi sont à reconstruire et à redévelopper, mais aussi le poids du capital financier et de la rente foncière. Ce qui fait que la part de la plus-value qui est réinvestie dans la production est alors bien plus importante que pendant la période de prospérité qui va suivre quelques années plus tard, où une surproduction de capitaux commencera à apparaître.

Reprenons notre schéma précédent, qui rappelons-le, ne se situe pas au niveau d'une entreprise particulière, mais représente la composition organique moyenne du capital social. Si la moitié de la plus-value est réinvestie, la croissance industrielle sera alors de $-2000/(33000 + 1000) = -5,9\%$. Par contre si 80 % de la plus-value est réinvestie $-3200/(33000 + 1000)$ – la croissance industrielle est alors de 9,4 % !

Pour des raisons de simplification, nous n'avons pas tenu compte des différences entre la composition organique du capital entre la section I et II¹⁵ de la production industrielle. Mais cela ne modifie pas l'explication.

LE TAUX DE PROFIT CHUTE, MAIS LA MASSE DE PLUS-VALUE CROÎT EXPONENTIELLEMENT.

Le taux de profit chute constamment et tend vers zéro, ce qui condamne à mort le capitalisme. Ce dernier ne peut être ré-haussé transitoirement, afin de permettre une nouvelle croissance pour quelques décennies, qu'à travers des guerres impérialistes toujours plus ravageuses. Mais si le taux de profit chute, par contre la masse de la plus-value augmente constamment, et avec elle, la masse du capital et la production physique. Sauf évidemment durant les périodes de crises qui voit s'effondrer la production et la valeur des capitaux. Mais d'un cycle à l'autre, la masse de la plus-value et la production, continuent de croître.

« Baisse du taux de profit et accélération de l'accumulation ne sont que des expressions différentes d'un même procès, en ce sens que toutes deux expriment le développement de la productivité. » Karl Marx, le Capital, livre III, tome I, ch XV, p 254 des édition social, 1974.

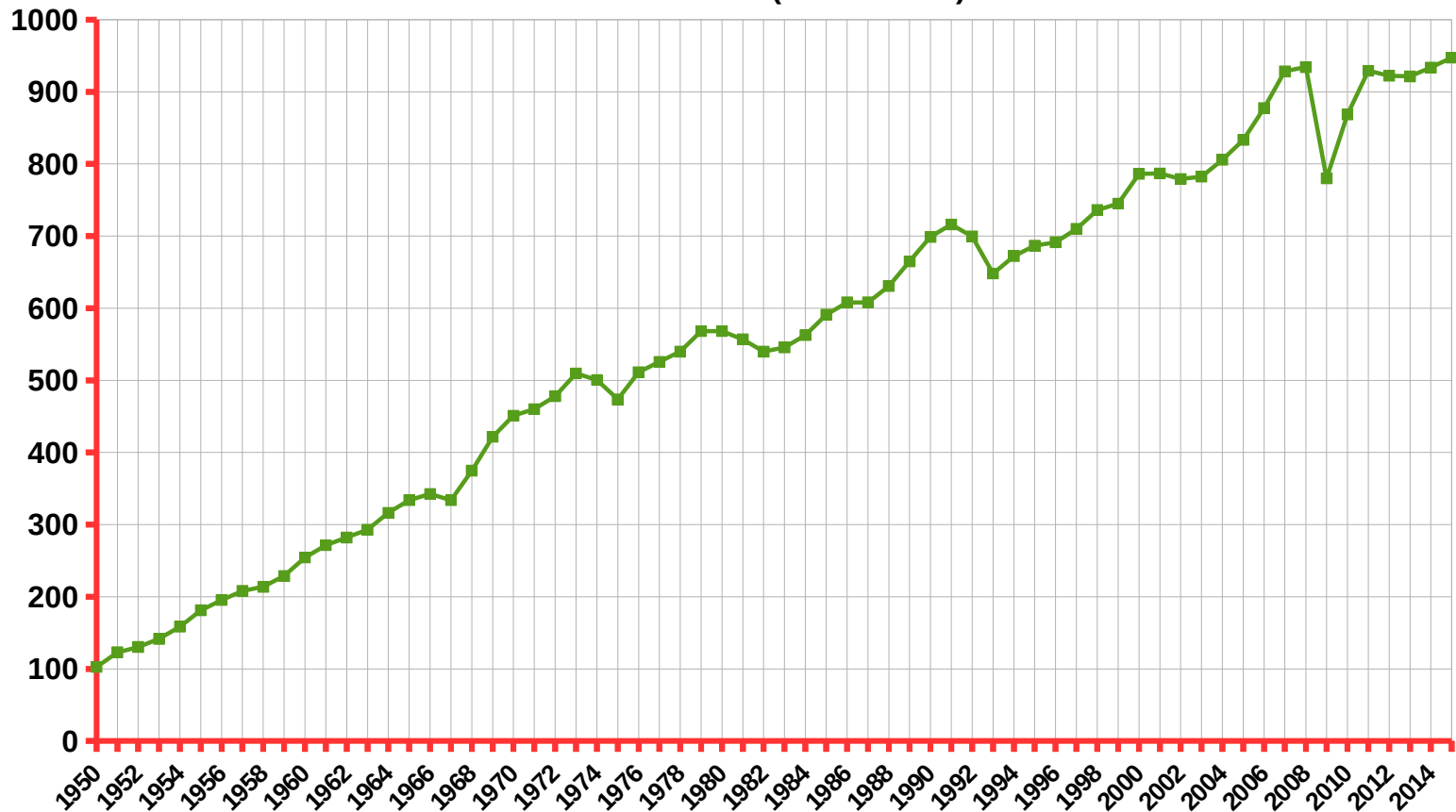
Ce que nous illustrons ici en rapportant la courbe de croissance de la production industrielle allemande. Nous aurions pu rapporter celle de la France, des États-Unis, ou de quelconque autre pays, le résultat aurait été le même.

¹⁵ La section I du capital comprend l'ensemble des branches industrielles qui produisent les moyens de production, machines outils, matières premières et composants intermédiaires, qui sont utilisé ensuite par la section II, qui produit les moyens de consommation ; produits alimentaires, vêtements, voitures pour les particuliers, smartphones, etc. La section I, qui comprend l'industrie lourde, est le corps du capital, et elle se développe plus rapidement que la section II.

L'indice de la production industrielle passe de 100 en 1950 à 947 en 2015, c'est-à-dire que la production industrielle, donc la masse des produits, a été multipliée par 9,5 depuis 1950. Et la masse du capital industriel a été multipliée par un facteur équivalent. Quant à la plus-value, sa masse a cru bien plus encore, puisque seule une partie est réinvestie, le reste est gaspillé par les parasites – capital financier, propriétaires fonciers, etc... – et une part croissante sert au développement des services, qui eux pour une bonne part sont indispensables, comme les hôpitaux, les écoles, etc.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE L'ALLEMAGNE

1950 - 2015 (source ONU)



En regardant la courbe, on ne manquera de remarquer les pointes vers le bas, qui correspondent à des chutes de production dues aux crises de surproduction : 1967, 1975, 1982, 1987, 1993, 2002-2003 et surtout 2009-2010.

LE MARCHÉ GOULOT D'ÉTRANGLEMENT

Le but de la production sous le mode de production capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins humains, mais l'accumulation du capital – chaque capital investi doit rapporter un profit –, cette dernière se présente comme une immense accumulation de marchandises dont il faut réaliser la valeur. Or il ne peut pas y avoir équilibre entre production et marché, car ces deux phases de la circulation du capital social sont régies par des lois différentes.

La production n'est pas déterminée par les besoins, par la demande, mais c'est le contraire qui s'opère ; la production sous le capitalisme, à la différence des modes de production précédents, précède la demande, et il s'agit ensuite d'écouler la production marchande en vue de réaliser la valeur du capital, afin de recommencer un nouveau cycle. Si bien que la production capitaliste se trouve dans un déséquilibre constant : déséquilibre entre la section I et II du capital, déséquilibre locaux, au niveau régional, etc... Ces déséquilibres se traduisent par des faillites d'entreprises et régulièrement, comme nous l'avons vu, par des crises de surproduction.

Il est donc vital pour le capitalisme d'étendre coûte que coûte le marché afin d'écouler sa production de marchandises toujours plus gigantesque. Ce marché s'étend avec la création de nouvelles branches de production, l'électronique, l'informatique, etc., la découverte de nouvelles mines d'or, de nouvelles réserves de pétrole, etc., mais l'on ne découvre pas de nouvelles mines et il ne se crée pas de nouvelles branches de production tous les quatre matins. La montée des salaires augmente le pouvoir de consommation, cependant celui-ci reste limité, d'autant plus que si l'on augmente le salaire des ouvriers, la plus-value diminue, ce qui est la raison d'être du capitalisme. Puisque rapidement le marché national est saturé, il faut absolument trouver des débouchés à l'extérieur, d'où l'importance du commerce international. L'autre moyen de contourner la limite des moyens de paiement, c'est le crédit. Cependant tôt ou tard il faut passer à la caisse.

Tout comme la croissance de la production industrielle ralentit avec la baisse du taux de profit, la croissance du marché, qu'il soit national ou international, ralentit aussi. La baisse du taux de profit diminue la croissance du marché, d'autant plus que le premier marché pour le capital est représenté par la section I, celles des moyens de production. La croissance des investissements ralentissant, le marché des moyens de production ralentit à son tour, tout comme ralentit celui des moyens de consommation.

Nous rapportons ici trois tableaux concernant le commerce international. Comme source nous nous sommes référés à l'OMC, qui possède une base de données sur le commerce international pour tous les pays en dollars courant depuis 1948. Données que nous avons convertis en dollars constants 2005. Normalement pour réaliser cette conversions nous aurions dû avoir l'indice d'inflation pour les produits importés dans la monnaie locale de chaque pays, ainsi que l'indice pour les exportations. Et une fois le commerce de chaque pays exprimé en monnaie constante du pays pour une année donnée, par exemple pour l'année 2005, il ne resterait plus qu'à convertir ces monnaies locales en dollars US pour l'année de base choisie. Pour les exportations nous aurions pu utiliser l'indice PPI (producer price indices), c'est-à-dire l'indice d'inflation du prix de production, mais par contre nous n'avons pas la possibilité d'avoir un indice d'inflation pour les produits importés. Aussi avons nous utilisé un biais. Nous avons calculé un coefficient de conversion pour chaque année en nous basant sur le PIB des États-Unis en dollars courants et en dollars constants 2005, PIB qui sont fournis par l'ONU.

Nous aurions pu utiliser les données de la Banque mondiale qui sont exprimées en dollars constants. Cependant ces données partent seulement de 1960, et nous n'aurions pas pu les relier au travail que le parti avait déjà entrepris sur le commerce international avant cette époque. De toute façon la précision en science économique n'est pas celle requise en physique ou en chimie, la marge d'erreur est nettement plus importante, l'essentiel est que la tendance générale ne soit pas modifiée. Toutefois, comme on le verra, la différence entre les résultats obtenus par ce biais ou à partir des données de la Banque Mondiale est négligeable.

Pour établir ces tableaux on part du volume commercial, c'est-à-dire que l'on additionne les exportations et les importations. Au niveau mondial les importations et les exportations s'équilibrent, mais si l'on veut comparer le poids commercial, dans le marché mondial, des différents marchés nationaux et leur croissance, ou sélectionner un groupe de pays, il faut alors partir du volume commercial. C'est pourquoi dans toute notre étude nous partons toujours du volume commercial.

INCREMENTS ANNUELS MOYENS DU COMMERCE MONDIAL				
1836 – 2008 (sources Kuscynski et OMC)				
1836 – 1890	1890 – 1913	1913 – 1949	1949 – 1974	1974 – 2008
4,3%	3,3%	0,5%	8,3%	5,1%

Comme on peut le constater, de cycle en cycle l'on a une nette décélération de la croissance du marché mondial. On passe de 4,3 % pour le premier cycle à 0,5 % pour le cycle qui englobe les deux

guerres mondiales. Puis une forte remontée après la deuxième guerre mondiale pour le cycle des 30 « glorieuses », et une nette décélération pour le cycle 1974-2008. Cependant l'incrément reste encore élevé et l'on va voir pourquoi avec le tableau suivant.

INCREMENTS ANNUELS MOYENS DU COMMERCE MONDIAL							
1949 – 2008 (source OMC)							
1949 – 1974	1974 – 1980	1980 – 1990	1990 – 1992	1992 – 1997	1997 – 2000	2000 – 2008	2008 – 2014
8,3%	7,6%	1,2%	1,5%	6,0%	3,4%	9,4%	1,0%

Dans ce tableau, le cycle 1974 – 2008 a été divisé suivant les cycles courts correspondants aux crises commerciales internationales. Par contre l'on a conservé le cycle 1949 – 1974, étant donné que les crises commerciales durant ce cycle n'ont pas frappé tous les pays et qu'elles n'étaient pas forcément synchronisées entre les pays touchés.

Sur les 3 cycles qui suivent la période d'après-guerre (1949-1974), le ralentissement, puis le quasi effondrement des incréments est spectaculaire. Cet effondrement est suivi d'une nette remontée pour les 3 cycles suivants et bien sûr d'une chute catastrophique avec la crise de surproduction de 2008-2009, d'on nous ne sommes pas encore sorti.

On remarque le fort ralentissement pour le petit cycle 1997 – 2000. Cette forte diminution correspond à la crise monétaire et financière qui a touché les pays du Sud-Est asiatique en 1997. Crise qui s'étendit à Hong Kong, puis à la Corée du Sud, et de là à la Russie, dont l'État se déclara en cessation de paiement, et enfin elle toucha les pays d'Amérique Latine : Mexique, Brésil et surtout l'Argentine qui connut une terrible récession et dont l'État fut contraint de se déclarer en faillite.

Si l'on se réfère aux données de la Banque Mondiale, l'on obtient une croissance de 5,5 % pour le cycle 1974 – 2008 et 2,5 % sur la période 2008 – 2015. Donc très proche de ce que l'on a calculé à partir des données de l'OMC.

Alors maintenant qu'est-ce qui explique cette formidable remontée des incréments du commerce mondial à partir des années 90 ? Deux facteurs : le premier est la délocalisation et l'externalisation qui fait monter artificiellement le commerce et le deuxième, le formidable développement du capitalisme en Chine et dans le Sud-Est asiatique.

Aujourd'hui les produits sont rarement fabriqués de bout en bout dans un même pays. Pour abaisser leur coût de production, donc diminuer la valeur du capital constant afin de remonter le taux de profit, les grandes entreprises ont externalisé toute une partie de leur production et elles font appel à des sous-traitants. Elles mettent en concurrence à travers le monde, grâce à l'important abaissement des coûts de transport, surtout maritimes, les petites et moyennes entreprises entre elles. Si bien qu'un même produit, avant d'être terminé, peut faire de nombreux aller-retours entre différents pays. Aujourd'hui les biens intermédiaires, suivant les pays, représenteraient de 40 % à 60 % du commerce international. Pour l'Allemagne ils représentent plus de 45 % de son commerce, car toute une partie de sa production est réalisée dans les pays d'Europe centrale – Pologne, Hongrie, Slovaquie et Chéquie –, où la main d'œuvre est très qualifiée et les salaires très bas. C'est comme cela que la grande Allemagne s'est érigée en premier exportateur mondial devant les États-Unis de 2003 à 2009. Depuis les États-Unis sont repassés devant, et la Chine les a supplantés tous les deux comme premier exportateur mondial depuis 2009.

En outre les grands groupes, comme Renault pour la France, GM aux États-Unis, font même fabriquer entièrement toute une partie de leur production à l'étranger, qu'ils réimportent ensuite pour la vendre sur le territoire national. D'après l'OMC, en 2011 49 % des échanges mondiaux de

marchandises et de services avaient lieu dans le cadre de chaînes verticales d'assemblage, contre 36 % en 1995.

Ce qui fait que la dévalorisation de la monnaie nationale pour augmenter la compétitivité ne fonctionne plus aujourd'hui, puisqu'elle renchérit tous les produits intermédiaires qui ne sont plus fabriqués sur le territoire national mais qui sont cependant indispensables à l'industrie. On le voit très bien avec le Japon qui malgré des dévaluations successives n'a pas réussi à relancer ses exportations. Pour la période 2007-2015, l'incrément moyen de ses exportations est de -0,2 %, contre 2,7 % pour les États-Unis et 2,1 % pour l'Allemagne. On le voit aussi avec la Grande-Bretagne, depuis qu'elle a annoncé son intention de sortir de l'Union Européenne : la livre sterling a fortement chuté, cependant ses exportations ne se sont pas trouvées améliorées, justement à cause du renchérissement des composants intermédiaires qu'elle doit importer.

Ce résultat ne plaira certainement pas aux partis de droite et populistes qui fleurissent un peu partout, mais ils ne pourront rien y changer.

LE POIDS CROISSANT DE L'ASIE

Le développement fulgurant du capitalisme en Chine et dans le Sud-Est asiatique a offert un nouveau marché, d'abord pour les marchandises manufacturées, puis pour les capitaux des monopoles¹⁶ des grands pays impérialistes. Alors que les marchés nord-américains, japonais et européen croissent à une vitesse de tortue, ceux du Sud-Est asiatique et de la Chine augmentent au galop.

EUROPE + JAPON + USA		EUROPE + JAPON + USA				
1949 – 2008 (source OMC)		1949 – 2013 (source OMC)				
1949 – 1974	1974 – 2008	1974 -1980	1980 – 1990	1990 – 2000	2000 – 2008	2008 – 2014
8,5%	4,4%	7,1%	2,4%	3,3%	6,4%	-0,9%

Un simple coup d'œil au tableau de gauche nous montre que la croissance du volume des échanges des grands pays impérialistes a été divisée par deux pour le cycle 1974-2008 par rapport au cycle précédent. Si l'on regarde dans le détail les cycles courts l'on voit nettement la chute des incréments lorsque l'on passe du cycle 1974-1980 au suivant. Puis l'on constate une petite remontée pour le cycle 1990-2000 et une remontée nettement plus forte, le double, entre 2000-2008. Remontée, qui comme l'on vient de l'expliquer est en partie artificielle, car résultant de la sous-traitance et en partie, grosso modo pour moitié, due à l'essor du marché asiatique, mais surtout du marché chinois. On s'en rend compte en regardant les tableaux ci-dessous.

ASIE		ASIE				
1960 – 2008 (source OMC)		1974 – 2013 (source OMC)				
1960 – 1974	1974 – 2008	1974 – 1980	1980 – 1997	1997 – 2000	2000 – 2008	2008 – 2014
8,2%	8,3%	8,3%	7,1%	3,4%	11,6%	4,8%

¹⁶ Les monopoles sont ces grands groupes industriels, comme General Motors, Honda, Siemens, Renault etc., qui sont adossés à de grandes banques d'investissement et qui contrôlent directement et indirectement des milliers d'entreprises de par le monde.

Il s'agit de l'Asie moins le Japon évidemment. Ce tableau comprend l'Inde, mais il faut savoir que ce géant asiatique a réussi à dépasser la Suisse, pour le volume commercial, seulement depuis 2006, et qu'en 2014 son volume commercial reste inférieur à celui de la Belgique, tout en s'en approchant. Et si l'on prend le Pakistan, l'Iran, ou les pays du Moyen-Orient, la situation est bien pire.

La croissance du marché asiatique vient en premier de la Chine, véritable géant, mais aussi de la Corée, grand pays industriel, de Taïwan, et de l'ensemble des pays du Sud-Est asiatique, dont le Vietnam, qui dans le futur devrait devenir un nouveau Japon.

Entre les deux grands cycles, l'incrément reste élevé et stable. Mais si l'on regard les cycles courts, l'on a une petite diminution en passant du premier au second cycle et bien sûr une forte chute pour le cycle 1997-2000, qui est lié à la crise du Sud-Est asiatique et qui montre bien le poids de ces pays dans le commerce asiatique. Puis une forte remontée pour le cycle 2000-2008, période pour laquelle les capitaux en excès des grands pays impérialistes affluaient. Et une division presque par trois pour le cycle suivant qui correspond à la crise de surproduction internationale. Ces 4,8 % d'incrément annuel moyen sont à comparer au -0,9 % des grands pays impérialistes.

Le commerce mondial durant la période 2008-2014 a été tiré par les pays asiatiques et de façon général par les pays émergents qui continuaient à attirer les capitaux des monopoles. Cependant depuis 2015, nombre de ces pays sont entrés en récession, comme le Brésil ou sont en fort ralentissement.

CHINE					
1959 – 2008					
9,1%					
1959 – 1966	1966 – 1974	1974 – 1981	1981 – 1997	1997 – 2008	2008 – 2014
-3,6%	8,6%	8,2%	9,9%	18,0%	7,4%

Entre 1959 et 2008, le commerce international de la Chine a cru au rythme moyen de 9,1 %, plus que les 8,5 % des pays occidentaux durant les fameuses trente « glorieuses ». Les cycles courts commencent par le cycle 1959-1966, qui a vu la terrible crise de surproduction de 1961-1962, où la production industrielle s'est effondrée de 48 % ! Cette crise s'est accompagnée d'une grave crise agricole qui a entraîné des millions de morts. Ce qui explique l'effondrement du commerce international de la Chine. Cette récession sera suivie par une autre en 1967-1968, après que le maximum de 1960 aura été dépassé en 1966 – 1043 contre 924, pour ce qui est de l'indice de la production industrielle. La crise a été moins terrible, mais la chute de la production a tout de même été de -22 %. Ce qui explique la crise politique au sein de l'appareil du parti et de l'État et l'enrôlement d'une partie de la jeunesse dans la soi-disant « révolution culturelle », afin de combattre les troubles sociaux et mobiliser les énergies en vue de la reprise. Cependant cette crise n'apparaît pas dans l'incrément moyen pour ce cycle. Au contraire son rythme très élevé correspond à un capitalisme à la croissance vigoureuse.

La Chine va profiter à plein de la « mondialisation », comme on peut le voir avec la montée de ses incréments, de cycle en cycle, jusqu'à atteindre 18 % de croissance moyenne annuelle pour le cycle 1997-2008 ! Alors les marchandises affluaient de partout, mais aussi et surtout les capitaux, et les exportations chinoises explosaient. Puis vint la fin de l'ivresse : la récession mondiale de 2008-2009

avec une chute du commerce mondial en dollars constant de 14 % : les exportations ont diminué de 28 % en Asie, de 21 % en Europe, de 18 % en Amérique du Nord et de -9,3 % en Chine.

Cette chute des exportations chinoises fut suivi d'une forte reprise en 2010. Cependant lorsque nous étudierons la Chine, nous verrons comment le commerce de la Chine a fortement ralenti en 2014, 2015 et 2016, annonçant une prochaine récession de grande amplitude.

LE DÉCLIN DES VIEUX IMPÉRIALISMES ET LA MONTÉE DES NOUVEAUX

Calculé d'après les données de la Banque Mondiale	POIDS DES EXPORTATIONS SUIVANT LES CYCLES				
	1973-1979	1979-1989	1989-2000	2000-2007	2007-2015
États-Unis	4,6%	4,7%	5,6%	4,5%	4,4%
Allemagne	5,3%	5,6%	4,7%	4,7%	4,4%
Japon	2,5%	3,3%	3,2%	2,8%	2,5%
France	2,4%	2,5%	2,6%	2,3%	1,8%
Royaume-Uni	2,9%	2,8%	2,4%	1,9%	1,5%
Italie	2,4%	2,4%	2,3%	1,9%	1,5%
Belgique	1,7%	1,7%	1,6%	1,6%	1,4%
Chine	0,0%	0,8%	1,5%	3,4%	5,1%
Corée	0,2%	0,4%	0,8%	1,3%	1,6%
Russie	1,5%	1,8%	-%	1,1%	1,1%
Monde	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Dans ce tableau, où nous rapportons le poids des exportations des principaux pays industrialisés, on remarque le lent, mais inexorable déclin de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie. Ces deux derniers se retrouvent au même niveau que la Belgique, dont le recul est beaucoup plus faible et sont dépassés par la Corée du Sud. L'Allemagne recule aussi mais plus lentement et le Japon retrouve son niveau de 73-79. Les États-Unis connaissent un lent effritement, puisqu'ils se retrouvent, pour les cycle 2000-2007 et 2007-2015, à un niveau légèrement inférieur à celui du cycle 1973-1979.

Par contre on peut remarquer la fulgurante montée de la Chine qui passe d'une valeur négligeable durant le cycle 1973-1979 à 5,1 % pour la période 2007-2015, dépassant ainsi les États-Unis. Du point de vue des exportations la Chine a dépassé les États-Unis depuis 2006 et, pour ce qui est du volume commercial, depuis 2013. Quant à la Corée, elle continue sa lente, mais non moins remarquable ascension.

Nous avons rapporté les données sur la Russie afin de remettre les choses à leur juste valeur. La Russie est une grande puissance industrielle, comparable au Japon, mais par contre c'est un nain commercial. Si l'on exclut les matières premières et que l'on s'en tient seulement aux produits manufacturés, alors la grande-petite Suisse passe devant la Russie.

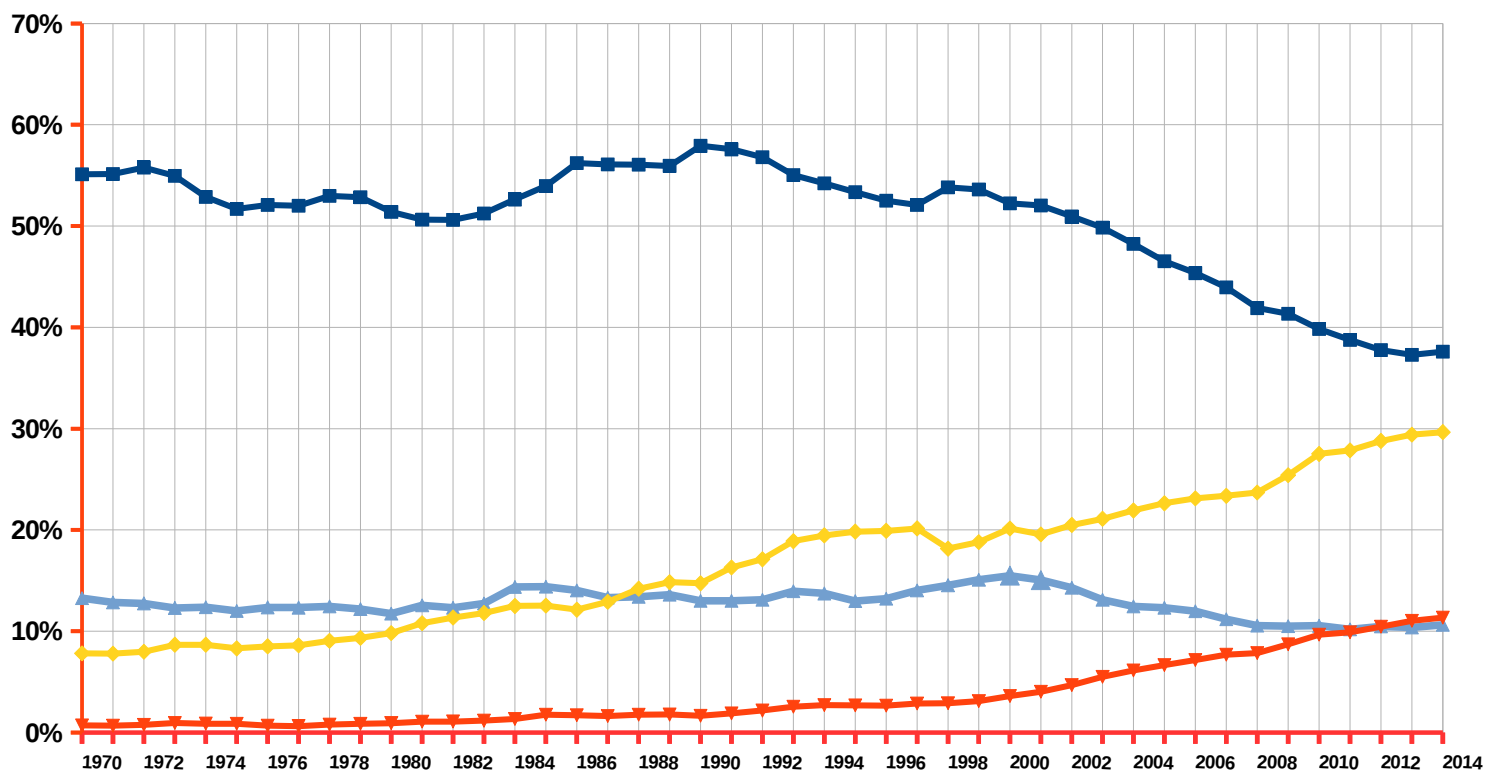
Calculé d'après les données de la Banque Mondiale	POIDS COMMERCIAL DES PRODUITS MANUFACTURÉS	
	2000-2007	2007-2015
Russie	0,7%	1,0%
Suisse	1,3%	1,2%

Ce qui fait que tous les pays européens, comme l'Allemagne, la France, la Belgique, le Royaume-Uni, etc., à part l'Italie, font plus de commerce avec la Suisse qu'avec la Russie. Seule l'Italie commerce plus avec la Turquie et la Russie qu'avec la Suisse sa voisine.

POIDS DE L'ASIE ET DES GRANDS PAYS INDUSTRIELS DANS LE COMMERCE MONDIAL

1970 - 2014 (source OMC)

■ Europe + USA + Japon ▲ États-Unis ◆ Asie ▼ China



Pour conclure ce chapitre et confirmer le déclin relatif des pays occidentaux du point de vue commercial, ce qui va de paire avec leur déclin industriel, du point de vue de leur poids dans la production industrielle mondiale, et confirmer la montée inexorable de l'Asie, mais il s'agit surtout de l'Asie du Sud-Est, et de la Chine, nous rapportons ces courbes.

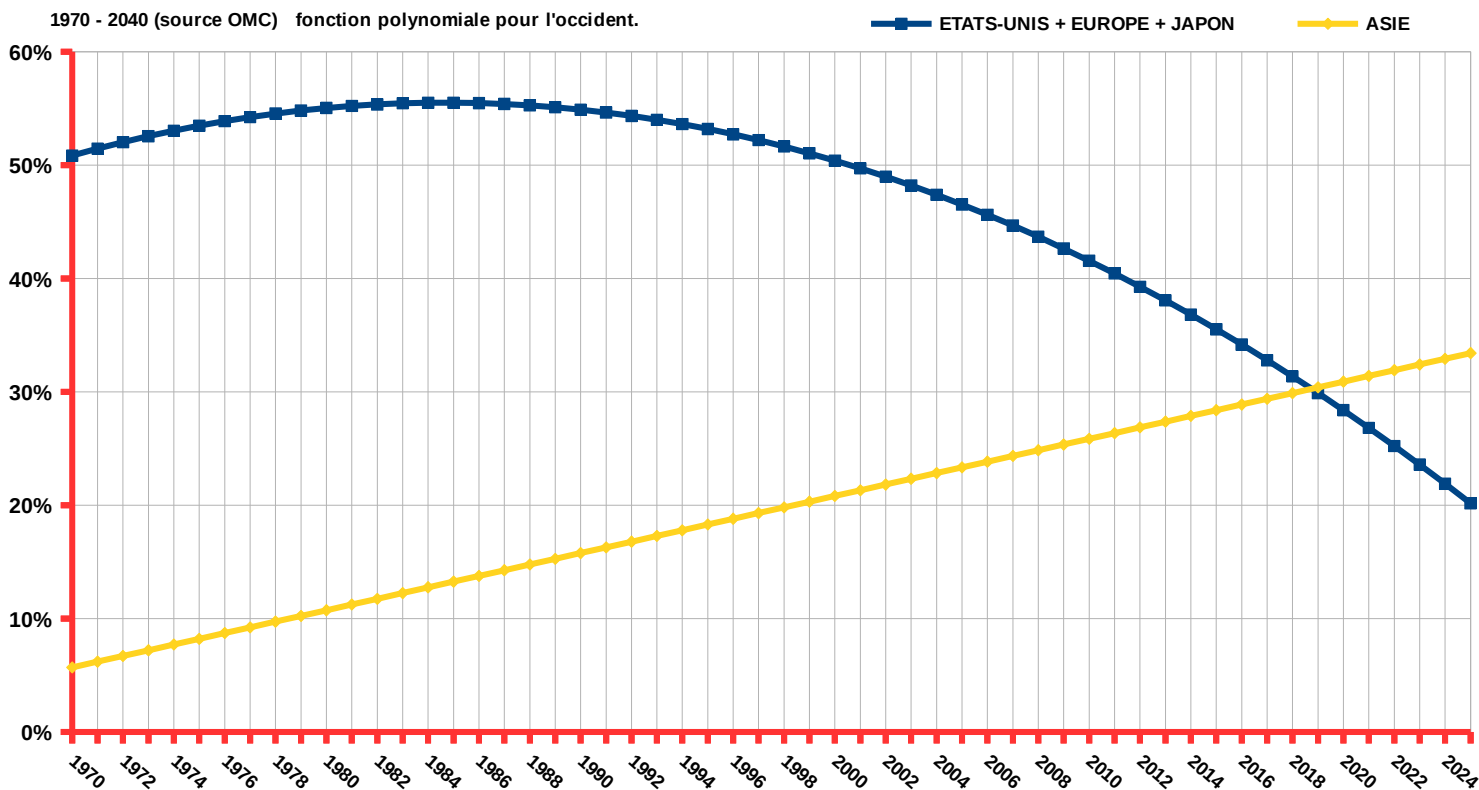
La courbe en bleu foncé représente le poids commercial des États-Unis, de l'Europe et du Japon réunis. Celle en jaune représente évidemment l'Asie (sans le Japon), celle en bleu clair les États-Unis, et celle en « rouge », la Chine.

Le déclin relatif des grands États impérialistes, du point de vue commercial, est net. Leur poids commercial passe de 55 % à 38 %, tandis que celui de l'Asie passe de 8 % à 30 %. On voit que les deux courbes vont se croiser et l'on peut prévoir mathématiquement quand. Quant à la Chine sa courbe croise celle des États-Unis en 2012 et passe au-dessus en 2013. Cette courbe montre la naissance d'un nouveau grand impérialisme, la Chine, qui se prépare à prendre la place des États-Unis dans le monde.

En ce début du 20^e siècle la Chine se trouve vis-vis des États-Unis, dans la même position que ces derniers vis-à-vis de l'Angleterre au début du 20^e siècle. Il a fallu deux guerres mondiales pour que les États-Unis remplacent définitivement l'Angleterre. Mais de nos jours, la productivité est telle que la

croissance du capitalisme est bien plus rapide, mais il vieillit aussi beaucoup plus rapidement. Ce qui fait que, au cas où le prolétariat, pour notre malheur n'arrêterait pas la folle course du capitalisme mondial, une seule guerre impérialiste suffira.

DEPLACEMENT DU CENTRE DE GRAVITE DU COMMERCE MONDIAL DE L'OCEAN ATLANTIQUE VERS L'OCEAN PACIFIQUE



Si l'on prolonge la courbe représentant le groupe des grands pays impérialistes et celle représentant l'Asie, on peut calculer leur point d'intersection. La date varie suivant le type d'équation utilisée. La courbe de l'Asie est pratiquement une ligne droite, on peut donc la représenter par une fonction affine ($ax + b$). Par contre celle des États Occidentaux, Japon compris, est plus complexe. Si on la représente par une fonction affine, le croisement se fait en 2033, par contre si l'on utilise une fonction polynomiale ($ax^2 + bx + c$), le croisement a lieu en 2019. Ce qui fait que ce croisement aura lieu entre ces deux dates. Cependant entre temps l'on aura une gigantesque crise de surproduction, que nous prévoyons pour 2018-2019 et ensuite se posera l'alternative : Révolution Communiste Internationale ou 3^{ème} guerre mondiale. Mais nous y reviendrons en détail dans notre conclusion.

LE COURS DU CAPITALISME MONDIAL – 8

RG Turin 27-28 mai 2017

Etat de la production industrielle mondiale.

Afin de donner une vue d'ensemble du cours du capitalisme mondial depuis la grande récession de 2008-2009, nous rapportons deux tableaux. L'un, contenant les incréments annuels de la production industrielle depuis le dernier maximum atteint, l'autre indiquant le niveau actuel de la production par rapport à ce maximum. L'année correspondante au maximum atteint par la production industrielle, lors du cycle précédent, est généralement l'année 2007 ou 2008. Lorsque l'année de référence diffère, elle est indiquée entre parenthèse à côté du nom du pays. Toutes ces données sont calculées à partir des indices de la production industrielle fournis par la base de donnée de l'ONU. Sauf pour la Chine qui ne respecte pas la méthodologie définie par l'ONU et qui est traitée à part.

Pour clarifier tout malentendu dans la lecture des tableaux. Prenons l'exemple des Etats-Unis, pour le premier tableau qui indique les augmentations ou diminutions annuelles de la production industrielle : l'on voit qu'en 2009 la production industrielle a chuté de 11,2 % par rapport à 2008 et qu'elle a augmenté de 3 % en 2014, par rapport à 2013. En ce qui concerne le deuxième tableaux, qui indique la diminution ou l'augmentation de la production par rapport à l'année de référence, l'on peut lire, par exemple pour l'Irlande, que la production industrielle en 2009 a diminué de 6,5 % par rapport à 2007, qui est l'année de référence pour l'Irlande, et qu'elle a au contraire augmenté de 59,8 % en 2015, toujours par rapport à 2007. Il ne s'agit donc pas là d'une variation annuelle, mais de l'augmentation, ou de la diminution totale par rapport à l'année de référence.

ONU	INCREMENTS ANNUELS									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Etats-Unis	2,8%	-3,3%	-11,2%	6,1%	3,2%	3,0%	2,1%	3,0%	0,4%	-0,8%
Royaume-Uni (maximum = 2000)	0,4%	-3,0%	-9,5%	2,8%	-0,8%	-2,8%	-0,6%	1,5%	1,4%	1,4%
ALLEMAGNE	5,8%	0,6%	-16,5%	11,3%	7,0%	-0,7%	-0,1%	1,3%	1,5%	0,8%
FRANCE	1,1%	-2,9%	-14,1%	5,1%	2,6%	-3,0%	0,0%	-0,8%	1,8%	0,3%
ITALIE	2,5%	-3,2%	-18,7%	7,0%	0,4%	-6,0%	-3,1%	-1,1%	1,8%	2,0%
BELGIQUE	6,6%	4,0%	-10,2%	11,3%	3,9%	-2,2%	0,8%	0,8%	0,2%	4,3%
RUSSIE	6,8%	0,6%	-10,7%	7,3%	5,0%	3,4%	0,4%	1,7%	-3,4%	0,6%
ESPAGNE	2,3%	-7,1%	-16,2%	0,8%	-2,0%	-6,3%	-1,7%	1,6%	3,3%	1,6%
PORTUGAL (maximum = 2001)	0,1%	-4,1%	-8,3%	1,6%	-1,3%	-5,8%	0,8%	1,5%	2,0%	0,4%
GRÈCE	2,3%	-4,0%	-9,3%	-5,9%	-5,7%	-1,9%	-3,2%	-1,9%	1,0%	2,1%
IRLANDE	5,3%	-2,1%	-4,5%	7,5%	-0,4%	-1,5%	-2,2%	21,0%	37,1%	0,1%
JAPON	2,8%	-3,3%	-21,1%	15,1%	-2,9%	0,6%	-0,8%	1,9%	-1,3%	-0,3%
CORÉE	6,9%	3,4%	-0,1%	16,3%	6,0%	1,3%	0,7%	0,2%	-0,6%	1,0%
INDE (maximum = 2012)	15,5%	2,5%	5,3%	8,2%	2,9%	1,2%	-0,1%	2,8%	2,4%	0,2%
BRÉSIL (maximum = 2011)	5,7%	3,0%	-7,0%	10,2%	0,4%	-2,3%	2,0%	-3,0%	-8,2%	-6,6%
MEXIQUE	0,6%	-1,7%	-6,2%	5,6%	3,3%	3,0%	0,8%	2,9%	0,5%	-0,2%
ARGENTINE (maximum = 2013)	3,0%	5,6%	0,5%	12,5%	13,7%	1,7%	3,5%	-0,9%	-14,7%	

A côté des grands pays impérialistes, comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la Russie, etc..., que nous suivons régulièrement, on y trouve aussi des pays en développement, comme l'Inde, le

Brésil, ou le Mexique, ainsi que de vieux pays industriels comme la Belgique et la Suisse, et des pays d'industrialisation plus récente, mais que l'on ne peut plus considérer comme des pays en développement, comme la Corée du sud, dont le poids industriel est aujourd'hui supérieur à celui du Royaume-Uni ou de l'Italie. On y a ajouté aussi la République d'Irlande pour son dynamisme industriel. Tous ces pays, avec la Chine et quelques autres, font partie du panel de pays que nous suivons depuis plusieurs années afin d'avoir une vue d'ensemble du cours du capitalisme mondial.

Lors de la crise de surproduction de 2008-2009, tous les grands pays impérialistes, à part la Chine, ont été durement touchés : la Russie, le Japon, l'Italie et l'Espagne ont vu leur production industrielle chuter de plus de 20 % par rapport au maximum atteint précédemment, tandis que les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Belgique voyaient leur production chuter entre 10 et 16 %. Certain pays en développement, comme le Mexique et le Brésil ont vu la leur chuter de 6-7 %, ou ont simplement marqué le pas comme l'Inde. D'autres, comme la Chine et la Corée du Sud, qui sont de grands pays industriels et impérialistes au sens de Lénine, mais au capitalisme plus jeune, ont simplement subi un fort ralentissement, avec une chute de la production dans certain secteurs industriels.

Tous ont ensuite connu en 2010-2011 une reprise de l'activité industrielle, plus ou moins soutenue suivant les pays, mais assez vive dans l'ensemble : +6,1 et +3,2 % pour les Etats-Unis, +11,3 et +7 pour l'Allemagne, +5,1 et 2,6 pour la France, +11,3 et +3,9 % pour la Belgique, +15,1 pour le Japon, +16,3 et +6 pour la Corée, etc. Cette reprise a été suivie d'une rechute durant les années 2012-2014. L'on assiste depuis mi 2014 ou 2015, suivant les pays, à une faible reprise qui va en ralentissant. En résumé, l'on a donc eu une double récession, suivie d'une faible croissance.

Les Etats-Unis, n'ont pas suivi ce schéma général. Ils connaissent au contraire depuis la reprise de 2010-2011, une croissance continue, mais qui va en ralentissant, avec un incrément négatif en 2016. Mais on y reviendra un peu plus loin.

ONU	CHUTE DE LA PRODUCTION PAR RAPPORT À L'ANNÉE DE REFERENCE									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
IRLANDE	-%	-2,1%	-6,5%	0,5%	0,1%	-1,4%	-3,6%	16,6%	59,8%	59,9%
BELGIQUE	-%	-%	-10,2%	0,0%	3,8%	1,5%	2,3%	3,2%	3,4%	7,8%
ALLEMAGNE	-%	-%	-16,5%	-7,0%	-0,5%	-1,3%	-1,4%	-0,1%	1,4%	2,2%
Etats-Unis	-%	-3,3%	-14,2%	-8,9%	-6,0%	-3,2%	-1,2%	1,8%	2,3%	1,4%
FRANCE	-%	-2,9%	-16,5%	-12,3%	-10,0%	-12,7%	-12,7%	-13,4%	-11,8%	-11,6%
Royaume-Uni (maximum = 2000)	-3,3%	-6,2%	-15,1%	-12,7%	-13,3%	-15,7%	-16,2%	-15,0%	-13,8%	-12,6%
JAPON	-%	-3,3%	-23,7%	-12,2%	-14,8%	-14,2%	-14,9%	-13,4%	-14,5%	-14,8%
RUSSIE (maximum = 1989)	-20,7%	-20,2%	-28,7%	-23,6%	-19,8%	-17,0%	-16,7%	-15,2%	-18,2%	-17,6%
PORTUGAL (maximum = 2001)	-6,7%	-10,5%	-17,9%	-16,6%	-17,7%	-22,4%	-21,8%	-20,7%	-19,1%	-18,8%
ITALIE	-%	-3,2%	-21,3%	-15,8%	-15,5%	-20,5%	-23,0%	-23,8%	-22,5%	-20,9%
ESPAGNE	-%	-7,0%	-22,0%	-21,0%	-23,0%	-28,0%	-29,0%	-28,0%	-26,0%	-25,0%
GRÈCE	-%	-4,0%	-12,9%	-18,1%	-22,8%	-24,2%	-26,7%	-28,1%	-27,4%	-25,8%
CORÉE (m a)	-%	-%	-0,1%	7,8%	7,2%	5,7%	4,7%	3,9%	3,3%	3,0%
INDE (m a sur 2007)	-%	2,5%	3,9%	5,3%	4,7%	4,0%	3,3%	3,2%	3,1%	2,8%
BRÉSIL (maximum = 2011)	-%	-%	-7,0%	2,4%	2,8%	-2,3%	-0,3%	-3,3%	-11,3%	-17,1%
MEXIQUE	-%	-1,7%	-7,8%	-2,6%	0,6%	3,6%	4,4%	7,4%	7,9%	7,7%
ARGENTINE (maximum = 1998)	21,4%	28,3%	28,8%	44,9%	64,8%	67,5%	73,5%	71,9%	46,7%	

Parmi les pays impérialistes, une poignée d'entre-eux, mais non des moindres, a récupéré et dépassé leur maximum de 2007-2008 : Les États-Unis, avec une production supérieure à 1,4 % à celle atteinte en 2007 ; l'Allemagne, avec 2,2 % et la Belgique avec un remarquable 7,8 % ! Mais tous les autres se trouvent dans les choux, si ce n'est dans les abysses pour certain : -25 % pour l'Espagne,

-20,9 % pour l'Italie, -18,8 % pour le Portugal, -17,6 % pour la Russie – année de référence 1989 –, -14,8 % pour le Japon – malgré tous les efforts du gouvernement Shinzō Abe et les interventions massives de la banque centrale nipponne, -14,8 % pour le Royaume-Uni – dont le maximum précédent remonte en 2000, et -11,6 % pour la France.

Un petit pays se distingue de tous les autres avec quasiment +60 %, c'est-à-dire que sa production industrielle, depuis 2007, a été multipliée par 1,6 ! Il s'agit de la République d'Irlande. S'il fait pâlir d'envie tous les autres, et en premier lieu l'Ulster, son poids industriel à l'échelle mondiale reste négligeable. Parmi les petits pays, l'on trouve, dans le sens opposé, la malheureuse Grèce qui paye un terrible tribut avec -25,8 % ! A quand le même chiffre pour la Grande Allemagne ? Pour bientôt et il sera bien plus terrible !

Les pays en développement connaissent soit un fort ralentissement comme l'Inde, ou sont en pleine récession comme le Brésil avec une chute de la production de -17,1 % par rapport à 2012. En ce qui concerne l'Inde, dans le tableau suivant l'on a rapporté les incréments annuels moyens pour les cycles moyens et courts. En passant du cycle 1953-1972 à celui de 1972-2016 l'on constate un faible ralentissement : 6,1 %, puis 5,6 %. Par contre si l'on décompose le cycle moyen 1972-2016 en ses deux cycles courts, l'on constate alors un fort ralentissement de la croissance de la production industrielle, ce qui concorde avec ce que l'on observe avec les autres pays industriels. Ainsi, alors que l'incrément annuel moyen était de 6,1 %, pour la période allant de 1972 à 2012, on tombe à 1,3 % pour le cycle suivant, cycle qui n'est pas encore terminé, mais qui approche de sa fin.

INDE : CYCLES			
1953 – 1965	1965 – 1972	1972 – 2012	2012 – 2016
7,4%	3,9%	6,1%	1,3%
1953 – 1972		1972 – 2016	
6,1%		5,6%	

L'on constate le même phénomène avec la Corée du Sud, grand pays industriel, mais d'industrialisation récente.

CYCLES : CORÉE DU SUD		
1954 – 1979	25 ans	17,6%
1979 – 1997	18 ans	9,4%
1997 – 2008	11 ans	7,5%
2008 – 2016	8 ans	3,0%

On a décomposé le long cycle 1954-2016 en ses 4 cycles. Chaque cycle commence par le maximum atteint par la production, juste avant la crise de surproduction qui conduit à une chute brutale de la production, et se termine par le maximum suivant, qui précède une nouvelle chute de la production. Comme on peut le voir la décélération est nette. Elle est tout à fait comparable à ce qui s'est passé pour l'URSS, avant son effondrement. Pour permettre à nos lecteurs de faire la comparaison nous rapportons la table de l'URSS.

CYCLES (URSS)				
Jeunesse	1920 – 1940	20 ans	20,1%	20,1%
	1940 – 1975	35 ans	8,4%	8,4%
maturité	1948 – 1975	27 ans	10,4%	10,4%
	1975 – 1978	3 ans	5,1%	3,9%
déclin	1978 – 1989	11 ans	3,6%	

Pour qui savait lire, l'effondrement de l'URSS était clairement annoncé. Il en est de même non seulement pour la Corée du Sud, mais aussi pour tous les pays impérialistes, dont la trajectoire annonce clairement la venue d'une grave crise de surproduction mondiale bien pire que celle de 1929.

Et les Etats-Unis

Revenons aux Etats-Unis, l'impérialisme dominant, pour y examiner de plus près la trajectoire du capital. On a vu que la production industrielle en 2016 avait dépassé de 1,4 % le niveau atteint en 2007. Cependant la croissance en 2016 a été négative.

La production industrielle se compose de 3 grandes branches : la production minière, la production manufacturière et le bâtiment. La croissance de chacune de ces branches est représentée par un indice. L'indice général est la sommation de ces trois indices, après avoir donné à chacun d'entre eux un coefficient qui reflète le poids de chaque branche dans la production générale. Comme le poids de chaque branche change au cours du temps, le coefficient de pondération est régulièrement modifié à chaque changement de base¹⁷.

La production de gaz de schiste aux Etats-Unis a augmenté considérablement à partir du début des années 2000, et celle de pétrole à partir de 2009. Tant et si bien que les Etats-Unis sont devenus le premier producteur de gaz naturel, et de loin, avec 22 % de la production mondiale, et sont à peu près à parité avec l'Arabie Saoudite et la Russie pour la production de pétrole : grosso modo environ 13 % de la production mondiale pour chacun d'entre eux. Les chiffres diffèrent suivant que l'on se réfère aux données de l'ONU, ou à celles de BP, qui maintient une base de données détaillées pour la production des différentes formes d'énergie.

Alors que la production manufacturière et celle du bâtiment s'effondraient, la production de gaz et de pétrole de schiste s'envolait, si bien que leur coefficient de pondération a été augmenté pour le calcul de l'indice général. C'est ce qui explique qu'en 2016, l'indice est supérieur de 1,4 % à celui de 2007. Le coefficient de pondération de l'indice minier, qui comprend le pétrole et le gaz, bien que devant être augmenté, a vu peut-être son poids exagérément augmenté. Bien que la production manufacturière et celle du bâtiment augmentent lentement mais régulièrement, on est toujours au-dessous des sommets atteints en 2007 : -52 % pour le Bâtiment, et, d'après le rythme de croissance actuel, il faudrait encore 3 ans pour que la production manufacturière rejoigne le niveau atteint en 2007.

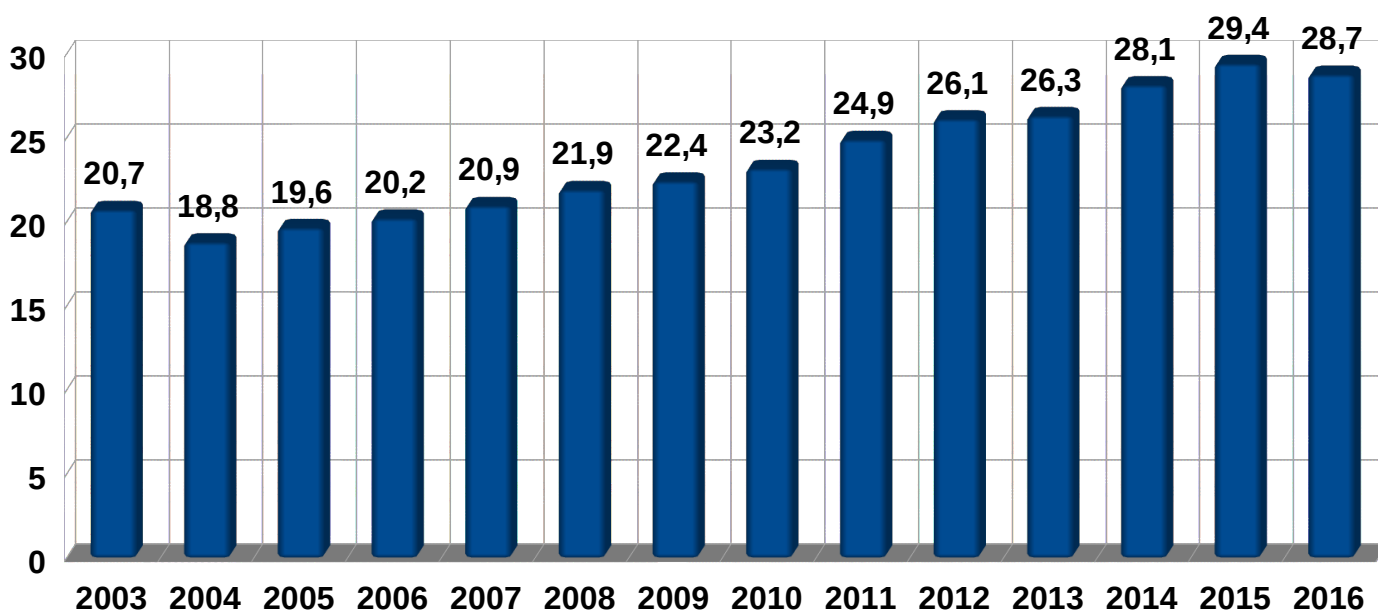
¹⁷ Ce que l'on appelle la base, c'est l'année de référence à partir de laquelle on fait partir la série d'indices. Elle est posée égal à 100. Si l'année suivant la production augmente, par exemple, de 5 %, l'indice pour cette année sera donc égal à 105. Comme le poids des différentes branches, et le poids des industries qui compose ces branches, change au cours du temps, les statisticiens sont amenés à changer les coefficients de pondération. On change alors l'année de référence à partir de laquelle part une nouvelle série d'indices.

Dans le contexte actuel de chute de la production industrielle dans tous les grands pays impérialistes et de fort ralentissement ou de crise dans les pays en développement, qui conduit à une demande de matières premières, et en particulier d'énergie, bien moindre que durant les années 2000, surtout qu'à cette époque la Chine connaissait une forte croissance, il en résulte une surproduction générale et une forte chute des prix. Chute qui se trouve encore accrue par l'augmentation de la production, tant dans le secteur énergétique avec la forte production aux Etats-Unis, que pour les autres matières premières, car nombre de projets commencés durant les années 2000, sont arrivés à terme aujourd'hui, provoquant une surproduction générale et une chute des prix.

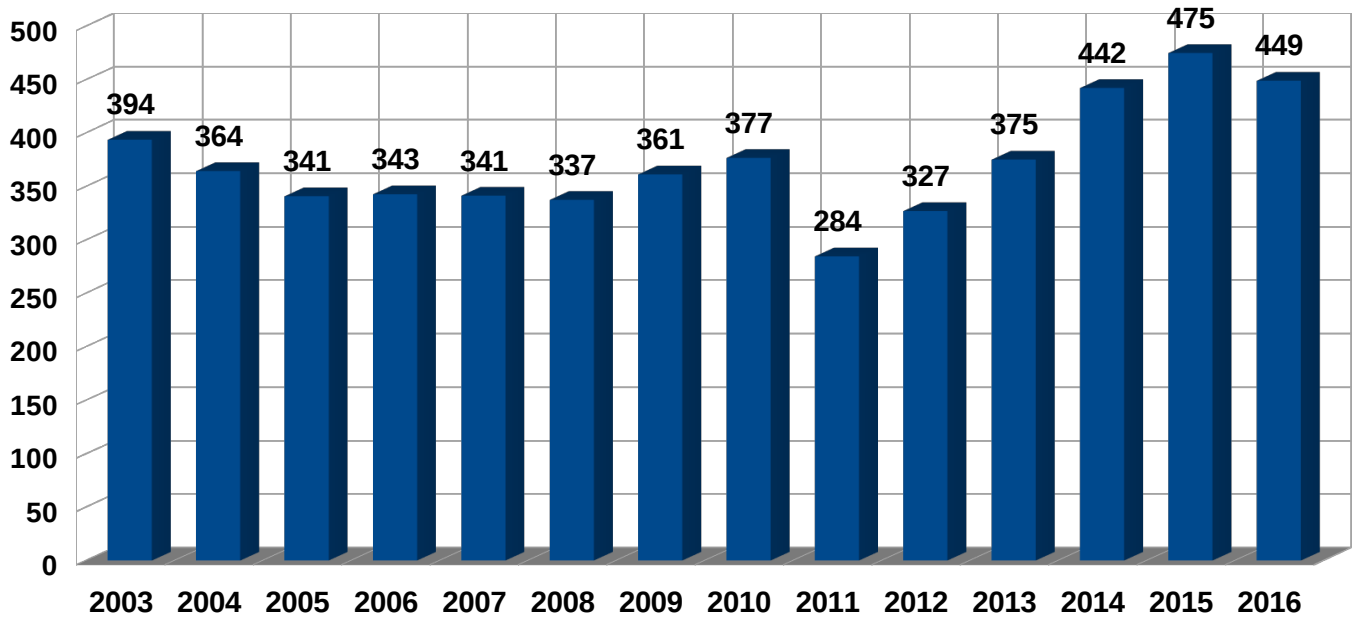
Cette surproduction dans le secteur des matières premières minérales et agricoles engendre une guerre commerciale exacerbant la chute des prix. Le résultat dans le secteur énergétique a été la mise en sommeil de nombre de puits, trop coûteux pour être exploités et, aux Etats-Unis, la faillite de nombre de petites entreprises du secteur énergétique, ce qui a conduit – toujours aux Etats-Unis – à un léger fléchissement de la production de pétrole et de gaz en 2016, d'où la baisse de l'indice de la production industrielle.

En complément de nos propos, nous rapportons ici 3 histogrammes et une courbe qui se rapportent respectivement à la production de gaz, de pétrole, à la construction et à la production manufacturière aux USA.

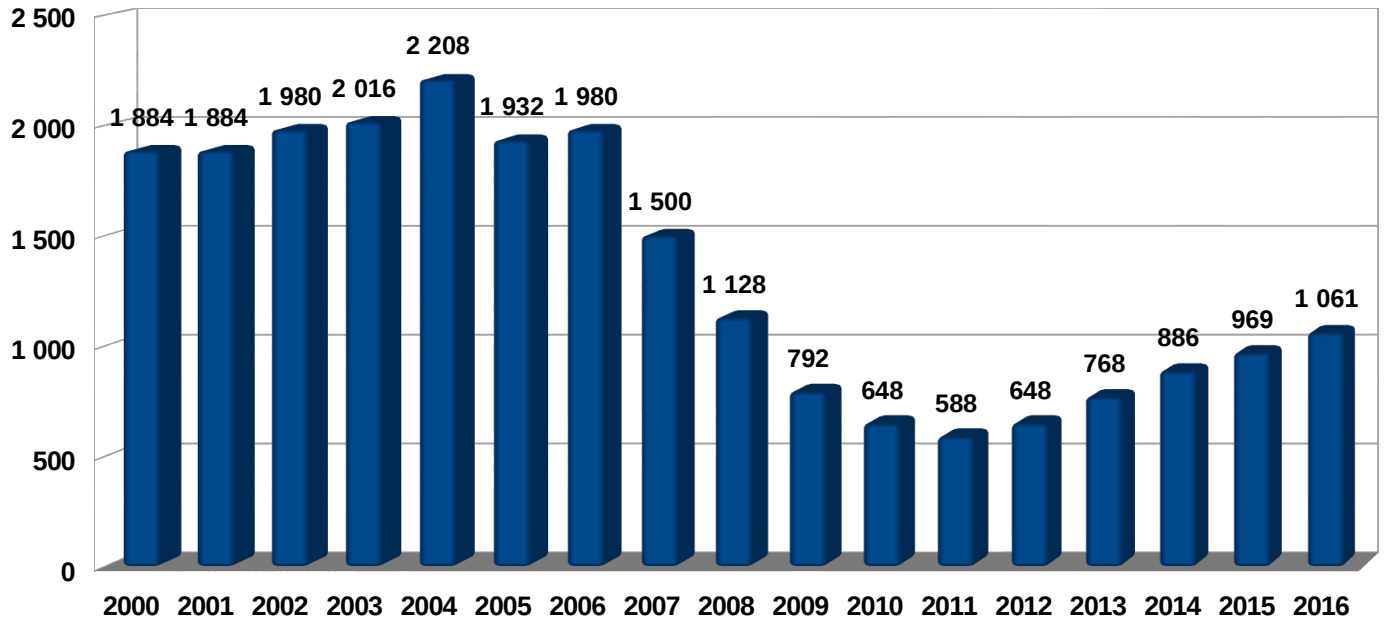
PRODUCTION DE GAZ NATUREL AUX USA. 2003 - 2016 (source ONU) - en millions de Terrajoules



PRODUCTION ANNUELLE DE PÉTROLE EN MILLIONS DE TONNES 2003 - 2016 (source ONU)



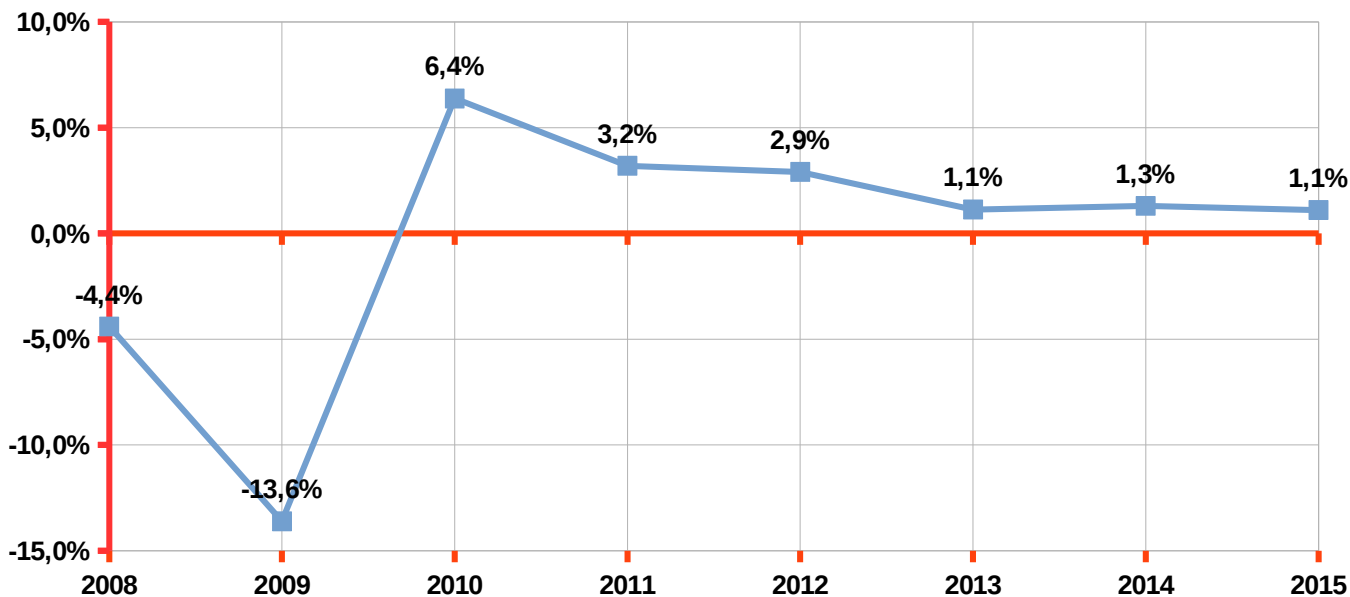
CONSTRUCTION ANNUELLE DE LOGEMENTS EN MILLIERS AUX USA 2001 - 2015 (source ONU)



Avec un incrément annuel moyen de 9,4 % – qui correspond à la croissance dans le bâtiment en 2015 et 2016 –, il faudrait un peu plus de 8 ans pour que le bâtiment retrouve son niveau de 2004 !

INCREMENTS ANNUELS DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE DES USA

2008 - 2015 (source ONU)



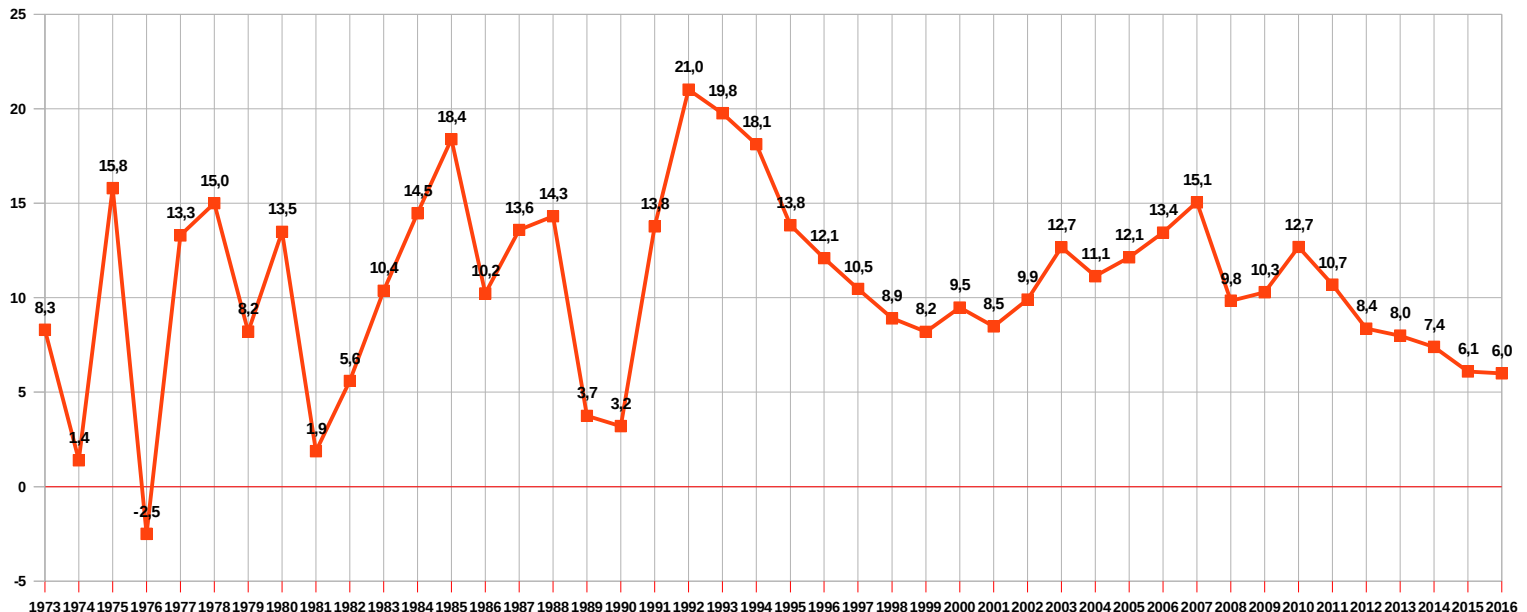
Si l'on se réfère à la croissance annuelle de 1,1 % de 2015, il faudrait encore 3 ans pour rattraper le maximum atteint en 2007.

Passons maintenant à la Chine !

Lorsque l'on se réfère aux indices de la production industrielle de l'annuaire de la Chine populaire, on constate un net ralentissement de la croissance industrielle. Si la croissance dans les années 2000 caracolait entre 12 et 15 %, cette dernière est tombée à 6 % en 2016. Soit une chute de plus de la moitié. Le ralentissement est très net depuis la crise mondiale de 2008-2009. Toutefois l'on sait que ces chiffres sont surévalués et cela est dû à la méthodologie utilisée par l'institut de la statistique chinoise pour construire ses indices. Alors, pour avoir une vue plus juste de la réalité, nous nous référons à la production physique de branches clés, comme la production de ciment, d'acier, la construction des logements, la production d'électricité et notamment la consommation d'énergie par l'industrie.

INCREMENTS ANNUELS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA CHINE 1973 - 2016

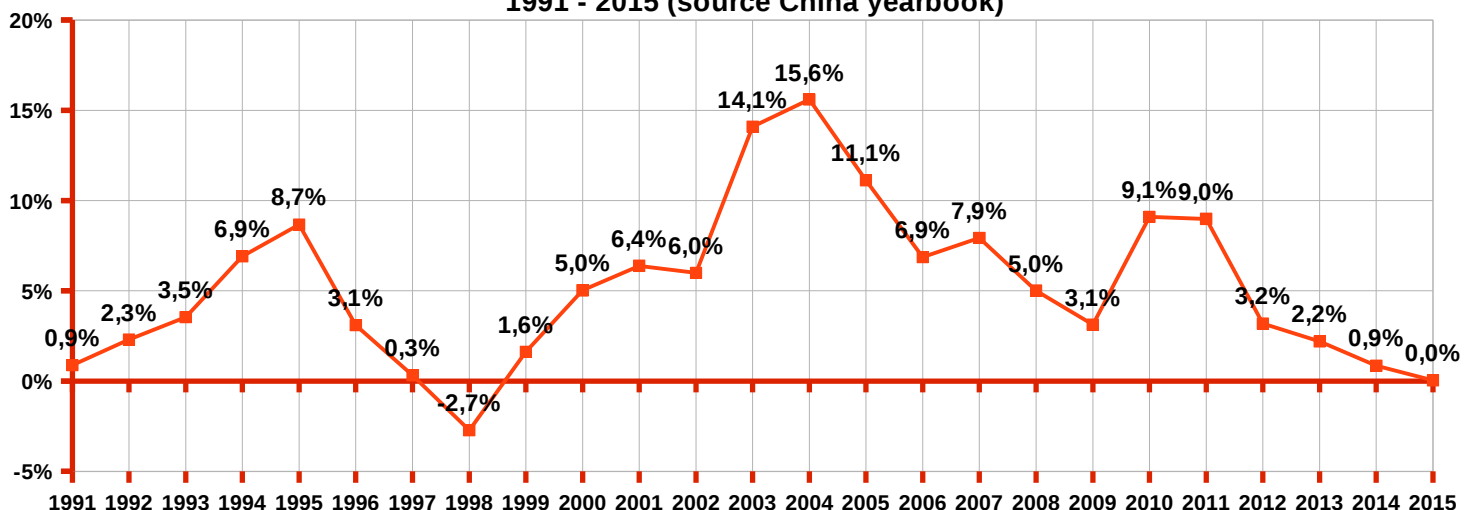
(source annuaire de la Chine)



Toutes ces branches de la production nous montrent le même phénomène : une forte croissance industrielle entre 2000 et 2007, puis un fort ralentissement en 2008, suivi d'une reprise en 2009, et depuis lors un ralentissement général, quasi régulier de la croissance de la production, pour aboutir à une chute de la production en 2015, suivi d'une reprise en 2016. Pour illustrer notre propos nous rapportons d'abord deux courbes qui concernent la production d'énergie et la consommation d'énergie. Comme l'énergie concerne toutes les branches de la production matérielle, ces courbes ont

INCREMENTS ANNUELS DE LA PRODUCTION D'ENERGIE

1991 - 2015 (source China yearbook)



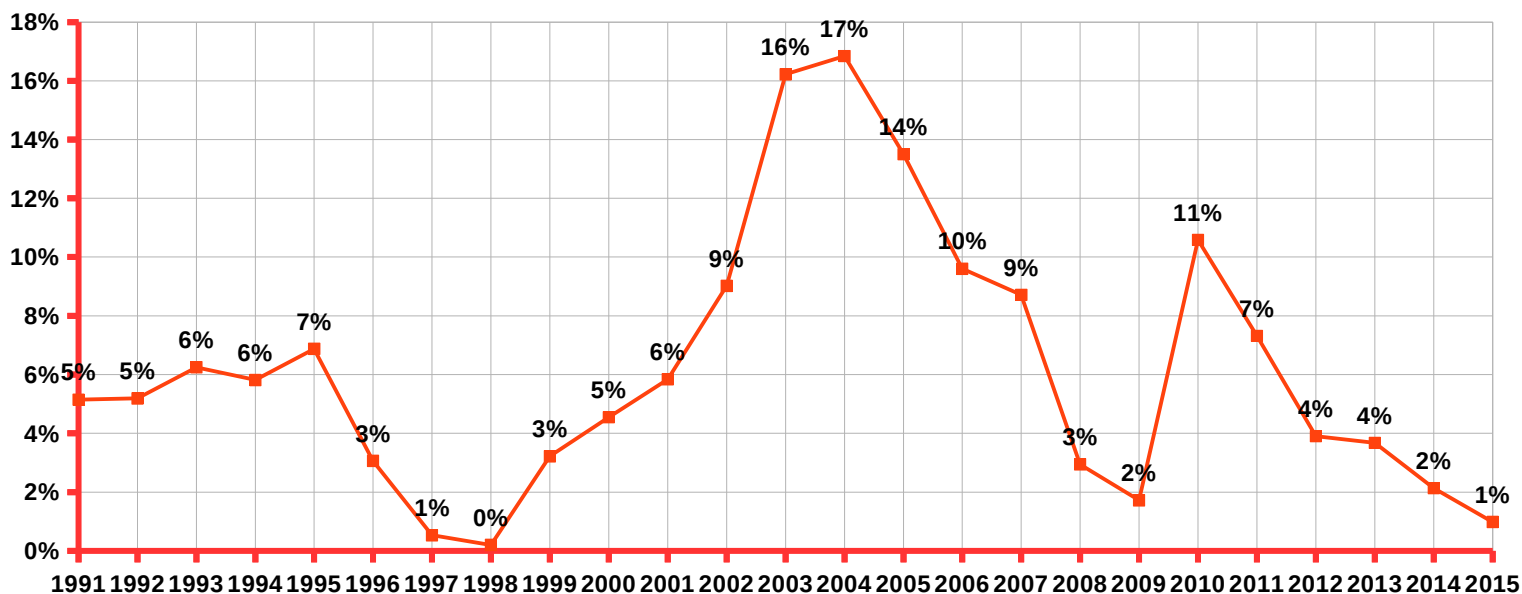
l'avantage d'être plus générales.

Sur ces deux graphiques l'on voit très bien la courbe en cloche, que l'on retrouve aussi pour la production de l'acier, du ciment ou de l'électricité et pour la construction de logements, et qui correspond à la fulgurante croissance de la production industrielle en Chine pour la période 2000 – 2007. On constate aussi le fort ralentissement de 2008 – 2009 et la non moins forte reprise en 2010,

suivie ensuite par une nette décélération de la croissance industrielle. A la différence des autres branches citées, l'on n'a pas une chute de la production ou de la consommation en 2015, mais un net ralentissement ou même un arrêt de la croissance pour ce qui est de la production. Un autre point à souligner, c'est la chute de la production d'énergie en 1998 et le fort ralentissement de sa consommation en 1998 – 1999. Ce pic vers le bas correspond à la Crise asiatique de 1998-1999 ; crise qui a gagné la Russie – l'État russe a dû se déclarer insolvable – puis l'Amérique Latine, et notamment l'Argentine, où la crise fut particulièrement terrible et qui a conduit l'État argentin à la faillite.

INCREMENTS ANNUELS DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE EN CHINE

1990 - 2015 (source China's yearbook)



L'inconvénient de ces deux courbes c'est qu'elles ne se rapportent pas seulement à la consommation industrielle, mais qu'elles concernent aussi bien la consommation d'énergie par l'industrie, que par l'agriculture, les services et les ménages.

Cependant nous allons affiner notre analyse avec deux autres courbes qui représentent la consommation d'énergie par l'industrie chinoise.

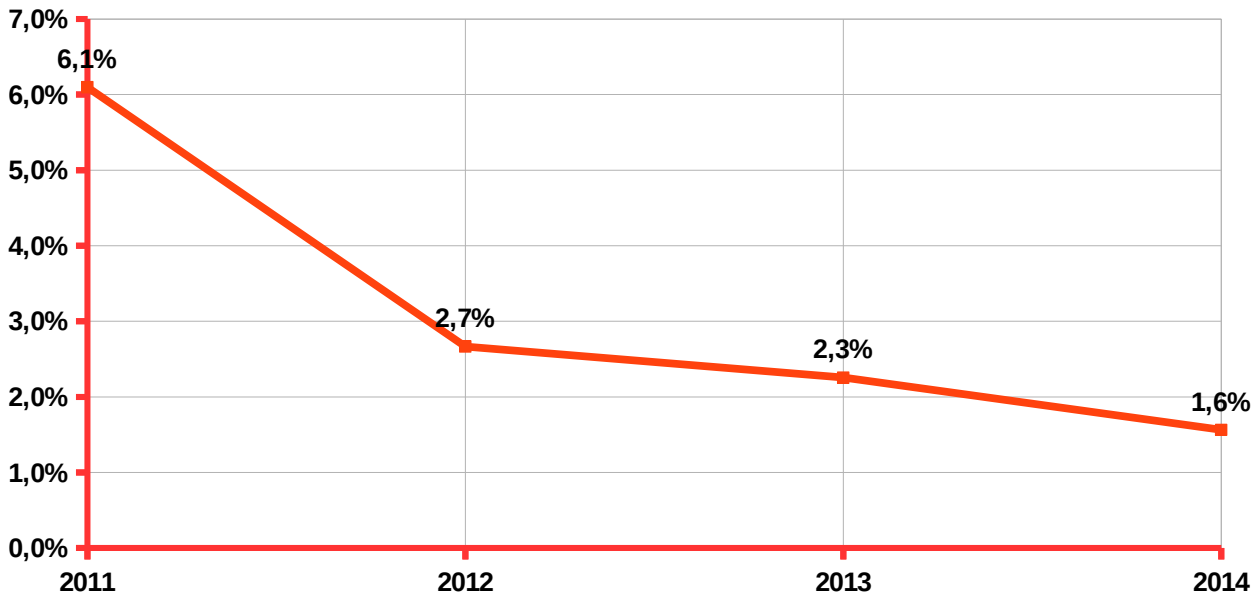
La période couverte est plus courte car l'institut de statistique chinois se fait là plus avare. Mais la tendance de la production industrielle y est clairement montrée et avec elle, le cours de l'accumulation du capital en Chine.

De 6,1 %, l'incrément annuel de la consommation d'énergie par l'industrie tombe à 2,7 % en 2012, pour diminuer régulièrement de 2012 à 2014. Il est dommage que nous n'ayons pas les chiffres des années suivantes. Mais ce n'est sûrement pas par hasard que l'annuaire 2017 ne nous les donne toujours pas ! Ces incréments, bien plus faibles que ceux officiels de la production industrielle chinoise, sont le vrai reflet de la croissance industrielle en Chine. C'est-à-dire que, au lieu d'avoir +6 % en 2016, la croissance réelle est vraisemblablement plus proche de 1 % ! Et ceci malgré tous les efforts de l'État chinois et de sa banque centrale pour stimuler l'accumulation du capital, en ouvrant en grand les vannes du crédit, tant pour les entreprises que pour les particuliers, notamment pour l'accession au logement, et en investissant massivement dans les grands travaux d'infrastructure. On voit que la fin est très proche.

En complément nous rapportons une seconde courbe de la consommation d'énergie par l'industrie. Cette courbe couvre une période de temps un peu plus longue – 1995-2014 – par intervalle de temps de 5 ans. A chaque intervalle de 5 ans correspond l'incrément annuel moyen de la consommation d'énergie.

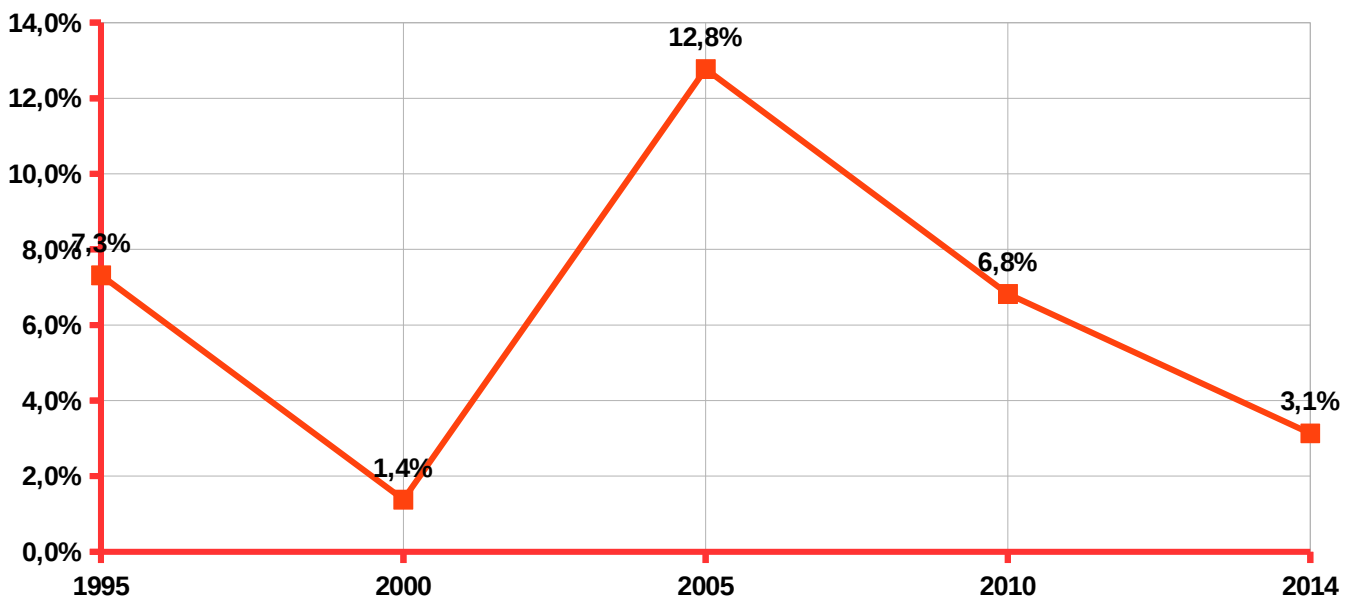
INCREMENTS ANNUELS DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE PAR L'INDUSTRIE

CHINE : 2011 - 2014 (source statistical yearbook of China)



INCREMENTS ANNUELS MOYENS DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE DE L'INDUSTRIE

CHINE : période 1990 - 2014 (source annuaire de la Chine)

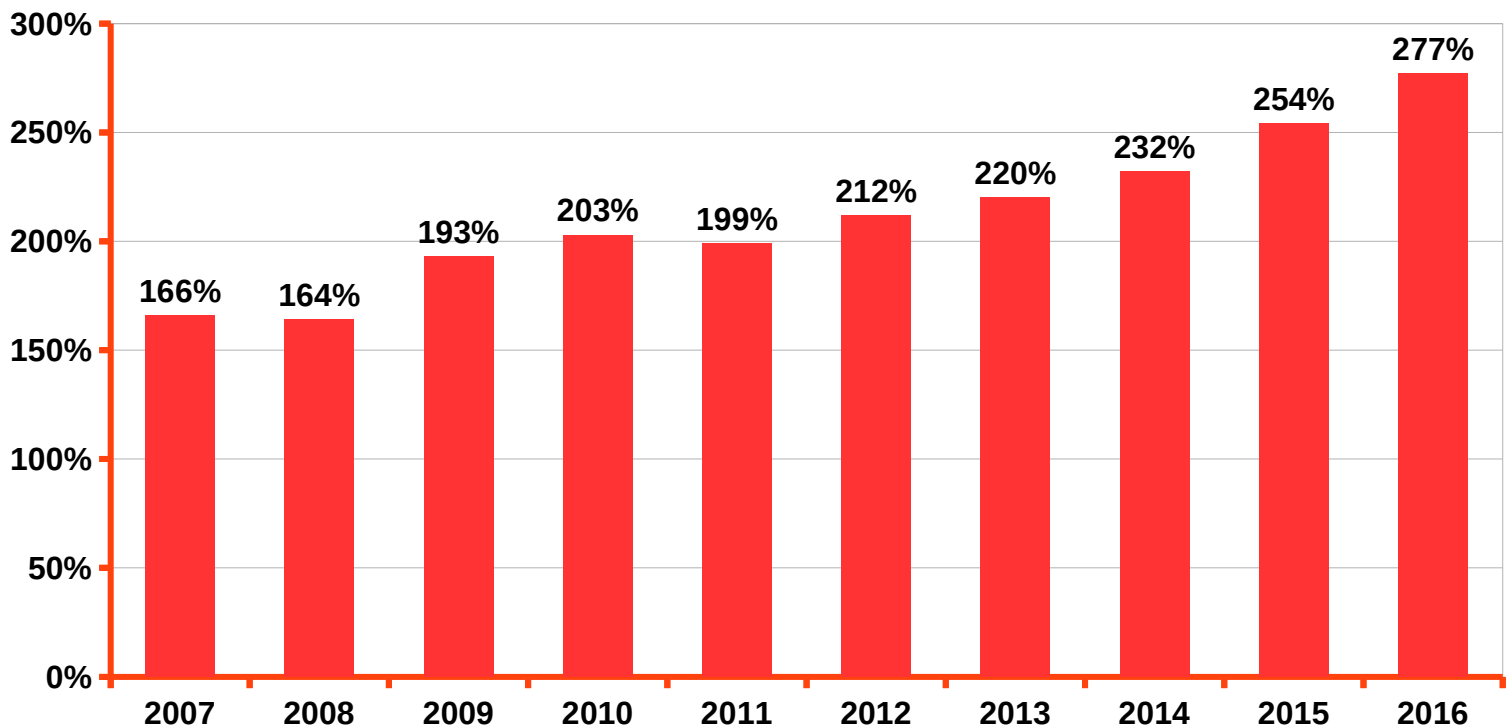


On y retrouve, pour l'année 2000 la pointe vers le bas, qui correspond à la crise asiatique, la forme en cloche qui exprime la formidable croissance industrielle entre 2000 et 2007, puis le ralentissement régulier de la croissance industrielle.

Pour compléter ce tableau du cours du capital en Chine, nous concluons par un histogramme qui représente l'endettement total en Chine en pourcentage du PIB. Il s'agit aussi bien de l'endettement public, celui des régions, qui est devenu très important, que de celui privé et qui regarde les entreprises et les ménages. Ces données ont été calculées par une grande banque suisse qui exerce aussi ses activités en Chine.

DETTE TOTALE DE LA CHINE EN % DU PIB

2007 - 2016 (source UBS)



Comme on le voit, aussi dans ce domaine, la Chine rattrape toutes les grandes nations impérialistes, et ce d'autant plus, qu'une bonne partie des crédits provient du shadow banking et échappe donc à toute comptabilité et tout contrôle. Ce qui fait que l'endettement réel est probablement supérieur à ce qu'a calculé la banque suisse.

En Chine, comme ailleurs, l'accumulation du capital conduit tout droit vers une formidable crise de surproduction, crise qui sera à la mesure de l'accumulation de ces trente dernières années. Alors plus rien ne pourra arrêter la crise de surproduction à l'échelle mondiale.

Rapide tour d'horizon du commerce international.

En volume, le commerce mondial entre 2000 et 2007, au sortir de la crise de 2001-2002, a crû à un rythme particulièrement soutenu, dépassant la plupart du temps les 10 %. En dollars courant la croissance était encore plus forte. Cependant il faut se souvenir qu'avec les délocalisations à outrance et la sous traitance, plus aucun produit n'est entièrement fabriqué sur place. La moitié des composants qui entrent dans la fabrication d'un produit est aujourd'hui importée. En outre la fabrication d'un même produit exige, bien souvent, de nombreux aller-retours entre différents pays. Ce qui gonfle artificiellement le commerce en le multipliant par plus de deux.

La différence entre les données en volume et celle en dollars courants s'explique par la montée des prix des matières premières minérales et agricoles et surtout énergétiques, sous l'effet d'une forte demande, surtout de la part de la Chine. Montée des prix de marché qui a été considérablement amplifiée par la spéculation frénétique de ces années.

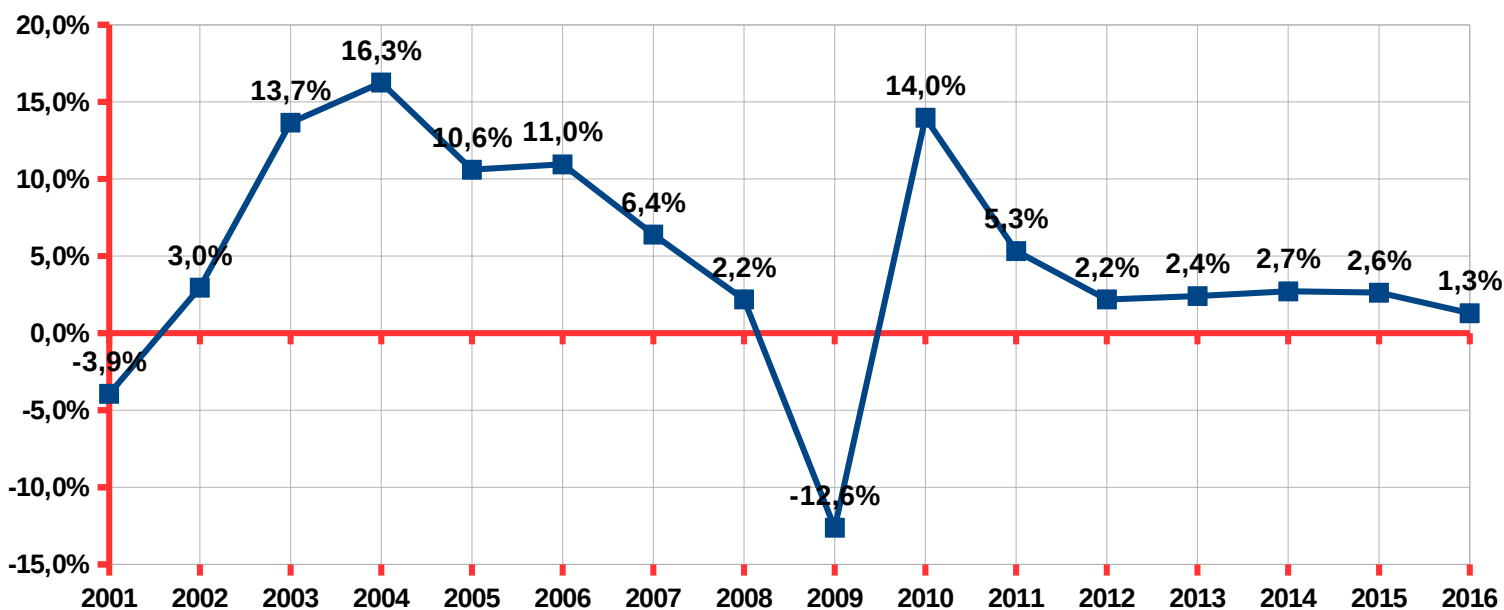
Et, comme cela devait arriver, en 2008-2009 on a eu une formidable crise de surproduction qui a entraîné, non seulement une baisse des prix, mais aussi une chute du commerce mondial en volume de -12,6 % et en valeur de -22,6 %.

Cette récession fut suivie en 2010 d'une vigoureuse reprise de 14 % en volume et de presque 22 % en dollars courants. Mais depuis la croissance du commerce mondial ne fait que décliner. Depuis 2012, la croissance en volume reste nettement en dessous des 3 %. La reprise de la production industrielle dans les grands pays impérialistes, depuis 2015, n'a fait que compenser la stagnation et la récession de nombreux pays en développement et le ralentissement en Chine. Si bien que la croissance du commerce mondial en volume a encore ralenti en 2016. Et en dollars courants elle est même devenue franchement négative avec presque -13 % en 2015 et -3 % en 2016. Cette chute en dollars courants est due à deux facteurs. Le 1^{er}, le plus important, c'est l'effondrement du cours des matières premières : de mi 2014 à décembre 2015, le prix du combustible a chuté de 62 %, celui des métaux de 35 % et celui des produits agricoles de 22 % ! Le 2^{ème} facteur a été la remontée du dollar ; puisqu'il faut moins de dollars qu'auparavant lors du change des monnaies locales, les prix exprimés en dollars chutent.

Cette chute du cours des matières premières a entraîné un recul des importations de la plupart des pays producteurs. La récession ou la stagnation des pays en développement, couplée avec le ralentissement en Chine s'est traduite en 2015 par une moindre demande des produits américains en provenance d'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine, et donc par une stagnation des exportations des Etats-Unis. Aggravant d'autant le déficit commercial chronique des Etats-Unis.

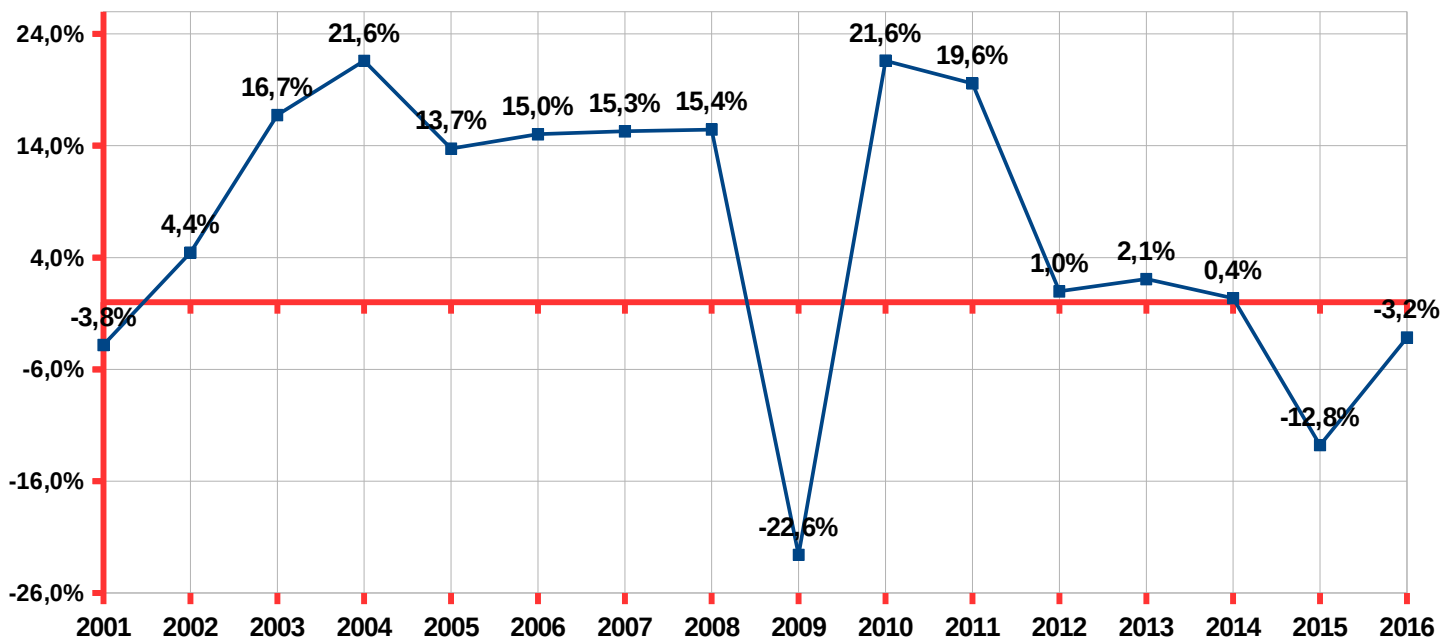
INCREMENTS EN VOLUME DU COMMERCE MONDIAL

2001 - 2016 (source OMC)



Afin que le lecteur se rende compte par lui-même du cours du commerce mondial, nous donnons les courbes pour le commerce en volume et en dollars courant.

INCREMENTS ANNUELS DU COMMERCE MONDIAL EN DOLLARS COURANTS 2007 - 2016 (source OMC)



BILAN DU CAPITAL FINANCIER

Le fort ralentissement de l'accumulation du capital pour tout le cycle, qui va de 1973 à 2007, s'est accompagné d'un accroissement considérable de l'endettement, tant public que privé, et d'une spéculation frénétique sans précédent par rapport au cycle 1950-1973. A tel point que l'endettement dans tous les grands pays industrialisés, y compris la Chine, dépasse aujourd'hui celui atteint aux Etats-Unis à la veille de la grande dépression de 1929-1932. 1932 étant l'année où l'indice de la production industrielle avait touché son point le plus bas après une chute de la production de 43 %!

La spéculation est d'autant plus frénétique que l'accumulation du capital est ralentie par la chute du taux de profit. Les banques, les compagnies d'assurance, les fonds d'investissement, les fonds de pension, etc..., tous se jettent à corps perdu dans la spéculation plutôt que d'investir dans l'industrie qui rapporte peu. La spéculation ne crée aucune richesse, c'est un jeu de dupe et d'escroquerie où l'on s'accapare de larges fractions de plus-value déjà produite et où l'on rackette l'ensemble de la population en prenant l'argent directement dans leurs poches.

Si l'accumulation du capital est lente par suite de la chute du taux de profit, la masse de marchandises produites par l'industrie est gigantesque et la demande de matières premières nécessaires à leur production est d'autant plus grande. Demande qui se trouve encore accrue par l'accumulation accélérée du capital en Chine et la faim insatiable de matières premières qui l'accompagne. Durant toute la période qui va de 2000 à 2007, bien que la croissance industrielle à l'échelle mondiale reste modeste dans les vieux pays impérialistes, son volume considérable a demandé des ressources en matières premières qui ont nécessité d'importants investissements, tant pour la recherche et l'extraction du pétrole, du gaz naturel, que des métaux. Investissements qui se font sur le long terme et dont les effets se font sentir aujourd'hui alors que la production industrielle mondiale est inférieure au maximum qu'elle avait atteint en 2007.

Cette forte demande en matières premières a favorisé la spéculation, tirant les prix vers le haut. Les spéculateurs en matières premières, qu'il s'agisse de céréales, de métaux ou de ressources énergétiques, les achètent en grande quantité, souvent à terme, c'est-à-dire avec un paiement différé, par exemple de 3 mois, et, sachant que la demande est forte, provoquant une pénurie passagère, attendent que les prix montent avant de revendre avec un substantiel bénéfice. C'est ainsi que le prix du pétrole a pu dépasser les 150 dollars le baril et que les céréales ont vu leur prix flamber en 2007-2008, aggravant la pénurie et la famine. Et ce racket est organisé en toute légalité avec la bénédiction des Etats qui sont là uniquement pour défendre les intérêts de la grande bourgeoisie.

La même spéculation s'est portée sur l'immobilier, mais aussi sur les titres en tout genre. On achète des titres – des obligations, des actions, etc., qui ne sont rien d'autre que des prêts avec intérêts – non pas tant pour ce que leur intérêt rapporte, mais simplement dans la perspective de voir monter leur prix et donc de les revendre plus cher. On emprunte même pour cela. Et la spéculation est d'autant plus frénétique, comme aujourd'hui, que l'argent n'est pas cher, c'est-à-dire que le loyer de l'argent, l'intérêt est faible.

La technique financière de la titrisation, qui consiste à mélanger des prêts de différentes qualités et de différentes natures, partant du principe qu'en combinant différents prêts l'on réduit le risque – les crédits qui font défaut sont compensés par les autres –, est utilisée aux Etats-Unis depuis le début des années 70. Et les produits dérivés, qui sont des sortes d'assurance contre le risque et qui ont permis aux banques de faire de substantiels profits, sont utilisés depuis le 17^e siècle sur les places financières de Londres, Amsterdam et Paris pour les céréales.

Mais à partir des années 90 et surtout durant le cycle 2000 – 2007, la spéculation va se distinguer par son ampleur, par le montant des volumes et par une créativité tout azimut dans le montage de titres en tout genre. Les banques qui produisaient les titres titrisés les cédaient à des sociétés ad hoc qui se chargeaient de les vendre, les sortant ainsi de leur bilan et transférant le risque à l'imbécile qui les achetait. Les produits dérivés, qui permettent un effet levier important – c'est-à-dire que par rapport à la mise le gain peut être très important, mais la perte tout autant – furent utilisés sur toute sorte de titres. L'avantage du produit dérivé, outre son effet de levier important, c'est qu'il n'est soumis à aucun contrôle et que la banque peut le sortir de son bilan, comme si de rien n'était. Aujourd'hui les produits dérivés détenus par la Deutsche Bank, Barclays, BNP Paribas et la Royal Bank of Scotland représenteraient plus de 20 fois leurs actifs et plus de 300 fois leurs fonds propres. Quand ces monstres vont s'effondrer, cela va faire mal !

Les financiers partent du principe qu'il est possible de calculer mathématiquement les risques des actifs sous-jacents et donc d'effectuer un pari raisonnable. Seulement quand la crise de surproduction arrive, les faillites d'entreprises s'enchaînent et avec elles les impayés, et alors finis les paris, c'est le bouillon !

C'est ce qui arriva fin 2007 et en 2008-2009 !

Au plus fort de l'euphorie l'encours des titres titrisés s'élevait aux Etats-Unis à 7242 milliard de dollars, soit la moitié du PIB américain, et le Dow Jones (le cours de la bourse de New-York) atteignait le 11 octobre 2007, le sommet vertigineux de 14198 points d'indice – 84 % d'augmentation par rapport à septembre 2002.

Mais ce qui devait arriver arriva : Lehman Brothers, la quatrième banque d'investissement américaine, réalise de substantiels profits dans l'immobilier, qui est en plein boom, avec des prêts hypothécaires titrisés. En 2006 son portefeuille de titres hypothécaires s'élève à 146 milliards de dollars, pour un chiffre d'affaire de 19,3 milliards et un résultat net de 4,2 milliards. Toute cette opération est faite avec un effet de levier de 31 ; c'est-à-dire que ces 146 milliards représentent 31 fois la valeur des fonds propres de la banque, tout le reste a dû être emprunté sur le marché bancaire pour être reprêté. Seulement dès le premier trimestre 2007, les premiers symptômes de la crise de surproduction se font sentir par des défauts de paiement des traites concernant les emprunts

immobiliers, contraignant la banque à emprunter pour faire face à ses pertes et à ses remboursements. La machine s'emballa, car le nombre de défauts augmente de façon exponentielle, d'autant plus que les prêts sont à taux d'intérêt variables. Le 17 mars 2008, après la quasi-faillite de Bear Stearns, second établissement financier dans les crédits hypothécaires, son titre en bourse dégringole de 48 %. L'agonie durera jusqu'au 13 septembre 2008, après que sa valeur boursière ait dégringolé de 93 % la contraignant à se déclarer en faillite.

Un second mastodonte, AIG, premier assureur mondial dont les actifs dépassaient 1000 milliards de dollars¹⁸, peu après la faillite de Lehman Brothers, a été sauvé de peu par l'État américain grâce à un apport de fonds publics de 182 milliards. Sans cette intervention, c'est tout le système financier international qui, par effet domino, risquait de s'effondrer.

Les titres boursiers s'effondrèrent et le Dow Jones touchera son niveau le plus bas le 9 mars 2009 avec un indice à 6457 points : une dégringolade de 54 % dépassant celle de 1931 (-52,6 %).

Que la valeur des titres monte ou dégringole, le pays n'est pas plus riche ou plus pauvre avant qu'après. Si un promoteur immobilier achète un immeuble dont la construction a coûté 1 million d'euro et, que par suite de la spéculation immobilière, son prix gonfle à 100 millions d'euro, le pays n'en est pas plus riche, la richesse produite n'a pas bougé d'un iota. Cependant, si ce même promoteur vend l'immeuble au prix de 100 millions, il empoche un substantiel bénéfice qui lui permet de s'accaparer pour 100 millions de richesses qui avaient été produites auparavant : on a simplement un transfert de plus-value qui était en possession de l'acheteur dans la poche du vendeur. Par contre si l'immeuble, à la suite d'une récession voit son prix s'effondrer tombant nettement en dessous du million, le promoteur perd sa mise de fond. Il en va de même pour tous les titres et leur valse de prix. Toute cette spéculation permet simplement à toute une couche de parasites de vivre dans le luxe aux frais de la princesse, en l'occurrence à ceux du Prolétariat. Mais il s'agit de plus-value qui était déjà produite dans le procès de production. A la bourse les bourgeois s'escroquent entre-eux, exactement comme dans une partie de cartes où l'on joue de l'argent. Par contre lorsque la spéculation porte sur les matières premières, comme les céréales, le pétrole, etc..., c'est toute la société qui est escroquée. Et cela peut aller jusqu'à affamer les plus pauvres.

A tous ces parasites nous réservons les travaux forcés.

Les banques centrales du monde entier et les Etats interviendront alors vigoureusement pour éviter un effondrement du système financier et une récession qui aurait été pire que celle de 1929-1931. Quand la crise frappe l'argent se fait rare et devient cher. C'est exactement ce qui s'est passé : les banques cessèrent de se prêter de l'argent ; or sans ces prêts quotidiens tout le système financier se trouve paralysé. A cela s'ajouta une fragmentation du marché mondial ; pour les banques européennes il devint de plus en plus difficile d'obtenir des dollars pour leurs investissements internationaux. En Europe même, le Nord ne voulut plus prêter au Sud. Alors qu'auparavant le marché européen tendait à s'unifier, chacun se replia sur son marché national.

Les Etats s'endettèrent pour sauver leurs banques au point qu'une partie d'entre-eux furent contraints à la faillite ou se retrouvèrent dans une situation de quasi faillite.

L'intervention énergique des banques centrales – La FED, the Bank of England, la BCE, la Banque of China – permit d'éviter l'effondrement du système financier, soit en rachetant pour des milliards de titres – des bons du trésor et des hypothèques – , soit en prêtant à des taux voisin de zéro des centaines de milliards aux banques, voire même pour les plus « malades » en les nationalisant comme au Royaume-Uni. Progressivement l'argent se remit à circuler et les Etats qui n'arrivaient plus à emprunter sur le marché à un taux raisonnable, purent le faire de nouveau auprès de leurs banques nationales qui s'étaient auparavant renflouées auprès de la banque centrale.

¹⁸ En comparaison, le PIB de l'Italie en 2007 était de 2203 milliards de dollars. Autrement dit AIG pesait presque la moitié du PIB italien.

Les banques centrale purent d'autant plus prêter de l'argent, ou acheter des titres, que les banques créditrices, qui refusaient de prêter à leur consœurs, versèrent leur surplus sur leur compte courant à la banque centrale. Des milliers de milliards affluèrent ainsi vers les banques centrales.

Le second effet, et non des moindres pour la bourgeoisie, la valeur des titres remonta : après avoir atteint son point le plus bas le 9 mars 2009, le Dow Jones remonta régulièrement pour dépasser son maximum d'octobre 2007, le 8 mars 2014 avec 14413 points d'indice. Aujourd'hui en juillet 2017 il dépasse les 20.000 points ! La grande et la petite bourgeoisie ont eu chaud, elles ont vu leur ruine de près. Mais rien n'est perdu, ce sera pour la prochaine fois. Tout de même au passage certains ont perdu leur épargne, ce qui n'est pas un mal.

En Chine les banques, appliquant les ordres de la banque centrale, ouvrirent en grand le crédit. Cette action, couplée à d'importants travaux publics qui mobilisèrent des centaines de milliards de dollars, permit d'éviter une franche récession. L'effet secondaire fut une importante spéculation grâce à l'argent facile et une forte inflation.

L'argent est abondant et pas cher, comme disent les économistes bourgeois. Évidemment on ne le distribue pas dans la rue au premier quidam venu ! Mais les Etats peuvent emprunter à peu de frais, d'autant plus qu'il se sont tous lourdement endettés durant la crise. Les grandes entreprises des pays impérialistes, qui ont refait leur trésorerie à la suite des restructurations, empruntent à bon marché, pas tant pour investir, car elles n'ont pas beaucoup de perspectives de reprise, que pour conserver leur trésorerie.

Les Etats et les grandes entreprises des pays en développement, qui à la différence des vieux pays impérialistes, ne connaissaient pas de récession, purent emprunter à bon marché. Car les capitaux nord-américains, européens et japonais qui ne trouvèrent pas à s'employer dans leur continents respectifs s'expatrièrent vers ces pays où le capital continuait à s'accumuler à un rythme soutenu ou du moins honorable. La fête pour ces pays prit fin en 2014, lorsque la FED mit fin à son troisième et dernier quantitative easing. Les taux d'intérêt se mirent à remonter, accélérant la venue de la récession qui commençait à se faire jour dans nombre de ces pays ; Brésil, Afrique du Sud, etc.

Alors où en est-on après presque 10 ans de récession ? L'endettement des Etats atteint des sommets comme jamais vu, et à part l'État allemand qui a légèrement réduit son endettement, tous continuent à s'endetter. En moyenne leur endettement, exprimé en pourcentage du PIB de leur pays respectif, est le double de celui des États-Unis à la veille de la grande dépression de 1929 et même le quadruple en ce qui concerne le Japon. L'endettement public des Etats-Unis à la veille de la grande dépression frisait les 54 % du PIB.

En ce qui concerne l'endettement, tant public que privé, il faut savoir que suivant les sources, cela varie du simple au double. Par exemple la Banque de France ne tient compte que des emprunts effectués auprès des banques, alors que beaucoup d'emprunts se font aussi auprès d'organismes institutionnels comme les assurances, les fonds d'investissement, les fonds de pension, etc. L'OCDE tient compte de tous les emprunts, mais elle ajoute aussi les charges incompressibles qui ne font pas partie à proprement parler des dettes. Finalement il semble que ce soit la Banque des règlements internationaux (BRI) qui soit la plus proche de la réalité. Aussi nous nous référerons à ses données.

ENDETTEMENT PUBLIC EN POURCENTAGE DU PIB (source BRI)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Japon	145,3	149,8	168,5	175,8	189,7	196,6	202,9	210,6	207,9	212,9
Italie	105,3	107,9	120,7	119,5	112,3	130,7	138,6	150,9	152,9	151,3
Belgique	89,9	97,7	105,5	104,0	106,6	116,4	114,8	126,1	123,1	124,2
Royaume-Uni	44,6	54,8	68,5	81,9	95,8	98,2	94,5	105,6	104,9	116,6
Espagne	36,5	41,5	55,2	59,5	69,4	86,2	99,9	112,9	111,6	112,2
France	65,8	71,8	83,2	86,8	90,7	99,8	99,7	108,7	109,0	111,0
Etats-Unis	60,7	71,6	81,5	91,1	99,7	102,5	99,0	101,3	100,1	100,8
Allemagne	63,9	68,0	75,3	84,5	84,3	86,8	81,8	82,2	78,0	75,3
Chine										

Pour ce qui est du secteur privé, après avoir atteint un maximum en 2009, on constate un léger désendettement, tant des familles que des entreprises non financières. Sauf pour la Belgique et la France où l'endettement privé continue à croître. L'endettement des familles en France s'explique par l'acquisition du logement grâce au crédit dont les taux sont très bas. En 2016 les banques prêtaient en moyenne au taux 1,50 % sur vingt ans. Les familles les plus endettées sont les foyers anglo-saxons : 87,6 % pour le Royaume-Uni et 79,5 % pour les Etats-Unis en 2016, contre un endettement qui varie de 62 à 41 % pour les autres pays. A noter l'endettement des familles chinoises qui est de 44 % du PIB.

Pour ce qui est des entreprises non financières, il est de 166 % en Chine, le niveau le plus haut. Suivi par la Belgique avec 163,2 %, puis par la France, 128,5 % et l'Espagne 101,7 %. Le Japon a un taux d'endettement de ses entreprises non financières intermédiaire avec 95,5 %. Les autres se situant en-dessous de 80 % du PIB. Ce qui est tout de même considérable. Le moins endetté, pour ne pas nous étonner est l'Allemagne, avec 53,2 %.

ENDETTEMENT DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES EN % DU PIB (source BRI)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Chine	96,8	96,3	119,9	120,7	119,9	130,6	140,7	149,9	162,7	166,3
Belgique	122,6	141,0	148,1	135,7	143,0	147,8	149,0	150,5	154,8	163,2
France	103,9	108,9	112,6	111,8	116,8	120,6	118,8	125,8	126,6	128,5
Espagne	124,4	127,5	130,3	132,2	132,3	126,0	120,0	112,6	106,7	101,7
Japon	98,3	103,5	106,7	101,5	101,8	99,8	98,5	97,4	94,4	95,5
Royaume-Uni	83,3	93,9	91,9	86,9	85,5	87,6	82,1	76,3	73,4	76,2
Italie	75,7	78,4	81,1	81,3	79,3	83,4	81,4	80,4	77,6	75,9
Etats-Unis	69,8	72,6	70,4	66,8	66,1	66,7	67,4	68,7	70,7	72,5
Allemagne	55,9	57,0	58,3	55,3	52,6	53,0	54,9	52,6	52,6	53,2

ENDETTEMENT DES MÉNAGES EN % DU PIB (source BRI)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Royaume-Uni	93,2	94,4	97,0	93,9	91,3	90,1	87,7	85,9	86,3	87,6
Etats-Unis	97,7	95,4	95,7	90,6	86,2	83,2	81,4	80,2	79,2	79,5
Espagne	81,1	81,9	84,0	83,5	81,8	80,6	77,1	72,7	67,8	64,4
Japon	62,9	62,9	65,4	62,5	63,5	62,9	62,8	62,3	61,8	62,5
Belgique	45,7	48,3	50,5	51,5	53,7	54,7	55,8	57,8	58,8	59,4
France	46,5	48,6	52,5	53,7	54,8	55,2	55,6	56,0	56,6	57,4
Allemagne	61,1	59,5	61,8	59,2	57,0	56,3	55,3	54,2	53,6	53,4
Chine	18,8	17,9	23,5	27,2	27,7	29,7	33,1	35,7	38,8	44,4
Italie	38,2	39,1	42,5	43,7	43,8	44,0	43,5	42,7	42,1	41,4

ENDETTEMENT DU SECTEUR PRIVÉ NON FINANCIER EN % DU PIB (source BRI)										
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Belgique	168,3	189,3	198,7	187,2	196,6	202,5	204,8	208,2	213,6	222,6
Chine	115,6	114,2	143,3	147,9	147,6	160,3	173,8	185,6	201,6	210,6
France	150,4	157,5	165,2	165,5	171,6	175,9	174,4	181,8	183,3	185,9
Espagne	205,5	209,3	214,3	215,7	214,0	206,6	197,1	185,4	174,5	166,1
Royaume-Uni	176,4	188,4	188,9	180,8	176,8	177,7	169,8	162,2	159,6	163,8
Japon	161,2	166,3	172,1	164,0	165,3	162,8	161,3	159,7	156,2	158,0
Etats-Unis	167,5	167,9	166,1	157,5	152,3	149,9	148,9	148,9	149,9	152,0
Italie	113,8	117,6	123,6	125,0	123,1	127,3	124,9	123,1	119,7	117,3
Allemagne	117,0	116,5	120,1	114,5	109,6	109,3	110,1	106,7	106,2	106,6

La contre-partie de cet endettement est la masse de titres qui se trouvent dans les bilans bancaires et dans ceux des organismes institutionnels. Pour ce qui est des banques, le taux de prêts non performants – c'est-à-dire ceux pour lesquels aucun paiement n'aurait été effectué depuis plus de 3 mois – en Europe s'élèverait à plus de 1000 milliards d'euros, dont rien que 349 milliards, ou à peu près, en Italie. Pour ce qui est des autres organismes c'est la boîte noire on n'en sait rien.

Or le shadow banking a pris une importance croissante durant ces dernières décennies et ce d'autant plus que les banques sont devenues frileuses à prêter. On estimait le poids du shadow banking fin 2015 à 92.000 milliards de dollars, soit environ 122 % du PIB mondial, dont 30.000 milliards pour l'Europe et 26.000 pour les Etats-Unis. Pour la Chine on l'évalue à 8000 milliards, valeur sûrement en dessous de la réalité, quand l'on connaît les traditions chinoises dans ce domaine. Ces chiffres sont une simple indication, car une bonne partie de l'activité du shadow banking échappe à tout contrôle.

Que cache ce gros mot de « shadow banking », la « banque de l'ombre » ? Il s'agit de prêts, comme des crédits à la consommation, par exemple pour acheter une voiture, ou d'investissements sous forme de titres titrisés plus ou moins sophistiqués qui sont accordés ou vendus par des organismes institutionnels non bancaires, comme les compagnies d'assurance vie, les fonds de pensions, les fonds d'investissements, les hedge funds – fonds spéculatifs – et toutes sortes d'organismes de prêt à la consommation. Ce qui les distingue des banques, c'est que n'ayant pas de dépôts, comme les comptes bancaires, ils ne sont pas soumis aux mêmes réglementations que les banques, les contrôles et les contraintes juridiques sont beaucoup plus faibles, voire totalement absents en ce qui concerne les hedge funds, qui bien souvent ont leurs sièges dans les paradis fiscaux.

Le shadow banking est appelé à croître toujours plus, car les banques veulent continuer à prêter et même à spéculer, mais avec le moindre risque possible. Avant la grande récession de 2008-2009 elles sortaient déjà une bonne partie de leurs créances de leur bilan en les revendant à des sociétés ad hoc dont le but était de les revendre à des investisseurs. Cependant elles continuaient à spéculer pour leur compte propre et gardaient dans leur bilan les titres titrisés qui étaient considérés comme les meilleurs. Et ce d'autant plus, que ces titres transformés en produits dérivés, se trouvaient assurés par des sociétés spécialisées dans les produits dérivés comme la compagnie d'assurance AIG. Cette dernière se portait contrepartie pour des Credit Default Swap (CDS) d'un montant de 2700 milliards de dollars pour des banques réparties à travers le monde entier. Cependant quand la récession a frappé, elle fut submergée par l'avalanche de défauts et ne put y faire face. Ce qui contraignit le gouvernement des Etats-Unis à intervenir sous peine de provoquer un choc systémique. La chute du cours des actions qui s'ensuivit fit plonger de nombreuses banques dans le rouge.

Ça tombe bien, car la commission européenne, avec le soutien de tous les Etats européens, veut unifier tous ces marchés d'ici à 2019. A la différence des Etats-Unis qui constituent un marché unique, non seulement du point de vue géographique, mais aussi du point de vue financier, le marché européen est fragmenté. Fragmenté au niveau national, mais aussi entre marché bancaire et non

bancaire. Alors qu'aux Etats-Unis, les petites et moyennes entreprises, tout comme les grandes, ont accès à un marché unique qui leur permet d'émettre des obligations tout autant auprès des banques que des organismes non bancaires, cette faculté en Europe est réservée aux seules grandes entreprises. Les PME (petites et moyennes entreprises) et les ETI (entreprises à taille intermédiaires) dépendent du bon vouloir des banques pour leur emprunts.

L'achat massif des bons du trésor et des obligations des grandes entreprises par la BCE vise, en asséchant ces marchés et en portant les taux d'intérêt à des niveaux voisins de zéro, à pousser les investisseurs à investir dans des obligations et des titres plus risqués, comme les obligations des PME et des ETI, mais plus rémunérateurs.

Les épargnants jusqu'ici investissaient dans les titres sûrs, comme les bons du trésors ou les grandes entreprises d'État comme EDF. En France l'épargne des ménages se montait en 2016 à 4841 milliards d'euros, et chaque année se sont 70 à 80 milliards qui sont mis de côtés. En Europe environ 200 milliards au minimum seraient épargnés chaque année. Ce ne sont pas de petites sommes et les Etats européens voudraient en orienter une partie vers l'industrie et en particulier vers les PME et les ETI.

Il est ici intéressant de faire une petite analyse de classe. Les économistes parlent des ménages en général sans distinction de classe. Mais l'on sait qu'en France les 3/4 de l'épargne est détenue par 20 % des foyers fiscaux. C'est-à-dire que ces 20 % détiennent 3 631 Milliards sur les 4 841, ce qui fait par ménage, en sachant qu'il y a en France 37,4 millions de foyers fiscaux, 485 394 €. On a là affaire à la grande et moyenne bourgeoisie qui détient la plus grande partie de l'épargne et de la richesse en général et surtout la propriété des moyens de production. A l'autre bout, se trouvent les 20 % de ménages qui n'épargnent pas ou ont une épargne négative. Là se trouve le vrai prolétariat, qui côtoie aussi de pauvres diables, comme des paysans et des artisans ruinés ou retraités – nombre de paysans retraités survivent avec une retraite misérable – et le sous prolétariat. Restent 60 % des ménages qui peuvent épargner 5 à 10 % de leurs revenus et qui détiennent le 1/4 de l'épargne, soit 1210 milliards d'euros, ou 53 922 € en moyenne par foyer. On a là affaire à l'infâme marais des couches moyennes, sur lequel s'appuie la grande bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe. Mais heureusement la crise va se charger de les prolétarianiser en les libérant de leur épargne. Et l'on peut compter sur la bourgeoisie pour les sacrifier afin de sauver sa peau. Certains deviendront fous furieux et rejoindront les rangs du fascisme, mais une autre grande partie nous rejoindra pour renverser la bourgeoisie par la force des armes.

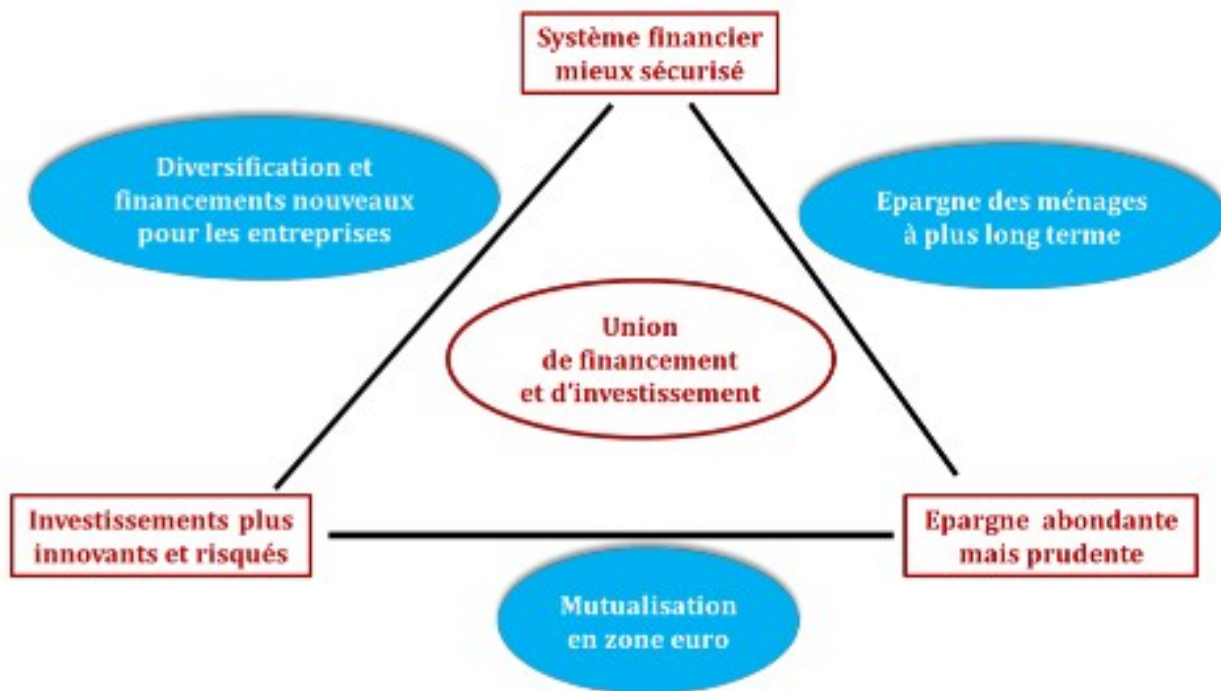
Pour inciter les épargnants à acheter ces titres, les différents Etats prévoient des incitations fiscales. Déjà en France le financement des entreprises par les assureurs – assurance vie qui représentent 39 % de l'épargne, dont 54 % est détenu par les banques qui offrent aussi des services d'assurance vie – représentait une masse de titres d'une valeur de 1349 milliards d'euros, dont 56 %, soit 756 milliards, ont été investis dans des entreprises françaises. Et rien qu'en 2016, 63 milliards d'euros ont été consacrés au financement des PME et ETI. Un engagement qui a triplé en 6 ans.

Donc les banques sont prêtes à participer à cette grande œuvre de création d'un marché unique de la finance en revendant les titres titrisés au shadow banking qui se chargera de les revendre à l'investisseur final. Les banques toucheront une commission au passage et comme elles continueront à gérer ces titres une fois vendus, elles feront payer des charges, le tout à moindre risque. Et la BCE pour les aider est prête à prendre comme collatérale, lorsqu'elle prêtera de l'argent, des titres titrisés.

Voici ce que l'on peut lire dans un article du « Monde diplomatique » intitulé « Finance, Bruxelles rallume la mèche, du 01/2016 : « Or ni les petites et moyennes entreprises (PME), qui composent l'essentiel du tissu productif, ni les projets d'infrastructures glouton en capitaux ne parviendraient à trouver des financements adéquats. En cause : des circuits traditionnels grippés. Les banques rechignent à prêter et les puissances publiques sont corsetées par les contraintes budgétaires. (...) Mais la proposition-phare de la Commission concerne le développement de la titrisation des prêts bancaires. Avec cette technique, les banques revendent leurs crédits sur les marchés de capitaux sous

forme de titres financiers, ce qui leur permet de se débarrasser de leurs risques tout en empochant les commissions perçues à l'occasion de l'octroi des prêts. Ce qu'elles firent avec allégresse au milieu des années 2000, en transférant aux investisseurs les emprunts immobiliers des ménages américains reconditionnés en actions. »

En dessous nous reportons l'histogramme qui représente le monde « équilibré » que projette la Commission européenne.



Evidemment l'on nous promet des titres titrisés de qualité, non pas des subprimes, la dessus on peut compter sur eux, comme pour le reste. Surtout lorsque l'on voit qui se trouve à la tête du Conseil européen. M. Jean-Claude Juncker, qui préside la commission, a été, de 1995 à 2013, chef du gouvernement de l'un des principaux paradis fiscaux européen.

Le problème de fond est qu'il ne suffit pas de mettre sur pied des organismes capables de financer les entreprises européennes. Pour que ces dernières investissent, il faut qu'elles aient des perspectives de vente et c'est là que le bas blesse. Il y a bien une reprise depuis la fin de 2014, mais elle reste très modérée. La seule chose qui va bon train, c'est la spéculation qui a dépassé en intensité et en volume celle de la fin des années 2000.

Il y a une banque italienne qui a bien compris la combine, il s'agit de Intesa Sanpaolo. Elle a dans son bilan de nombreux prêts non performants. Comment résoudre le problème ? En les transformant en fonds d'investissement : « En dix huit mois nous les (les NPL ou prêts non performants en français) avons pour notre part réduit de 7,5 milliards d'euros sans accuser de pertes. Mais pour y arriver il faut une véritable machine en interne comparable à un fonds de « private equity ». C'est ce que nous avons fait et d'ici deux ans nous espérons pouvoir revenir au niveau de NPL d'avant la crise. (...) C'est un modèle d'affaire soutenable qui se fonde sur la force de l'épargne des Italiens. Nous gérons actuellement 860 milliards d'euros, dont 320 milliards d'euros d'actifs, en hausse de 80 milliards d'euros ces trois dernières années. (...) Le premier axe consistera à approfondir notre empreinte dans la gestion de patrimoine. Nous avons déjà converti 80 milliards d'euros de simple épargne en actifs gérés, et le potentiel est de 200 milliards d'euros supplémentaires environ. ». Les Échos du 23/05/2017 ; article d'Olivier Tosseri.

Des banques sans scrupule il y en aura bien d'autres, surtout lorsqu'elles sentiront l'odeur de l'argent de la spéculation.

Notre tour d'horizon de la situation présente du capital financier ne serait pas complet si nous n'abordions pas la question brûlante du bilan des banques centrales. Pour rappel, le bilan d'une banque est constitué de deux colonnes, d'un côté le passif qui correspond aux dépôts et en face l'actif qui correspond aux prêts réalisés avec ces mêmes dépôts et qui rapportent des intérêts.

Les fonds propres d'une banque, qui font partie du passif, correspondent toujours à un faible pourcentage du bilan de la banque. Par exemple, les fonds propres de la Bank of America représentent environ 9,4 % de son bilan, ce qui est exceptionnellement élevé. Ceux de Commerz-Bank, 6,2%, ceux de la BNP Paribas 5,1% et ceux de la Deutsche Bank 3,8%, porté le 31 mars 2017 à 4,34% ! Pour financer leurs prêts les banques utilisent donc les dépôts de leurs clients et les complètent par des emprunts auprès d'autres banques. Les banques d'investissement, qui à la différence des banques génériques n'ont pas de dépôts de clients, doivent emprunter toutes les sommes qu'elles reprêtent, à des taux supérieurs, auprès des banques génériques.

Pour les banques centrales il en va de même, mais leurs clients ne sont plus les particuliers ou les entreprises, mais les banques du pays qui doivent déposer une certaine fraction de leurs dépôts à la banque centrale, sur un compte ouvert à leur nom. Fraction que la banque centrale fait augmenter ou diminuer pour réguler le système monétaire et le montant des prêts que les banques peuvent accorder, en fonction de la situation économique. Pour la BCE, ses clients sont les banques centrales de la zone euro qui déposent un certain pourcentage de leur avoir sur leur compte à la BCE.

Si l'on prend la FED, son bilan s'élève en 2017 à 4 471 milliards de dollars ; ce qui veut dire qu'elle a en dépôt 4 471 milliards de dollars, auxquels font face un même montant en créances. Ce même bilan s'élevait à 851 milliards en 2005. Le Quantitative easing, qui a permis aux différentes banques centrales de juguler la déflation et d'éviter l'écroulement du système financier, a gonflé dangereusement leur bilan. Ces dernières ont acheté et continuent d'acheter, en ce qui concerne la BCE et la Banque du Japon, à tour de bras des montagnes de bons du trésor et d'obligations – des titres hypothécaires pour la FED – avec de l'argent qu'elles ne possèdent pas, mais qui appartient aux banques déposantes. Si bien que si une partie importante de ces titres venait à faillir, le pompier se transformerait en pyromane provoquant la faillite des banques qui ont déposé leurs avoirs à la banque centrale. A moins de payer en monnaie de singe, provoquant ainsi une immense inflation qui conduirait de facto à une dévalorisation de tous les titres et donc de l'épargne, sauf pour les valeurs immobilières et l'or. Par exemple une inflation de 20 % réduit l'épargne mobilière d'un cinquième.

Nous reportons ci-dessous le bilan des principales banques centrales. On peut y voir que le bilan de la BCE a dépassé celui de la FED et de la Banque du Japon. La différence ne peut que s'accroître, la FED ayant cessé son quantitative easing le 29 octobre 2014 et la BCE continuant d'acheter pour 720 milliards d'euros de titres par an, contre 645 pour la Banque du Japon. La seule banque dont le bilan serait supérieur, d'après le journal économique les Échos, serait la Banque de Chine.

BILAN DES BANQUES CENTRALES (en milliards de dollars)		
FED	BCE	Banque du Japon
4 471	4 568	4 467

Cela fait presque 3 ans que la FED a cessé ses achats de titres, maintenant se pose pour elle le problème de la réduction de son bilan au niveau qu'elle avait avant la crise, à savoir environ 1000 milliards de dollars. Problème qui va se poser aussi pour les autres banques centrales, à condition que la crise du capital leur en laisse le temps. Réduction du bilan et remontée progressive des taux. Un casse tête pour la bourgeoisie !

Les titres que la FED a achetés arrivent régulièrement à échéance, c'est-à-dire qu'ils sont remboursés par l'emprunteur et ce dernier réémet le même montant de titres sur le marché, puisqu'il n'arrive pas à réduire sa montagne de dettes et qu'au contraire elle continue de s'accroître. Jusqu'ici la FED rachetait sur le marché le même montant de titres, mais à partir de la fin de l'année, elle va progressivement commencer à se désengager. Elle ne peut pas se désengager brutalement car cela provoquerait un choc systémique sur le système financier. Il faut aussi savoir que toute réduction du bilan va se traduire par une remontée des taux. Or une remontée des taux conduit à une dévalorisation des titres qui ont été achetés avec des taux bas, puisque leur rendement est inférieur à celui des nouvelles obligations émises. De plus la remontée des taux des bons du trésor à 10 ans entraîne mécaniquement une baisse de la valeur des actions. En 18 mois la FED a déjà relevé 3 fois son taux directeur qui est maintenant de 1,25 %. Cette action a fait remonter les taux des obligations d'État, et notamment le rendement des bons du trésor à 10 ans à 2,45 %. Or la plupart des économistes américains considèrent qu'un taux de 3 %, pour des bons du trésor à 10 ans, est une ligne jaune à ne pas franchir, car elle entraînerait une forte dévaluation des obligations, toujours en cours, qui ont été achetées à des taux nettement inférieurs, et risque de provoquer une vente massive d'actions pouvant conduire à un nouveau krach.

Comme on le voit la FED « marche sur des œufs ». Elle est donc contrainte d'agir par petites touches. Elle planifie un désengagement des bons du trésor en commençant par 6 milliards de dollars, qu'elle augmentera par palier de 6 milliards tous les 3 mois, jusqu'à atteindre un plafond de 30 milliards mensuels. Et pour les autres titres, elle commencera par 4 milliards, qu'elle augmentera aussi par palier jusqu'à 20 milliards, soit 50 milliards en tout par mois de titres à se défaire. Pour arriver au montant de 50 milliards il lui faudra une année pleine, à laquelle il faudra ajouter encore 5 ans pour que la FED retrouve son bilan d'avant crise.

On nous dira que rien ne presse, elle a tout son temps. Cependant la crise n'attend pas. On peut douter que la FED ait le temps d'assainir son bilan avant le retour de la récession. 6 ans c'est énorme. La durée des cycles varie de 7 à 11 ans. 2007 plus onze cela nous conduisit à 2018. Admettons que le cycle en cours dure un peu plus longtemps, disons 2 ans de plus, nous arrivons à 2020.

La crise sera de retour alors que la FED aura tout juste commencé à réduire son bilan. Et que dire de la BCE et de la Banque du Japon, elles n'auront même pas le temps de commencer.

CONCLUSION

On a vu que depuis fin 2014, il y a une reprise de la production industrielle des grands pays impérialistes. Toutefois cette reprise est plus que modérée, elle caracole avec des rythmes de croissance compris entre 1 et 2 % de l'an, pas vraiment de quoi pavoiser. Surtout si l'on regarde dans le détail : la croissance pour la France est même inférieure à 1% et pour le Japon elle est restée résolument négative. Et tous ces pays, à part l'Allemagne, la Belgique et les Etats-Unis, ont une production industrielle inférieure au maximum atteint en 2007 qui s'échelonne, suivant les pays, de -12 % à -25 % !

Les Etats-Unis se sont distingués par une reprise assez forte en 2010, avec un incrément de 6,1 %. Croissance cependant qui a constamment ralenti pour devenir négative en 2016. Cette croissance a permis aux Etats-Unis de dépasser le maximum atteint par la production industrielle en 2014. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que c'est le secteur énergétique qui a tiré la production industrielle, car le niveau de la production manufacturière est encore inférieur à celui atteint en 2007, et il faudrait encore 3 ans, au rythme de croissance actuel, pour le retrouver. Quant à la construction, son indice est inférieur de 56 % à celui atteint en 2004.

La Chine aussi profite de l'« embellie » actuelle : après un fort ralentissement de 2012 à 2015, elle connaît une certaine reprise, tout en sachant qu'il faut prendre avec des pincettes les chiffres officiels. Toutefois tous les signes d'une grave surproduction sont présents : fort ralentissement, avec

surproduction dans des secteurs clés comme l'acier, le ciment, la production d'énergie, etc. Et un fort endettement, tant public que privé, qui va croissant. C'est simple, la croissance industrielle en Chine ne s'est maintenue que grâce aux grands travaux publics, aux importants investissements dans l'armement qui requiert beaucoup d'acier et à un endettement galopant.

Exactement comme dans les autres grands pays industriels qui ne se sont maintenus qu'à coup de Quantitative Easing et grâce à un endettement public et privé considérable.

Tout est en place pour une formidable crise de surproduction. La situation actuelle est comparable à celle qui prévalait à la veille de 1929, mais en pire : L'endettement public et privé y est bien supérieur et les Etats et les Banque Centrales ont épuisé toutes leurs cartouches.

Dès que la crise de surproduction va éclater en Chine, coïncidant avec celle des Etats-Unis, d'Europe et des autres pays d'Asie – Japon, Corée, Inde, etc.. –, plus rien ne pourra l'arrêter : aucun barrage n'y résistera, toutes les digues tomberont ; les banques centrales seront submergées et nombres d'Etats seront contraints de se déclarer en faillite. Des banques systémiques comme la Deutsche Bank tomberont par dizaine.

La terre s'ouvrira sous les pieds de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie. L'ignoble marais des couches moyennes sera ruiné et avec lui une partie de la grande bourgeoisie. Prolétariat et bourgeoisie seront poussés à un affrontement sanglant, provoquant une déchirure irréversible et une polarisation de la société.

Alors la voix révolutionnaire du Prolétariat Communiste se fera de nouveau entendre avec une renaissance de l'Internationale Communiste et de l'Internationale syndicale rouge.

Lorsqu'après plusieurs années de crise de surproduction du capitalisme une reprise se fera jour, alors se posera l'alternative ou Révolution Communiste Mondiale, ou 3ème Guerre Impérialiste Mondiale !

LE COURS DU CAPITALISME MONDIAL – 9

(Gêne 25-25 mai 2019)

LES REBOUTEUX A L'ŒUVRE !

Depuis 1975, le grand cycle d'expansion d'après guerre du capitalisme mondial, surtout dans les grands centres impérialistes, a pris fin. Durant les 30 années qui courent de 1945 à 1975, le capitalisme mondial n'a pratiquement pas connu de crises de surproduction, tout du moins ces crises sont restées cantonnées aux pays qui n'ont pas subi les destructions massives de la seconde guerre mondiale, destruction qui a conduit à un rajeunissement de la composition organique du capital, c'est-à-dire à l'Angleterre et aux États-Unis. Pour les autres, les crises ne dépassaient pas le cadre régional, voire moins, et en tout cas aucune crise de surproduction ne pouvait alors devenir internationale. Mais depuis 1975, suivant un cycle de 7 à 10 ans, comme au temps de Marx, le capitalisme connaît, après une phase de croissance, une crise internationale de surproduction : le commerce international et national chutent brutalement, les faillites d'entreprises commerciales et industrielles explosent, le marché national et international se trouvent engorgés de marchandises qui trouvent difficilement acquéreur. Les faillites entraînent le chômage de masse et les restructurations. Les impayés s'accumulant, les banques elles-mêmes tombent en faillite et les cours des obligations et des actions chutent à leur tour, le capital entre dans une spirale déflationniste. La première partie de la crise peut rester silencieuse et couvrir jusqu'à ce qu'une crise boursière éclate ou que de grands établissements financiers tombent en faillite. Ou la crise peut avoir pour point de départ une flambée subite de matière première suite à une forte demande et à la spéculation qui fait monter les cours, révélant une crise de surproduction latente.

Parallèlement aux restructurations d'entreprises et au chômage de masse qui s'ensuivaient, les différents Etats impérialistes ont répondu d'abord par les mesures keynésiennes de soutien aux entreprises en difficulté et par de grands travaux publics pour relancer l'activité économique. Dans le même temps, ils organisaient un chômage structurel et la désindexation des salaires, ainsi que le recours massif à la main-d'œuvre étrangère, le tout pour faire baisser les salaires et remonter le taux de profit. Puis comme ces mesures se montraient impuissantes à endiguer les crises et à remonter le taux de profit qui aurait permis de retrouver une croissance soutenue, comme durant les « trente glorieuses¹⁹ », ils sont passés au néo-libéralisme et à la « mondialisation », c'est-à-dire au démantèlement du well fare state, à la privatisation des services publics et à la déréglementation tout azimut, dont l'un des buts était de permettre une meilleure circulation des capitaux. D'autant plus, que la bourgeoisie des Etats impérialistes, comprenant qu'elle avait à sa disposition, outre son propre prolétariat indigène, dans les pays en développement un prolétariat bon marché et sans protection sociale qui ne demandait qu'à travailler, en bonne esclavagiste, elle se mit à investir là où le taux de profit était prometteur.

Le résultat fut une spéculation frénétique, une fuite dans l'endettement et une organisation systématique de la sous-traitance en délocalisant les entreprises pas assez rentables et qui requéraient une main-d'œuvre abondante. L'Allemagne profita de la main-d'œuvre qualifiée et bon marché des

19 N'oublions que ces soit disant « trente glorieuses » reposaient sur le massacre de la deuxième guerre mondiale qui a fait au minimum 50 millions de morts.

pays limitrophes, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, etc., d'autant plus que le coût du transport routier est bas - les dépenses d'entretien du réseau routier étant à la charge du contribuable - et que ces pays sont situés à sa frontière immédiate. Le capitalisme allemand se réservant le montage final. Voilà, avec la « réforme » Schröder, la base de la prospérité relative du capitalisme allemand de ces dernières années. Le capitalisme français a fait la même chose avec l'Espagne, l'Afrique du Nord et la Turquie. Il alla même plus loin en délocalisant des industries entières : par exemple la France aujourd'hui produit plus de voitures à l'extérieur de ses frontières que sur son territoire. Si bien que sa balance commerciale est devenue chroniquement et structurellement déficitaire depuis les années 2000. En 2018 les grandes entreprises françaises ont fortement augmenté leurs investissements, mais les 3/4 de ces investissements étaient destinés à l'étranger. Les États-Unis font la même chose avec la Chine et le Mexique. De même le Japon sous-traite toute une partie de sa production en Chine, et dans d'autres pays du Sud-Est asiatique.

Ce qui fait qu'aujourd'hui la fabrication d'un même produit exige de nombreux allers-retours entre différents pays, ce qui se traduit par une augmentation artificielle des échanges. Selon l'OMC la part de ces échanges représentait 40 % du commerce mondial en 2008.

Ces mesures ont permis au capitalisme mondial de remonter en partie le taux de profit et de gagner du temps. Mais surtout, comme on l'a démontré dans un précédent article, c'est le développement du capitalisme dans le Sud-Est asiatique, et principalement en Chine, qui a permis de remonter le taux de profit moyen à l'échelle mondiale et de gagner une trentaine d'années de survie pour le capitalisme.

Cependant ces mesures n'ont pas permis d'éviter les crises de surproduction. Depuis 1973, cinq grandes récessions mondiales se sont succédées, la pire étant celle de 2008-2009. De cycle en cycle, la situation s'aggrave : la croissance industrielle, et donc la création de richesse ralentit toujours plus, l'endettement public et privé – des entreprises industrielles, commerciales et financières et des familles – devient toujours plus vertigineux. D'après Standard & Poor's, le poids de la dette mondiale aurait augmenté de 50% depuis la crise financière, pour atteindre en 2017, selon le FMI, 184.000 milliards de dollars, soit 225 % du PIB mondial²⁰ ! La dette du secteur privé représentant les 2/3 de la dette mondiale. Les grands pays industrialisés viennent largement en tête des pays endettés : les États-Unis, la Chine et le Japon, toujours d'après le FMI, représentent à eux trois plus de la moitié de l'endettement mondial, dépassant ainsi leur part dans la production mondiale. La Chine à elle seule représente les 3/4 de l'augmentation de la dette privée depuis 2007. Le tableau ci-dessous montre le poids absolu et relatif de la dette des grands pays impérialistes.

20 Selon les institutions et leur mode de calcul, le taux d'endettement des différents pays et l'endettement globale à l'échelle mondiale qui en résulte varie sensiblement. Ainsi d'après l'IIF – Institute of International finance –, qui représentent plus de 500 institutions bancaires et financières à travers le monde, la dette mondiale s'élevait en 2017 à 237 milles milliards de dollars, soit 317,8 % du PIB mondial. Le FMI ne s'explique pas sur la divergence de ses calculs avec ceux de l'IIF.

RATIO DETTE BRUTE TOTALE SUR PIB			
Année 2017, valeur en milliards de dollars (source FMI)			
	Dette	PIB	Ratio
Japon	19 248	4 873	395%
France	7 479	2 588	289%
Royaume-Unie	6 753	2 628	257%
USA	49 881	19 485	256%
Chine	30 518	12 015	254%
Italie	4 769	1 939	246%
Allemagne	6 328	3 701	171%
Brésil	3 144	2 055	153%
Inde	3 278	2 602	126%
Russie	1 325	1 578	84%

Dans le même temps, la paupérisation et la précarité de la population ne font que s'accroître, tandis que la spéculation, tant immobilière que mobilière, devient faramineuse.

CYCLES D'ACCUMULATION DU CAPITAL						
incrément de la production industrielle						
	1950 – 1973	1973-1979	1979-1989	1989-2000	2000-2007	2007 – 2015
ANGLETERRE	3,0%	1,2%	1,0%	1,1%	-0,5%	-1,0%
ÉTATS-UNIS	4,2%	2,7%	2,0%	3,8%	1,2%	0,3%
FRANCE	5,9%	1,6%	1,2%	1,5%	0,4%	-1,6%
ALLEMAGNE	7,2%	1,8%	1,9%	0,9%	2,5%	0,2%
ITALIE	7,3%	2,7%	1,5%	1,3%	0,2%	-3,1%
RUSSIE	10,6%	5,6%	3,6%	-8,6%	-1,2%	-0,8%
JAPON	13,5%	2,2%	4,0%	-0,1%	1,3%	-1,9%
CHINE	12,7%	8,3%	10,5%	12,5%	11,8%	8,9%
CORÉE DU SUD	17,6%		9,4%		7,5%	3,3%

Dans le tableau ci-dessus l'on voit très bien le ralentissement de la croissance industrielle ; elle est elle-même le reflet de la chute du taux de profit qui est inévitable : plus la productivité du travail augmente et plus la productivité du capital décroît et plus l'accumulation du capital ralentit, ce qui entraîne un ralentissement de la croissance industrielle.

Et toutes les mesures que la bourgeoisie mondiale a prises pour élever le taux de profit en précarisant toujours plus les travailleurs, en augmentant leur paupérisation, en un mot en aggravant l'exploitation du prolétariat afin d'augmenter le taux de plus-value, n'aboutissent à rien. Le résultat est une faillite de la politique économique néo-libérale ; tout ce que la bourgeoisie arrive à faire, c'est accroître la misère et gagner du temps. Car les contradictions internes à ce mode de production, mesquin et sordide, qui est fondé sur l'exploitation du travail salarié, ne font que s'accumuler et s'aggraver, préparant une crise de surproduction historique d'une échelle qui sera bien supérieure à celle de 1929.

Le mode de production capitaliste pour réaliser l'accumulation du capital est contraint de révolutionner constamment la base productive sur laquelle il s'est développé. Et il ne peut le faire qu'en socialisant toujours plus les forces productives ; c'est-à-dire développer sur une échelle toujours plus large la base économique de la société communiste. C'est d'ailleurs son grand rôle historique : il l'a fait en substituant au petit producteur dispersé, qui travaillait pour son propre compte, la grande production industrielle centralisée, qui requiert pour son fonctionnement toute une organisation sociale et les dernières connaissances scientifiques et techniques appliquées à la production. L'armée d'hommes requis pour mettre en mouvement tout cet appareil productif travaille de façon coordonnée et centralisée et ils ne possèdent ni la propriété des moyens de production, ni celle du produit du travail. Mais l'appropriation reste privée. Or le caractère social des forces productives et l'appropriation privée, dont le fondement est l'exploitation du travail salarié pour produire de la plus-value, source de l'accumulation du capital, sont antagoniques. Cet antagonisme se traduit par un déséquilibre constant entre production et consommation, d'abord entre la section I du capital, qui produit les moyens de production, et la section II, qui produit les moyens de consommation, puis entre cette dernière et le marché du consommateur final. Il ne peut donc pas y avoir équilibre entre production et marché ; au contraire ce déséquilibre ne fait que s'aggraver au cours du cycle pour finir par déboucher sur une crise générale de surproduction. Ce qui oblige le capitalisme à trouver de nouveaux marchés pour écouler ses marchandises et à essayer de dépasser les limites du marché par le crédit, qui ne fait que reporter l'échéance du paiement. Cette contradiction fondamentale se trouve aggravée par la baisse tendancielle du taux de profit : la source du profit est le travail non payé, c'est-à-dire la part du travail qui vient en excédent du salaire. Or plus la productivité du travail augmente et plus la quantité de travail incorporé dans le produit final diminue, car il faut de moins en moins de travail pour produire un même objet. Une même quantité de travail transforme une masse toujours plus gigantesque de capital constant, ce qui fait que pour obtenir un même profit, il faut avancer une masse toujours plus gigantesque de capitaux. Cette baisse tendancielle du taux de profit est compensée en partie, mais en partie seulement, par la baisse relative du salaire ; car plus la productivité du travail augmente, plus la valeur des produits qui entre dans la consommation des travailleurs diminue et plus le salaire diminue. Phénomène qui est masqué par l'inflation. Il reste que l'accumulation du capital dans le secteur des moyens de production croît plus rapidement que dans le secteur des moyens de consommation, c'est pourquoi cette compensation n'est que partielle.

On comprend donc aisément qu'aucune politique économique bourgeoise ne peut apporter de solution à la crise du capitalisme. Et ce ne sont pas les différents courants souverainistes, qu'ils soient de droite, d'extrême droite, ou de gauche, qui proposent un recentrage sur la nation et un retour de l'étatisme qui peut apporter une quelconque solution. D'autant plus que leur programme économique, lorsqu'ils en ont un, est un mélange inconsistant de keynésianisme et de néolibéralisme. Ils ne peuvent répondre ni au problème de la baisse tendancielle du taux de profit qui engendre un ralentissement général de l'accumulation du capital, ni au déséquilibre entre production et marché qui conduit périodiquement à des crises de surproduction.

Trump dans son bras de fer avec la Chine, pour rééquilibrer les échanges commerciaux entre les deux nations, ne doit pas seulement se battre contre le gouvernement chinois, mais aussi et surtout contre ses propres industriels et financiers qui préfèrent investir en Chine ou au Mexique, seule solution qu'ils ont trouvée face à la baisse tendancielle du taux de profit.

A la suite de la récession de 2008-2009, les critiques contre la Chine qui use et abuse de la sous-évaluation de sa monnaie et des subventions à l'export de son industrie, se sont faites plus pressentes et plus virulentes aux Etats-Unis. En 2011 le sénateur de New-York, Charles Shummer déposa une proposition de loi ayant pour objet de créer des taxes supplémentaires sur les biens importés de pays dont la devise est sous-évaluée. Voici comment il justifia sa proposition de loi devant le sénat : « Nous sommes dans une guerre commerciale et on se fait nettoyer tous les jours, et on perd des jobs tous les jours à cause des pratiques inéquitables de la Chine ». Voilà qui a le mérite d'être clair. Mais contrairement à ce que croit cet illustre sénateur, le commerce équitable n'existe pas : c'est la loi de celui qui est plus fort économiquement qui prévaut. Ce qui fait que le commerce international ne peut conduire qu'à la guerre commerciale, puis à la guerre tout court, comme en 1914, puis en 1939 !

Barack Obama, pressé par la situation économique préoccupante des Etats-Unis, à son tour, lors d'une conférence de presse, mit en garde la Chine : « La Chine a été très agressive en jouant les échanges commerciaux à son avantage et au détriment d'autres pays, particulièrement les Etats-Unis. »

La Chine ne manqua pas, évidemment, de riposter violemment. Ces deux citations montrent que la préoccupation des Etats-Unis, vis-à-vis des excédents commerciaux de la Chine n'est pas nouvelle. Elle n'est pas sans nous rappeler la même préoccupation vis-à-vis du Japon au temps de Lyndon B Johnson.

Nous avons rapporté ces deux citations, non pas temps pour souligner que la critique de Trump, vis-à-vis de la Chine et de ses excédents commerciaux n'est pas nouvelle, que pour introduire la citation fort intéressante qui vient.

A la suite de la critique de Barack Obama, le journal « Les Echos » du 10 octobre 2011 - journal néolibéral - interviewa Karl de Gucht, commissaire européen au commerce.

A la question du journaliste : « Partagez-vous la critique de Barak Obama, qui accuse la Chine de « fausser » les échanges en intervenant sur le yuan ? », le commissaire répondit : « (...) Ce n'est pas en imposant de telles mesures qu'on relancera le monde, même si je pense que le projet n'ira pas à son terme. Par ailleurs, concernant l'Europe, il faut regarder tous les aspects du problème. Deux tiers de ce que nous importons de Chine est réexporté. Donc si le yuan monte, nos importations deviendront plus onéreuses. Et deux tiers de ces deux tiers sont produits en Chine par nos entreprises. »

Et oui, les monopoles européens et nord-américains préfèrent produire toute une partie des composants qui entrent dans le produit final en Chine, plutôt que sur le sol de la mère patrie, car le taux de profit y est nettement plus élevé. Mais ceci, notre commissaire au commerce se garde bien de nous le dire. Ce qui fait que Trump, dans son bras de fer avec la Chine, a déjà perdu le combat. Tout ce qu'il peut faire, c'est pousser les grandes entreprises américaines à délocaliser de Chine pour s'implanter dans d'autres pays « amis²¹ », comme le Vietnam, l'Inde et le Mexique. Ce faisant il ne résoudra pas son problème de déficit commercial, mais il affaiblira un concurrent qui se prépare à prendre la place des Etats-Unis à la tête du monde. Toutefois, à la différence de l'industrie textile, qui demande beaucoup de mains d'œuvre et peu de capitaux, on ne délocalise pas des industries qui ont requis des milliards de dollars d'investissement et des années de développement en un tour de main, il faut une longue préparation.

Autre exemple de l'impuissance du courant souverainiste, si l'on prend le gouvernement de la coalition italienne : il est à la recherche de quelque milliards pour financer son programme de

21 Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts, c'est pourquoi nous mettons le mot entre guillemet. La bourgeoisie, dans ses relations d'État à État, use et abuse du slogan, « amitié entre les peuples », qui sert à maquiller ses relations d'intérêts entre Etats. Lorsque ses intérêts l'exigent, les Etats n'hésitent pas à opérer un virage à 180° et à jeter aux orties la fameuse amitié entre les peuples. C'est ce qu'a fait, par exemple, l'État français lors du démembrement de la Yougoslavie, où il n'a pas hésité à laisser tomber les Serbe et une « amitié » séculaire, pour soutenir la politique impérialiste de démembrement menée par les Etats-Unis et l'Allemagne. D'ailleurs le plus souvent les Etats ont plusieurs fers au feu et même une diplomatie duplicitaire. Seule les petits bourgeois peuvent croire qu'il pourrait en être autrement.

« relance économique ». Ce qui le conduit à aggraver le déficit et à augmenter la dette déjà colossale de l'État italien – au bas mot, 132% du PIB – et à s'attirer les foudres de Bruxelles. S'il le voulait, il pourrait facilement trouver ces quelques milliards : il suffit de contraindre la bourgeoisie italienne à payer ses impôts ; mais pour ça il faut user du bâton, or il en est totalement incapable. D'autant plus, qu'à l'instar des néolibéraux, et tout comme Trump, il veut diminuer les impôts pour la bourgeoisie.

Ces guignols auraient la prétention de résoudre la crise du capitalisme ? Il y a de quoi rire. Non seulement ils ne comprennent pas l'origine de la crise du capitalisme, mais cela leur passe totalement par dessus la tête.

La seule solution que la bourgeoisie ait trouvé historiquement est d'entraîner le prolétariat et l'humanité dans un conflit mondial. Par deux fois elle y a réussi, et dans un avenir assez proche elle nous présentera de nouveau cette solution en hissant l'étendard de la défense des libertés pour les uns et de la lutte contre l'impérialisme américain ou occidental pour les autres.

Ce massacre immonde et réactionnaire, en rajeunissant la composition organique du capital, par deux fois, a permis de reporter l'échéance révolutionnaire et de recommencer un nouveau cycle d'accumulation.

La crise du capitalisme pose la nécessité du passage à la société communiste. Ce qui ne peut se résoudre que par le renversement politique de la bourgeoisie, qu'elle soit industrielle, financière ou terrienne, par son expropriation et le passage à une gestion communiste de la production et de la distribution.

Ceci implique l'abolition du capital et du salariat et donc la fin de toute production marchande et de tout échange. A la comptabilité mercantile, nous, communistes, substituerons une comptabilité physique et centralisée. Nous développerons plus loin notre programme.

OÙ EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

Bien travaillé la vieille taupe !

On arrive en fin de course, là où le drame va se dénouer en se transformant en tragédie. 2008-2009 a été, et de loin, la plus grave récession d'après-guerre. Sans l'intervention des États et des banques centrales elle aurait pu devenir un nouveau 1929. L'intervention énergique des États et des Banques Centrales a permis de sauver le système financier en rétablissant la circulation inter-bancaire et d'éviter l'effondrement des cours, c'est-à-dire la déflation ; la grande peur de la bourgeoisie. Cependant cela a entraîné un endettement colossal des États : l'endettement de l'État français sous Sarkozy est passé de 64,3 % du PIB en 2007 à 89,5 % en 2012 et aujourd'hui il avoisine les 100 % du PIB. La dette des États irlandais et espagnol qui n'était que de 30 % du PIB avant la crise, atteint en 2018 pour le premier 64,8% et pour le second 97,1%. Et que dire de la dette de l'État italien qui dépasse les 132 % ! Sans parler de tous les autres, le Japon par exemple, qui bat tous les records avec une dette publique supérieure à 240 % du PIB.

Quant aux banques centrales, elles ont vu leur bilan se gonfler démesurément de plusieurs milliers de milliards de dollars, qui correspondent à autant de créances, par suite de leurs achats massifs de bons du trésor et d'obligations d'entreprises, sans oublier les prêts de plusieurs centaines de milliards aux banques. Que par suite de la crise de surproduction de grandes banques tombent en faillite ou que des États, comme l'État italien, deviennent insolubles, et c'est le cœur du système financier qui se trouve touché : des centaines de milliards de dollars de prêts et d'obligations ne pourraient plus être remboursés. Or ces prêts et ces achats réalisés par les banques centrales sont effectués, non avec de l'argent qui leur appartient en propre, mais avec les dépôts des banques auprès de la banque centrale. Si bien que si la banque centrale se retrouve avec des titres qui ne peuvent plus être remboursés, c'est tout le système bancaire qui est atteint : le pompier se transforme alors en pyromane !

Déjà l'intervention des banques centrales, d'abord salvatrice, se transforme dialectiquement en son contraire : le maintien de taux d'intérêt très bas pousse de nombreux organismes financiers à faire des placements de plus en plus risqués afin d'obtenir de meilleurs rendements. Dans le même temps, ces mêmes taux bas poussent les entreprises, les particuliers et les Etats à s'endetter toujours plus. Ce qui, lors de la prochaine récession, entraînera une explosion des impayés et une multiplication des faillites. Alors de nombreux « barrages » céderont et les banques centrales elle-mêmes seront touchées.

Dans cette course à l'endettement pour sauver le mode de production capitaliste et continuer l'accumulation forcenée du capital, la Chine vient en tête en représentant 40% de la hausse de la dette mondiale depuis 2007 et les 3/4 de la hausse de la dette privée mondiale, d'après le FMI.

Voici brossé rapidement le tableau de la situation financière.

Qu'en est-il de la production industrielle ? Là où se joue le sort de l'accumulation du capital. Car contrairement à ce que croient nos bourgeois et leurs économistes en tête, qui renversent la réalité, ce n'est pas le marché qui détermine l'accumulation du capital, mais la production, grâce à la plus-value, cette partie du travail qui excède le salaire et qui est la source de l'accumulation du capital. La spéculation, en faisant monter le prix des matières premières et des titres, ou des biens immobiliers, ne crée aucune valeur, aucune richesse, elle permet de faire passer d'une poche à l'autre de la plus-value extorquée au prolétariat.

Que la valeur des actions ou des biens immobiliers monte, ou que par suite d'un krach boursier leur valeur s'effondre, la société ne se retrouve pas plus riche, ni plus pauvre d'un liard ; par contre les détenteurs de ces titres et biens perdent leur faculté d'empocher la plus-value produite par le prolétariat. Notre action de ce point de vue sera radicale ; nous expropriérons toute cette bande de parasites.

La montagne russe

7 ans après la récession des années 2001-2003, comme une mécanique d'horloge, la crise de surproduction a fait son retour, avec une force dépassant et de loin celle de 1975-1976. Elle était annoncée par la décroissance continue, de cycle en cycle, des incréments de l'accumulation du capital.

Jugez par vous mêmes de sa force ; chute de la production : Etats-Unis -14,5% pour l'ensemble de l'industrie et -17,9% pour la seule production manufacturière, Japon -23,3% et -24,5%, Allemagne -17,4% et -17,2% - la production minière n'a pratiquement plus de poids dans l'ensemble de la production industrielle allemande -, France -14,8% et -16,7%, Royaume-Uni -13,5% et -11,9% - la différence des deux incréments indique une importante chute de la production pétrolière, ce qui correspond à la forte baisse de la demande -, Italie -21,9% et -22% - l'Italie n'a pratiquement plus de ressource minière.

Si l'on se réfère à la chute des exportations mondiales, l'on a -22,3% en valeur et -19% en volume. La chute en volume est un peu plus faible, car pour vendre, les prix ont été bradés. Avec la crise de 2008-2009 on a eu une déflation des prix. Nous rapportons ci-dessous un tableau plus complet sur cette crise.

RÉCESSION 2008-2009		
Chute des exportations au niveau mondial		
En Valeurs	2009/2007	-22,30%
En Volume	2009/2006	-19,00%
Chute de la production par pays		
	Ensemble de l'Industrie	Manufacture
USA	-14,5%	-17,9%
Japon	-23,3%	-24,5%
Allemagne	-17,4%	-17,2%
France	-14,8%	-16,7%
Royaume-Uni	-13,5%	-11,9%
Italie	-21,9%	-22,0%

C'est la première crise de cet après guerre qui s'accompagne d'une déflation. Celle-ci a été jugulée temporairement avec difficultés et au bout de plusieurs années par l'intervention vigoureuse des banques centrales. Elle reste toutefois sous-jacente car il n'y a pas eu de vraie reprise vigoureuse qui aurait permis de dépasser le maximum atteint lors du dernier cycle. La plus-part des pays voient leur production industrielle toujours inférieure à celle qu'elle était lors du maximum atteint en 2007 ; Italie : -17,8 %, Royaume-Uni : -9,2 %, France : -9,1 %, Japon : -10,9 %, Etats-Unis : +3,9 %, grâce au gaz et au pétrole de schiste, mais la production manufacturière est toujours inférieure de 3,7 % par rapport au maximum de 2007. Quant à la construction elle est dans les choux avec un -47,8 % en 2018 par rapport à son maximum de 2004. Parmi les grands pays impérialistes, seul l'Allemagne a dépassé le maximum de 2008 avec un mirobolant +8,2 %. Toutefois nous verrons que ces derniers mois l'Allemagne se trouve en récession. Pour ce qui est de la Chine, nous ne nous appuyerons pas sur les indices de la production industrielle qui sont bidons, mais lors de notre analyse de ce pays nous utiliserons les données physiques qui mettent en évidence une récession en 2015-2016.

Pour résumer, après la récession de 2008-2009, l'on a eu une forte reprise en 2009-2010, sans que pour autant les différents pays industriels retrouvent le maximum atteint en 2007, loin s'en faut. Puis de nouveau une récession en 2012-2014, sauf aux Etats-Unis, où la reprise, beaucoup plus lentement à continuée. Puis en 2015-2016 l'on a eu une récession aux Etats-Unis, en Chine et dans différents Etats asiatiques. Ensuite les mesures incitatives budgétaires et des banques centrales, accompagnées de la forte baisse du prix des matières premières, ont fini par se traduire par une reprise économique générale en 2017 et 2018. Mais depuis le second semestre de l'année 2018, l'on assiste partout à un fort ralentissement, qui s'est transformé en récession ces derniers mois dans nombres de pays : Allemagne, Japon, Italie, France, etc. Récession qui reste à confirmer dans les mois qui viennent. Mais déjà la FED ne « parle » plus de relever les taux et la BCE se dit prête à intervenir de nouveau avec tous les moyens à sa disposition si nécessaire.

Suite au prochain numéro.